



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr

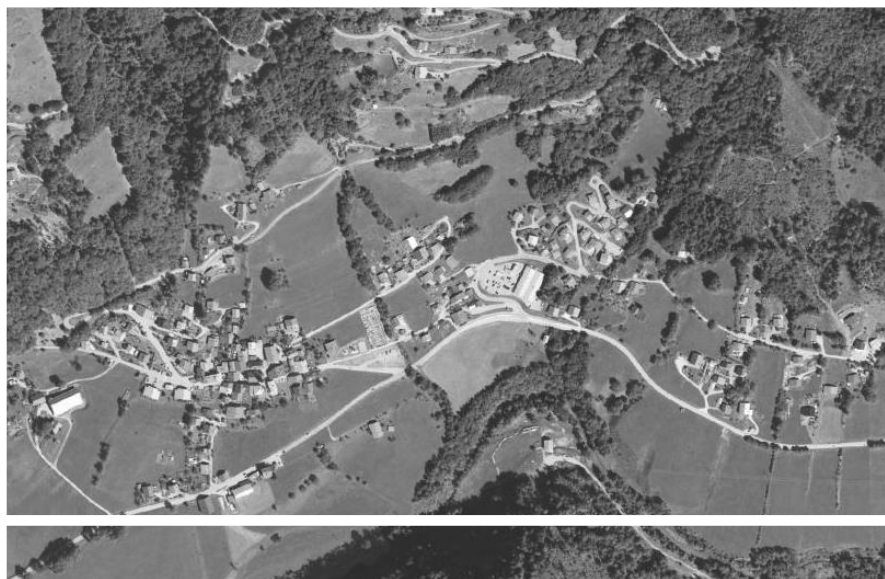


50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



Commune de Villard-sur-Doron



Octobre 2023

Source orthophoto : <http://www.geoportail-des-savoie.org>

PLAN LOCAL D'URBANISME DE VILLARD-SUR-DORON

Modification n°2

Notice

DOCUMENT DE CONSULTATION DE LA MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE – MRAE

05 octobre 2023	Consultation de la MRAE

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION.....	4
1 LES EVOLUTIONS DU ZONAGE.....	8
1.1 Identification de 14 constructions pouvant changer de destination	8
1.1.1 Justification des évolutions	8
1.1.2 Les évolutions envisagées	24
1.1.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	30
1.2 Suppression du symbole d'un bâtiment agricole dont l'activité a cessé	34
1.2.1 Justification des évolutions	34
1.2.2 Les évolutions envisagées	34
1.2.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	35
1.3 Réduction de l'emplacement réservé n°16	37
1.3.1 Justification des évolutions	37
1.3.2 Les évolutions envisagées	37
1.3.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	38
1.4 Bisasse 1500 : extension du périmètre du domaine skiable sur la zone Um	39
1.4.1 Justification des évolutions	39
1.4.2 Les évolutions envisagées	41
1.4.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	42
1.5 Rattachement d'une bande 2AU vers l'école à la zone U	44
1.5.1 Justification des évolutions	44
1.5.2 Les évolutions envisagées	45
1.5.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	46
1.6 Correction de l'erreur matérielle concernant le zonage au Jardy.....	48
1.6.1 Justification des évolutions	48
1.6.2 Les évolutions envisagées	49
1.6.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	50
2 EVOLUTIONS DU ZONAGE ET DU REGLEMENT	52
2.1 Reclassement de l'hôtel de La Cascade en zone Urbaine dédiée à l'habitat	52
2.1.1 Justification des évolutions	52
2.1.2 Les évolutions envisagées	53
2.1.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	56
3 LES EVOLUTIONS DU REGLEMENT	58
3.1 Assouplissement du règlement de la zone du caravaneige Umca	58
3.1.1 Justification des évolutions	58
3.1.2 Evolutions envisagées.....	58

3.2	Implantation par rapport aux voies et emprises publiques : assouplissement pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et réglementation pour les annexes.....	59
3.2.1	Justification des évolutions	59
3.2.2	Evolutions envisagées.....	60
3.3	Implantation par rapport aux limites séparatives : ajout d'une tolérance dans le cas de forte pente du terrain et pour les équipements publics.....	63
3.3.1	Justification des évolutions	63
3.3.2	Evolutions envisagées.....	63
3.4	Zones Urbaines et A Urbaniser : ajustements de l'article 11	66
3.4.1	Justification des évolutions	66
3.4.2	Evolutions envisagées.....	66
3.5	Zones Urbaines et A Urbaniser : réglementation des plantations	69
3.5.1	Justification des évolutions	69
3.5.2	Evolutions envisagées.....	69
3.6	Zone Agricole : autorisation des constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles et précisions sur les possibilités d'extension du bâti existant.....	71
3.6.1	Justification des évolutions	71
3.6.2	Evolutions envisagées.....	71
3.7	Précision sur les possibilités d'extension en zone Naturelle.....	75
3.7.1	Justification des évolutions	75
3.7.2	Evolutions envisagées.....	75
3.8	Zones Agricole et naturelle : rappel de la possibilité d'usage de l'article R111-27 du c. urb., réglementation des clôtures et plantations.....	77
3.8.1	Justifications des évolutions.....	77
3.8.2	Evolutions envisagées.....	77
3.9	Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)	82
3.9.1	Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000	82
3.9.2	Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité.....	82
3.9.3	Incidences sur le paysage	82
3.9.4	Incidences sur l'activité agricole.....	82
3.9.5	Incidences sur la ressource en eau.....	82
3.9.6	Prise en compte des risques naturels.....	82

4 EVOLUTIONS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ET DU REGLEMENT SUR LE SECTEUR DE BISANNE 1500 83

4.1	Justification des évolutions	83
4.1.1	Le contenu du PLU.....	83
4.1.2	Le contenu du Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère.....	83
4.1.3	En conclusion.....	85
4.2	Evolutions envisagées des OAP et du règlement	85
4.3	Etat initial de l'environnement, Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser) .	92
4.3.1	Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000	92
4.3.2	Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité.....	92
4.3.3	Incidences sur le paysage	94
4.3.4	Incidences sur l'activité agricole.....	95
4.3.5	Incidences sur la ressource en eau.....	95

4.3.6	Prise en compte des risques naturels.....	96
5	COMPATIBILITE AVEC LE SCOT ARLYSERE	97
5.1	Les orientations du SCOT.....	97
5.2	La compatibilité des évolutions avec le SCOT	99
6	TABLEAU DES SURFACES	100
	TABLE DES ILLUSTRATIONS	101
	ANNEXE	103

INTRODUCTION

Historique de l'évolution du PLU de Villard-sur-Doron

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villard-sur-Doron a été approuvé le 19 mars 2019. Une première modification a été approuvée le 27 janvier 2022 et une modification simplifiée a été approuvée le 10 août 2023.

La présente modification du PLU est donc la deuxième.

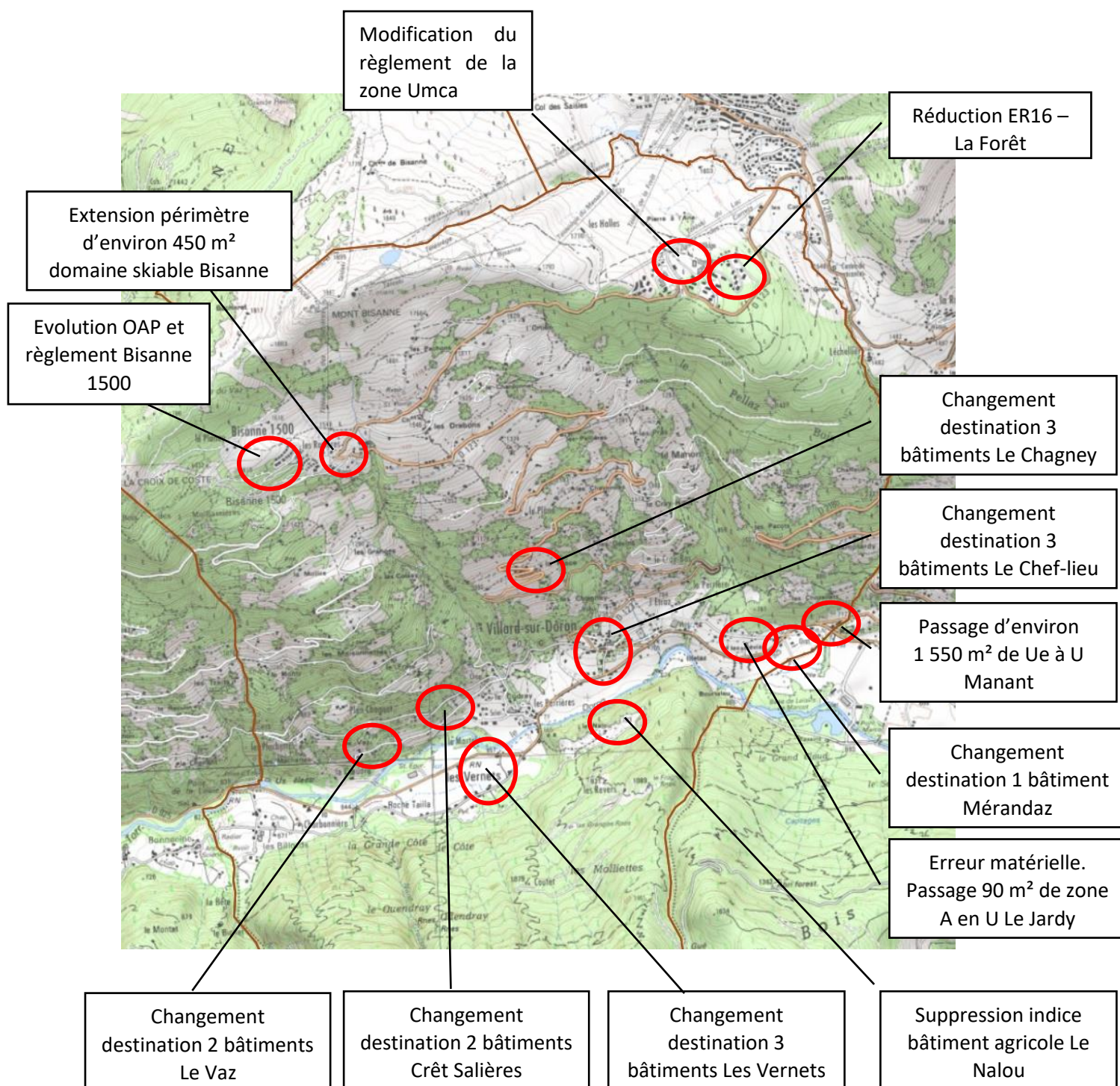
Objets de la modification

La Commune de Villard-sur-Doron souhaite faire évoluer son PLU sur les points suivants :

- Zonage
 - Identification de 14 bâtiments pouvant changer de destination et suppression du symbole « bâtiment agricole » lorsque nécessaire
 - Suppression du symbole « bâtiment agricole » sur une construction dont l'activité a cessé
 - Réduction de l'emplacement réservé n°16 à La Forêt, aux Saisies
 - Extension du périmètre du domaine skiable sur la zone Um à Bisanne 1500
 - Rattachement d'une bande 2AU vers l'école à la zone U riveraine
 - Correction de l'erreur matérielle concernant le zonage au Jardy, pour inclure quelques m² de zone Agricole à la zone Urbaine, pour la réalisation d'un accès
- Règlement
 - Assouplissement du règlement du secteur Umca (caravaneige des Saisies)
 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques : assouplissement de l'implantation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et réglementation de l'implantation des annexes
 - Implantation par rapport aux limites séparatives : ajout d'une tolérance dans le cas de forte pente du terrain et pour les équipements publics
 - Ajustement de l'article 11 – aspect des constructions dans toutes les zones
 - Ajustement de l'article 13 – espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantation, dans toutes les zones
 - En zone Agricole : autorisation des constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, sous les conditions prévues au code de l'urbanisme (II du L.151-11 du c. urb.) et précision sur les possibilités d'extension
 - En zone Naturelle : précision sur les possibilités d'extension
- Règlement et zonage
 - Reclassement de l'hôtel de La Cascade en zone Urbaine, car l'activité a cessé, avec obligation de logements aidés et possibilité d'une hauteur maximale en R+3+c de façon limitée.
- Orientations d'aménagement et de programmation et règlement
 - Revoir le nombre lits autorisés sur l'OAP n°8 sur Bisanne 1500 – secteur Les Rosières et précision sur les modalités de conservation et réalisation des espaces végétalisés.

En conséquence, sont modifiés : le plan de zonage, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation.

Figure 1 : Localisation des sites objets de l'évolution du PLU



Principaux articles du code de l'urbanisme concernés

Ces adaptations peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une modification du PLU dans la mesure où elles respectent les articles L.153-36 à 153-44 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire qu'elles ne vont pas à l'encontre des orientations générales du PADD et ne réduisent pas une zone Agricole ou Naturelle.

Les articles qui s'appliquent plus particulièrement à la procédure sont les suivants :

Article L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Pour information, article L.153-31

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Article L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-38 : Ouverture à l'urbanisation d'une zone AU. Non concerné.

Article L153-39 : Périmètre de ZAC. Non concerné.

Article L153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-40 -1

A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent, lors de la notification du projet de modification dans les conditions prévues à l'article L. 153-40, le représentant de l'Etat lui adresse, s'il y a lieu, sa position en ce qui concerne :

- 1° Le cas échéant, la sincérité de l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers réalisée au titre du diagnostic du rapport de présentation prévu à l'article L. 151-4 ;
- 2° Le cas échéant, la cohérence avec le diagnostic mentionné au 1° du présent article des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain contenus dans le projet d'aménagement et de développement durables en application de l'article L. 151-5.

Article L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Article L.153-42 : PLU intercommunal. Non concerné

Article L153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L153-44

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26.

1 LES EVOLUTIONS DU ZONAGE

1.1 IDENTIFICATION DE 14 CONSTRUCTIONS POUVANT CHANGER DE DESTINATION

1.1.1 Justification des évolutions

En raison des pratiques agricoles anciennes en vigueur dans le Beaufortain, la commune de Villard-sur-Doron compte de très nombreuses constructions isolées qui avaient une double fonction : habitat des hommes et usage agricole avec étable et grange pour le foin, notamment.

Le PLU de Villard-sur-Doron identifie six constructions susceptibles de changer de destination au titre de l'article L.151-11-2° du code de l'urbanisme et cinquante-trois éléments du patrimoine à protéger au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme et pour lesquels le règlement autorise le changement de destination.

Il s'avère cependant qu'un certain nombre de bâtiments n'a pas été identifié dans le PLU de 2019, ce qui interdit toute évolution de ce patrimoine. Ces constructions anciennes, à vocation mixte habitat et agricole, comprennent vu leur usage, déjà un logement. Par conséquent, leur changement de destination n'engendrera pas de nouvelles unités d'habitation ; il permettra l'entretien du patrimoine bâti, caractéristique de la commune de Villard-sur-Doron. La commune constate en effet que les travaux consistent en général en l'aménagement de la partie étable et grange, sans création de nouvel habitat.

La municipalité a donc analysé chaque construction pouvant potentiellement faire l'objet d'un changement de destination selon les critères figurant dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Critères d'analyse des bâtiments pouvant potentiellement changer de destination




Critères	Pondération
Accessibilité	
- Desserte publique de moins de 100 m	2
- Desserte privée de moins de 100 m	1
- Sans desserte et situé à moins de 500 m	-1
- Sans desserte et situé à plus de 500 m	-2
Proximité « bassin de vie »	
- Proximité village, fond de vallée	3
Présence réseaux	
- Présence réseau eau public	2
- Présence assainissement collectif	1
Proximité bâtiment agricole	
- Bâtiment agricole à moins de 100 m	-2

Au final, elle a identifié quatorze constructions dont les critères en termes d'accessibilité, d'équipements, mais aussi de proximité du bassin de vie ou de bâtiment agricole sont favorables à une possibilité de changement de destination sans incidences significatives pour la collectivité en termes d'équipements et sur les espaces agricoles, naturels et forestiers.

Il s'agit de :

- Trois constructions au Chagney (C508, C395 et C495)
- Trois constructions à proximité du Chef-lieu (C8, C23 et C613), dont deux dont l'activité agricole a cessé et pour lesquelles il est nécessaire d'ôter l'identification comme bâtiment d'élevage (C8 et C613)
- Une construction à Mérandaz (D441)
- Trois constructions aux Vernets (B368, B373 et B928)
- Deux constructions à Crêt Salière (A737 et A1123)
- Deux constructions au Vaz (A788 et A1182)

Les principales caractéristiques des bâtiments figurent ci-après.

Localisation	Informations et photos	
<p>Le Chagney C508– classement en A</p> 	<p>Accès : proximité de la RD123 – route de La Place. Chemin d'accès existant Eau potable : oui Assainissement : individuel Electricité : oui</p> <p>Possibilité de réaliser les stationnements : à l'arrière du bâtiment, secteur déjà empierré et aplani.</p> <p>Faible volume restant à transformer.</p> <p>Risques : faibles. Voir Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney en page 31.</p>	
	 	

Risques : faibles. Voir Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagny en page 31.



Le Chagney

C395– classement en A



Accès : proximité de la RD123 – route de La Place. Un chemin agricole existe entre la RD et la construction

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements : à l'arrière du bâtiment. Terrain pentu, uniquement pâturé, en voir d'enfrichement

Grand volume restant à transformer.

Proximité d'un grenier et d'un four

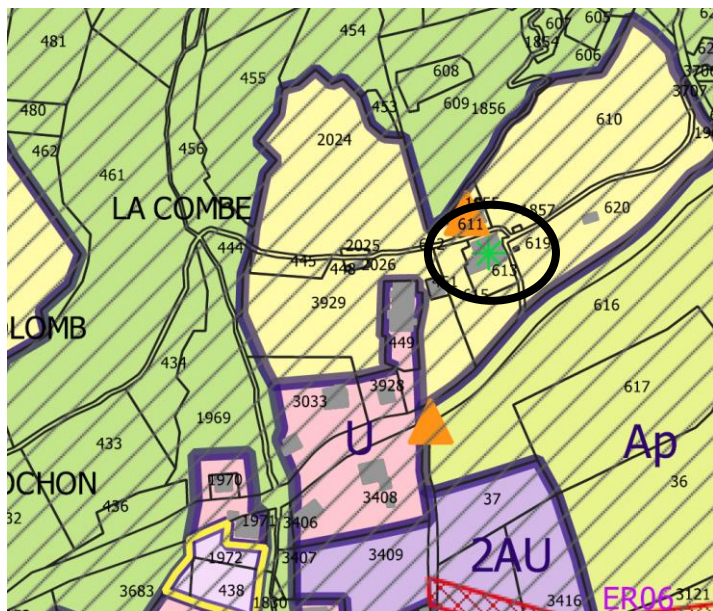
Risques : faibles. Voir Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney en page 31.



Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2

Le Chef-lieu

C613– classement en A – Identification comme bâtiment agricole



Accès : proximité de la RD123 – route de La Place. Un chemin existe entre la RD et la construction

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Bâtiment dont l'activité agricole a cessé récemment

Possibilité de réaliser les stationnements : existants et le long de la voie d'accès.

Faible volume restant à transformer.

Risques : nuls. Voir Figure 15 : Extrait du PPRN – secteur du Chef-lieu en page 3231.



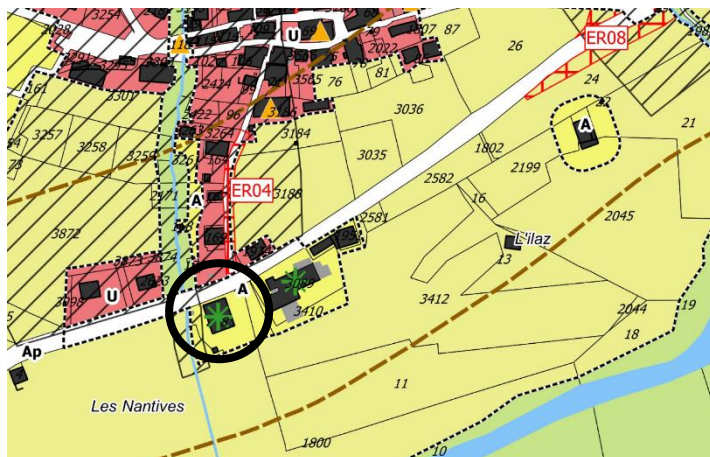
100

Risques : nuls. Voir Figure 15 : Extrait du PPRN – secteur du Chef-lieu en page 32.



100

C8- classement en A – Identification comme bâtiment agricole



Eau potable : oui

Assainissement : raccordement possible

Bâtiment dont l'activité agricole a cessé dans les années 2000.

Possibilité de réaliser les stationnements : dans la partie proche de la route du bâtiment

Grand volume restant à transformer.

Proximité d'un bâtiment d'élevage

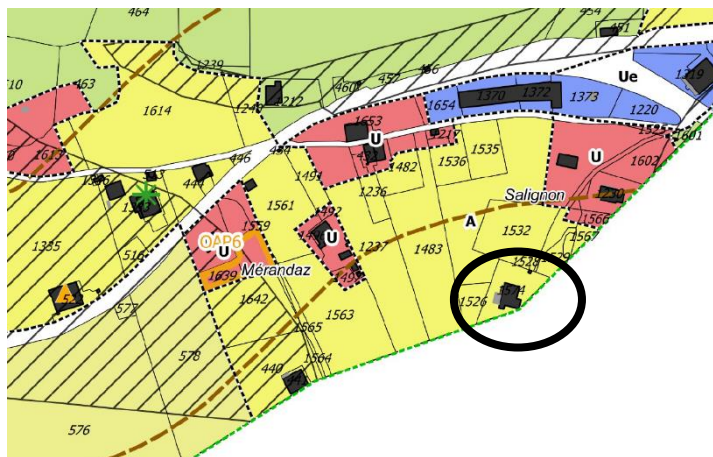
Risques : nuls. Voir Figure 15 : Extrait du PPRN – secteur du Chef-lieu en page 32.



Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2

Mérandaz

D441– classement en A



Accès : Voie communale venant de la RD925

Eau potable : oui

Assainissement : oui

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements :
existant à l'arrière et possibilités à l'avant

Moyen volume restant à transformer.

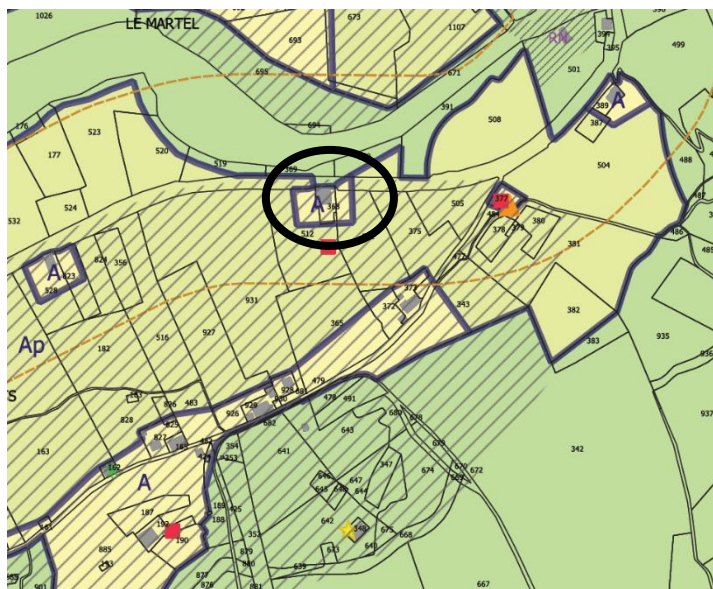
Proximité d'une remise et d'un four

Risques : faibles. Voir Figure 16 : Extrait du
PPRN – secteur de Mérandaz
Figure 14 : Extrait
du PPRN – secteur du Chagney en page 32



Les Vernets

B368– classement en A



Accès : le long de la RD925

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements : à proximité du bâtiment, sur des espaces déjà anthropisés.

Grand volume restant à transformer.

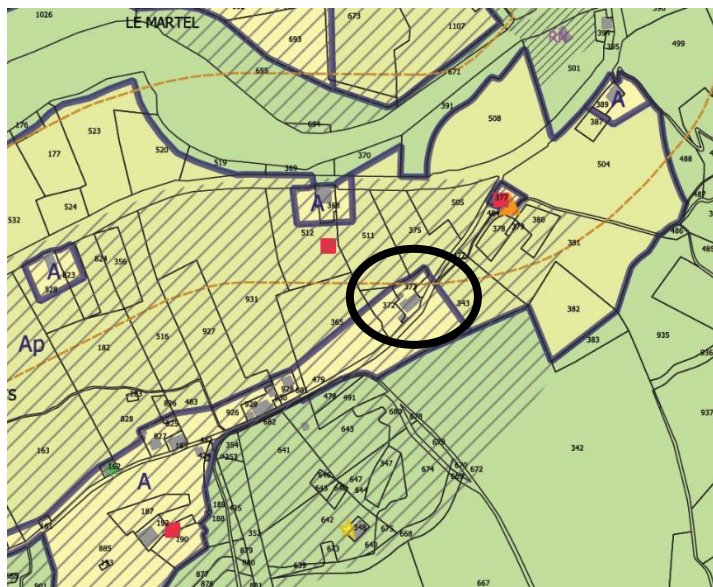
Proximité d'une remise / grenier et d'un garage en tôles

Risques : nuls. Voir Figure 17 : Extrait du PPRN – secteur des Vernets en page 33.



Les Vernets

B373– classement en A



Accès : le long de la voie communale Route des Vernets

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements : à l'arrière du bâtiment. Terrain pentu, uniquement pâturé, en voir d'enrichissement

Moyen volume restant à transformer.

Proximité d'un grenier et d'une remise

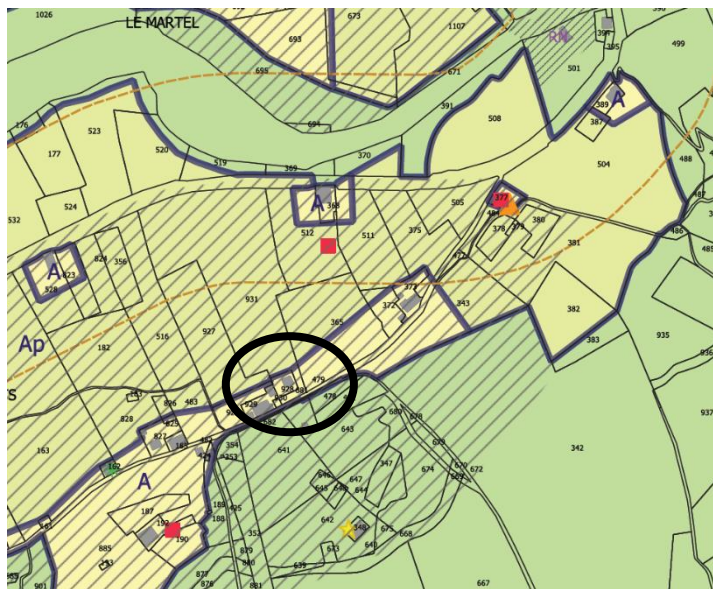
Risques : moyens. Voir Figure 17 : Extrait du PPRN – secteur des Vernets en page 33.



Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2

Les Vernets

B928– classement en A



Accès : le long de la voie communale Route des Vernets

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

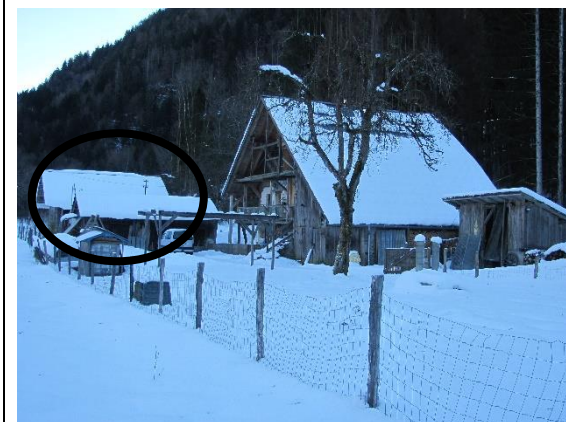
Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements :
existants, aux abords de la construction

Moyen volume à transformer.

Proximité d'une habitation et d'une remise

Risques : faibles. Voir Figure 17 : Extrait du
PPRN – secteur des Vernets en page 33.



A topographic map of the area around Cret Salinero. The map shows elevation contours, roads, and various landmarks. A black circle highlights a specific area of interest, likely the location of the archaeological site. The map includes labels for 'Cret Salinero' and 'La Vaz'. The terrain is characterized by yellow and green shaded areas, possibly representing different geological formations or vegetation. The map also shows a network of roads and a river or stream at the bottom right.

Electricité : oui

Proximité d'une annexe

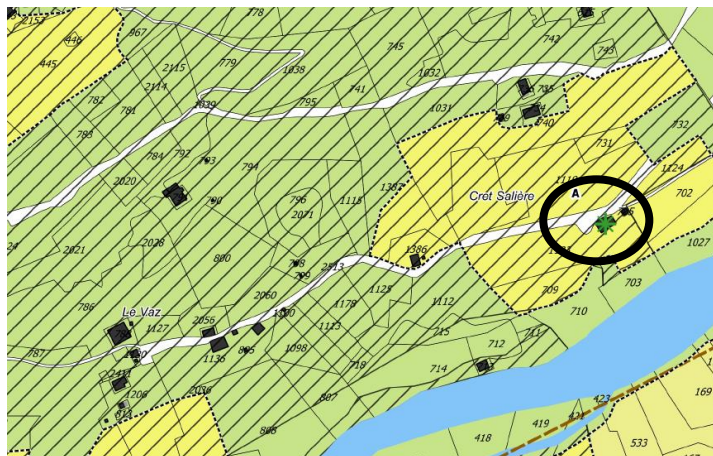
Moyen volume restant à transformer.

Risques : moyens. Voir Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz
Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagny en page 3331.



Crêt Salière

A1123– classement en A – Identification comme bâtiment agricole



Accès : le long de la route communale du Vaz
Eau potable : oui
Assainissement : individuel
Electricité : oui

Bâtiment dont l'activité agricole a cessé depuis plus de 10 ans

Possibilité de réaliser les stationnements : à côté du bâtiment, le long de la route, sur un emplacement déjà remblayé

Moyen volume restant à transformer.

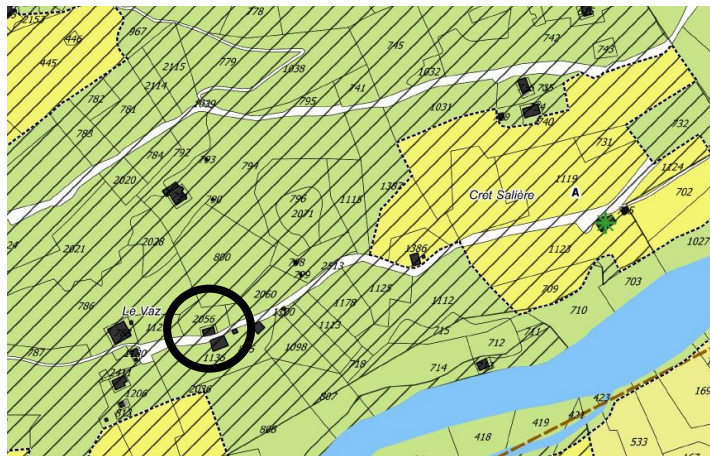
Proximité d'un grenier

Risques : moyens. Voir Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz
Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagnay en page 3331.



Le Vaz

A1182– classement en N



Accès : le long de la route communale du Vaz

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements : à proximité du bâtiment. Terrains pentus, sans usage agricole

Grand volume restant à transformer.

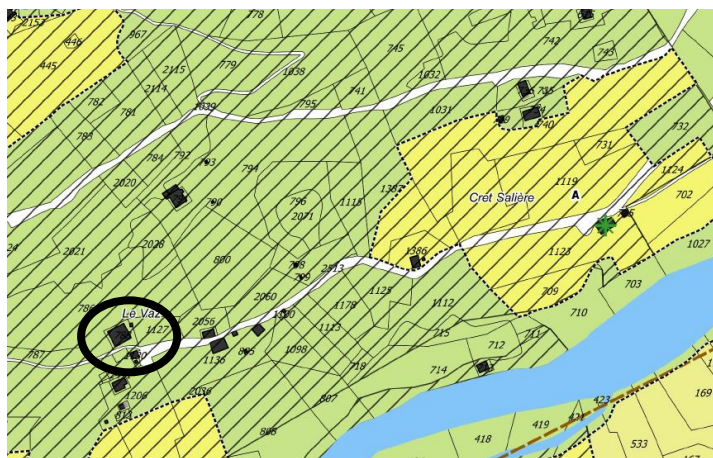
Proximité d'un grenier et d'un four

Risques : moyens. Voir Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz
Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney en page 3331.



Le Vaz

A788– classement en N



Accès : à l'extrémité de la route communale du Vaz.

Eau potable : oui

Assainissement : individuel

Electricité : oui

Possibilité de réaliser les stationnements : dans le talus ou à proximité de la construction en retravaillant l'accès. Terrains pentus sans usage agricole

Grand volume restant à transformer.

Proximité d'une remise et d'un four

Risques : moyens. Voir Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz
Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney en page 3331.



1.1.2 Les évolutions envisagées

Sont identifiées comme bâtiment pouvant changer de destination les 14 constructions présentées ci-dessus. Le signe d'identification est donc ajouté.

Toutes les constructions, à l'exception des deux du Vaz et de l'une de Crêt Salière classées en zone Naturelle, sont classées en zone Agricole.

L'identification du bâti n'indique pas que le changement de destination sera automatiquement autorisé. Celui-ci devra faire l'objet d'un avis de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en zone Agricole et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) en zone Naturelle.

Figure 2 : Zonage actuel – Le Chagney



Figure 3 : Zonage proposé – Le Chagney

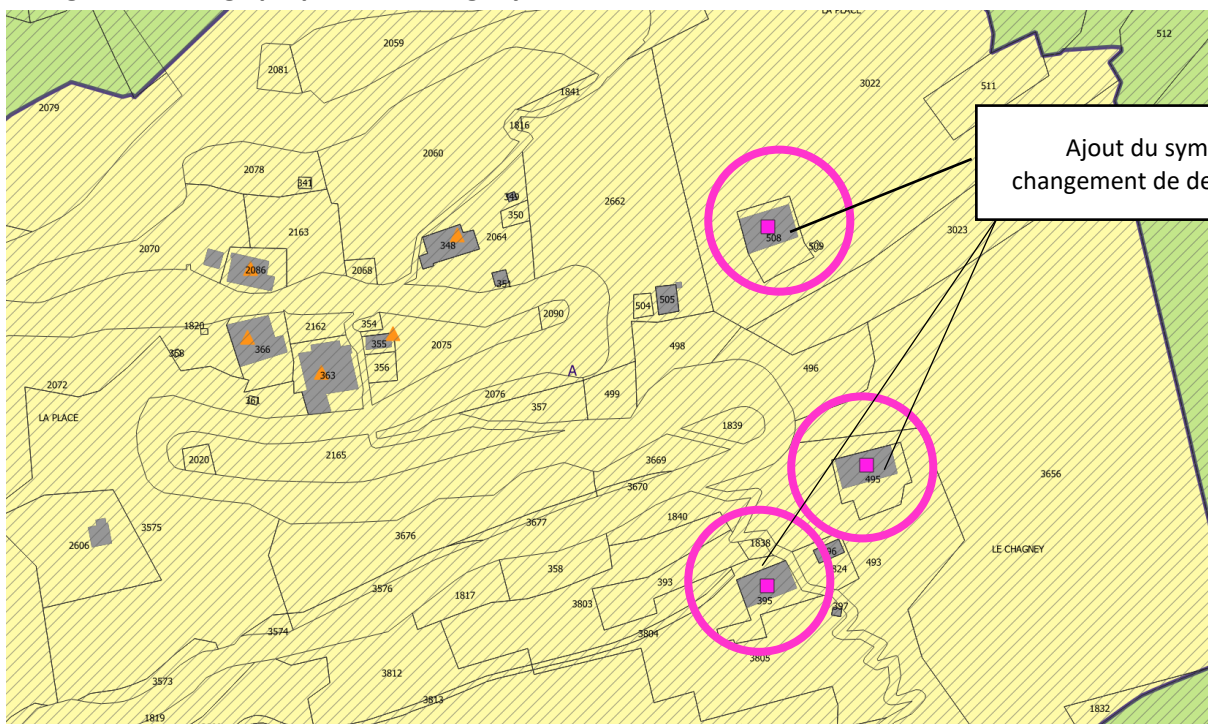


Figure 4 : Zonage actuel – secteur Chef-lieu

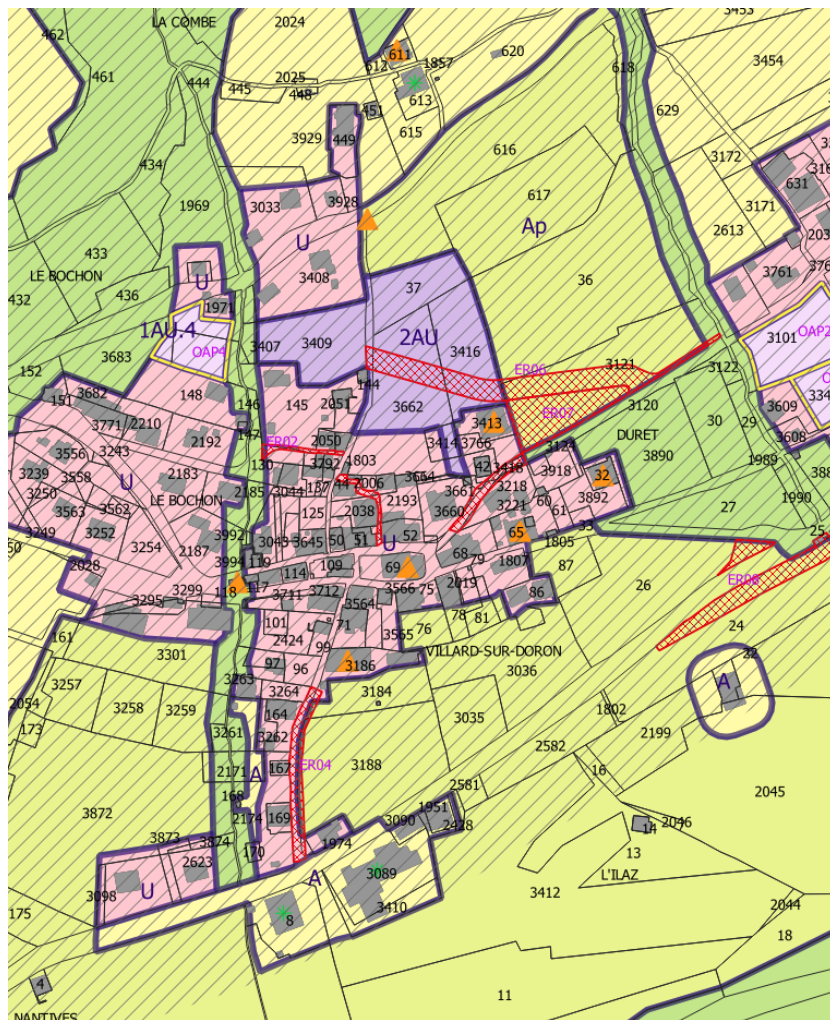
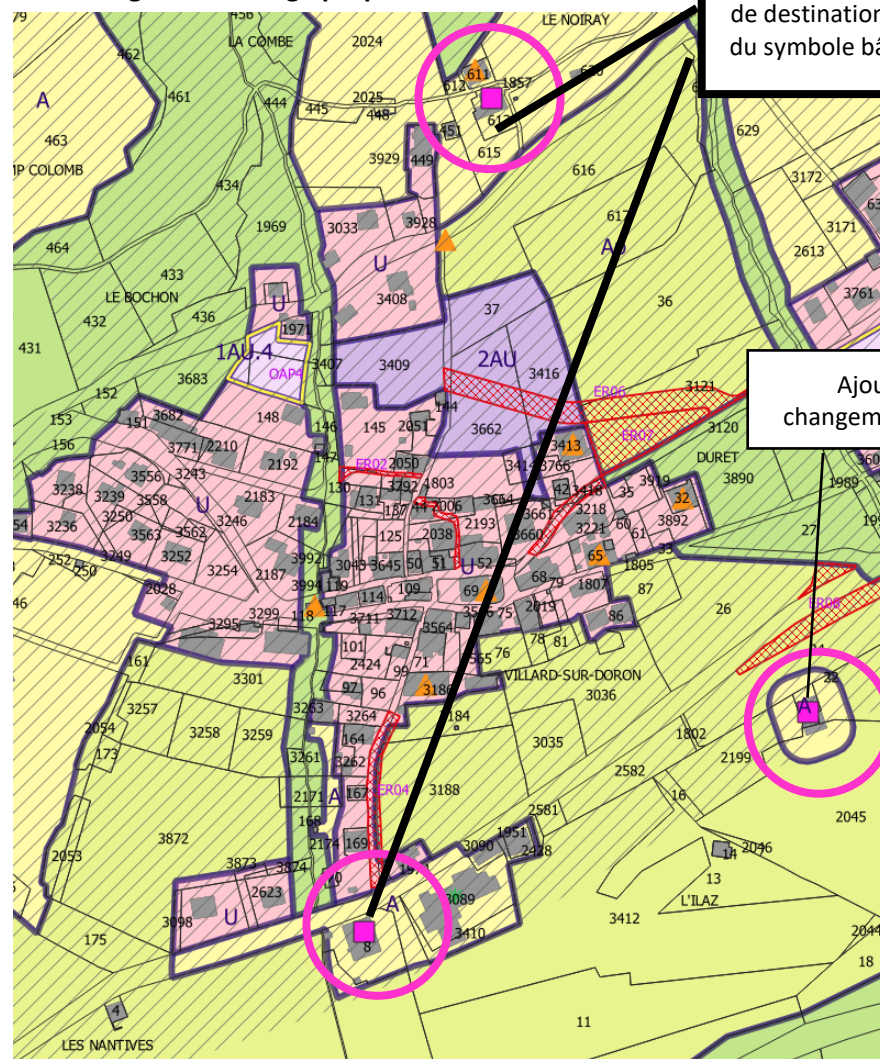


Figure 5 : Zonage proposé – secteur Chef-lieu



Ajout du symbole changement de destination et suppression du symbole bâtiment agricole

Ajout du symbole changement de destination

Figure 6 : Zonage actuel - Mérandaz

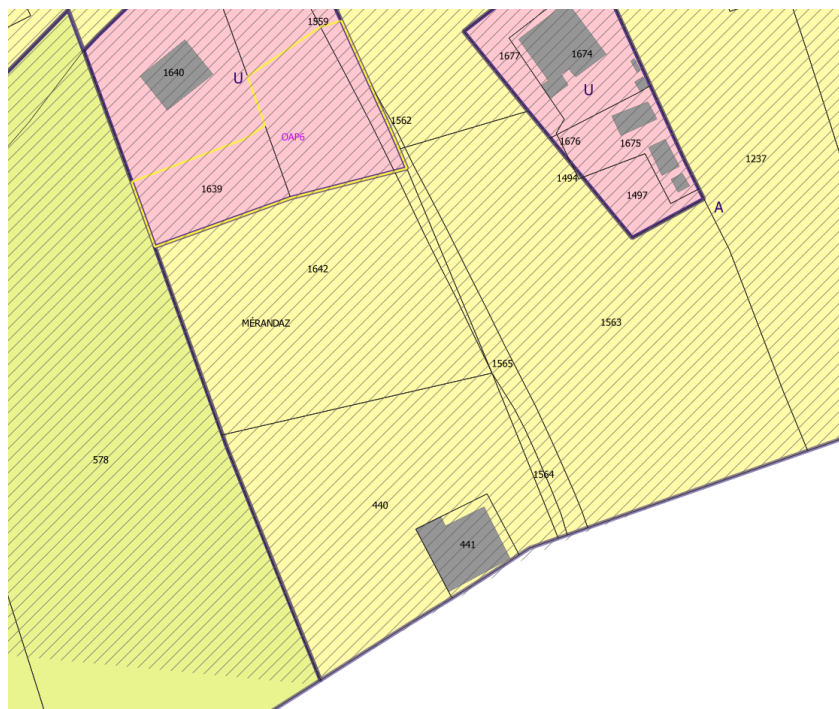


Figure 7 : Zonage proposé – Mérandaz

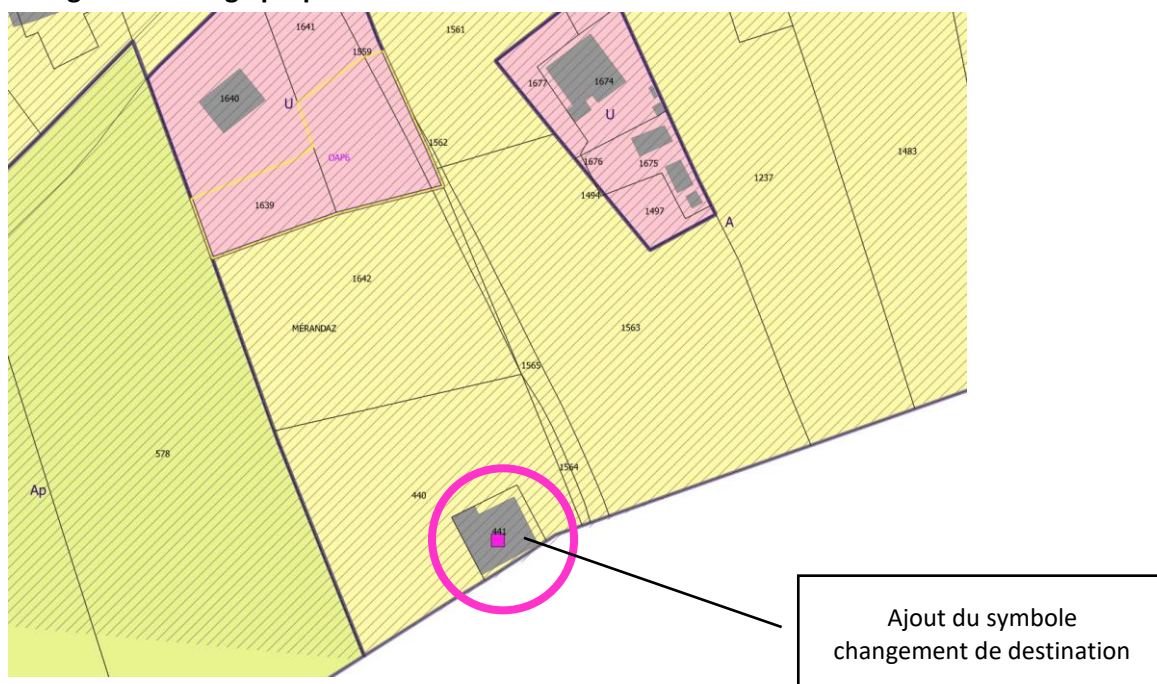


Figure 8 : Zonage actuel – Les Vernets

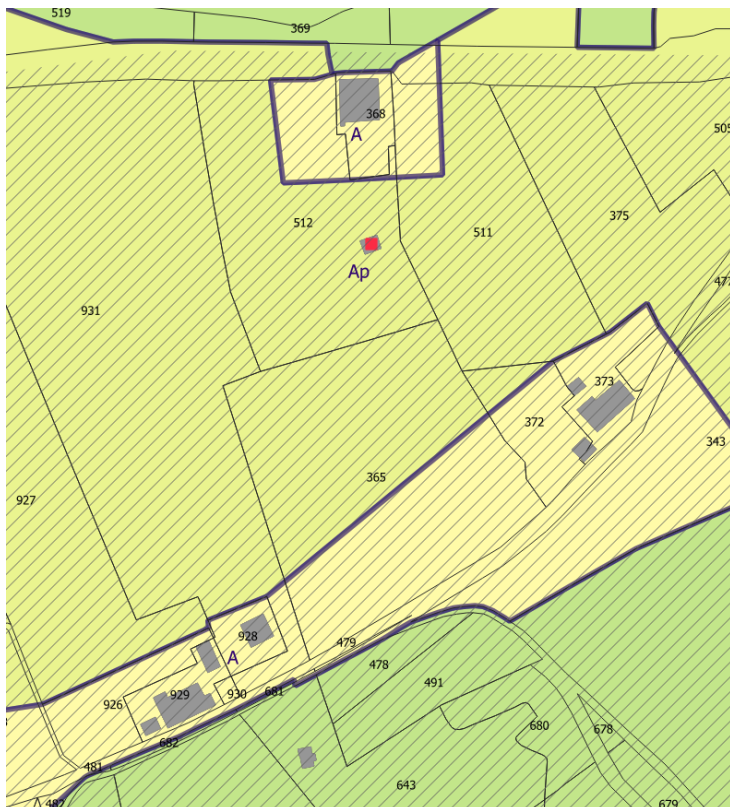


Figure 9 : Zonage proposé – Les Vernets

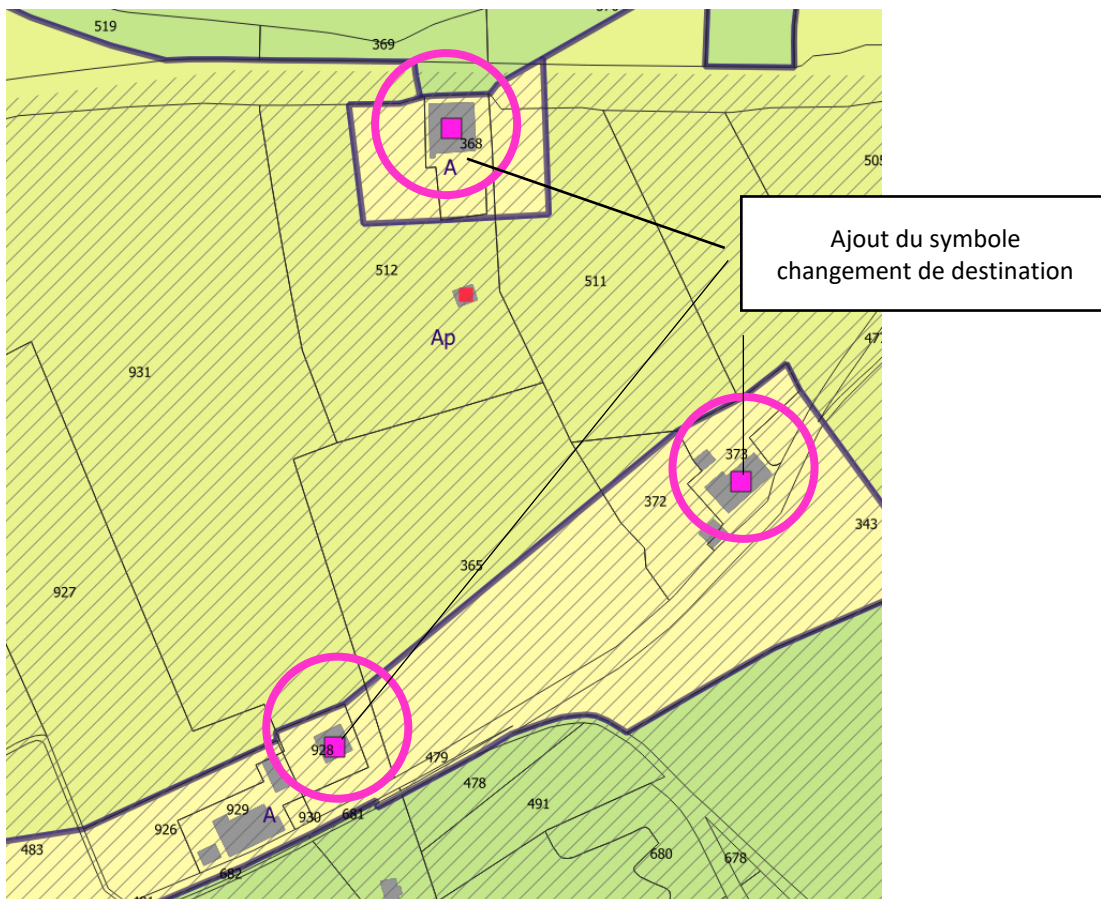


Figure 10 : Zonage actuel – secteur de Crêt Salière

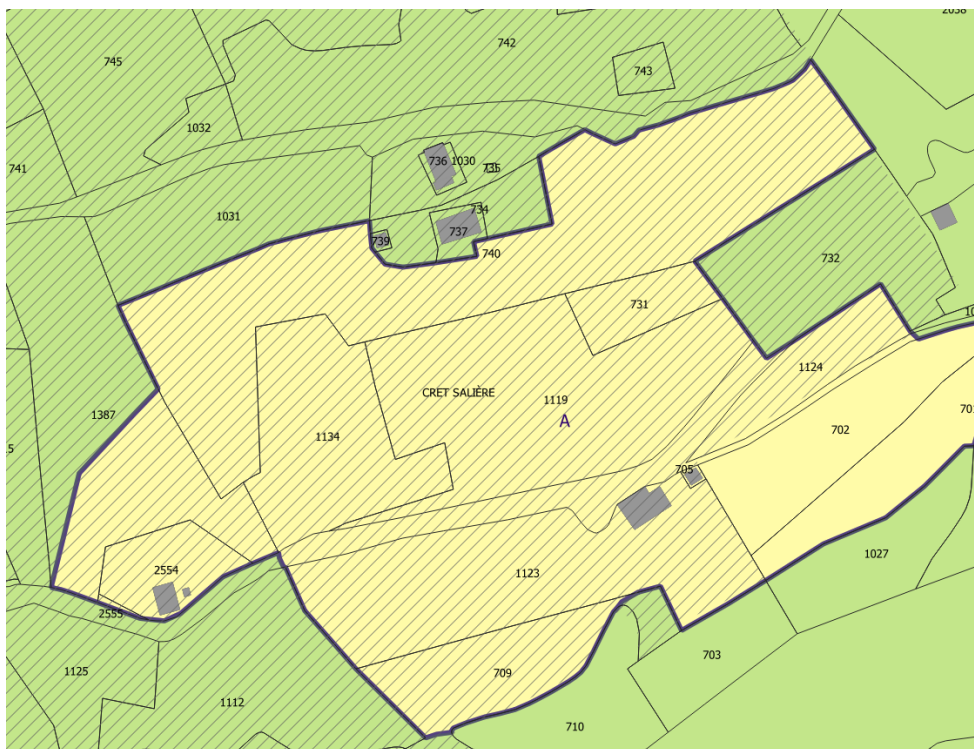


Figure 11 : Zonage proposé – secteur de Crêt Salières

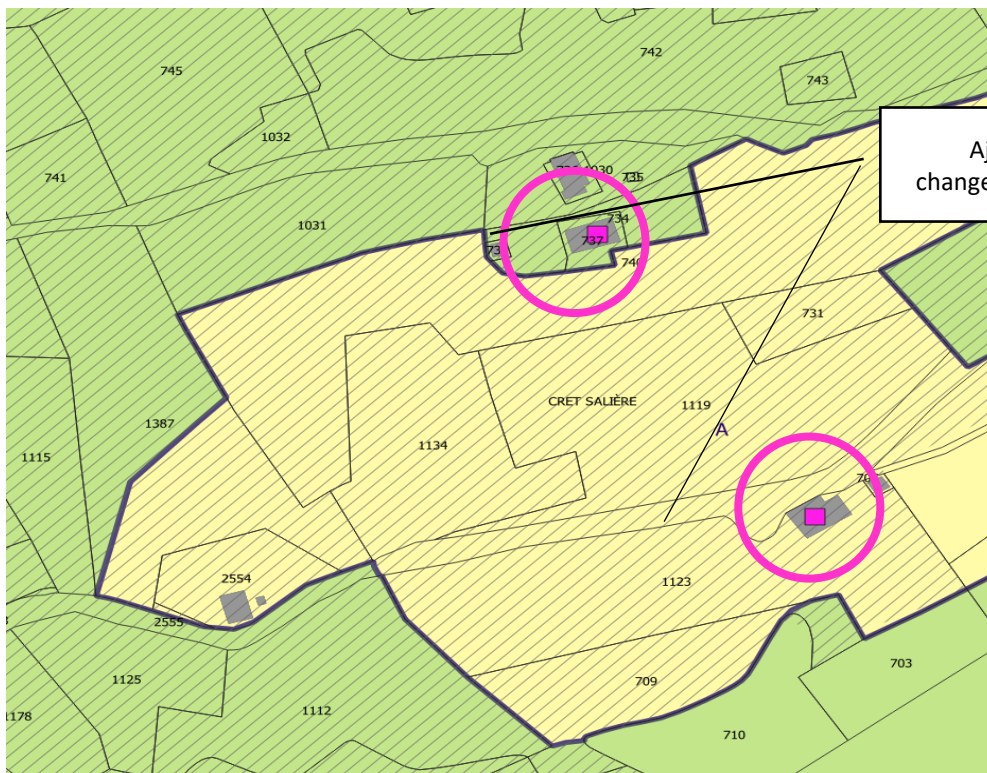


Figure 12 : Zonage actuel – secteur du Vaz

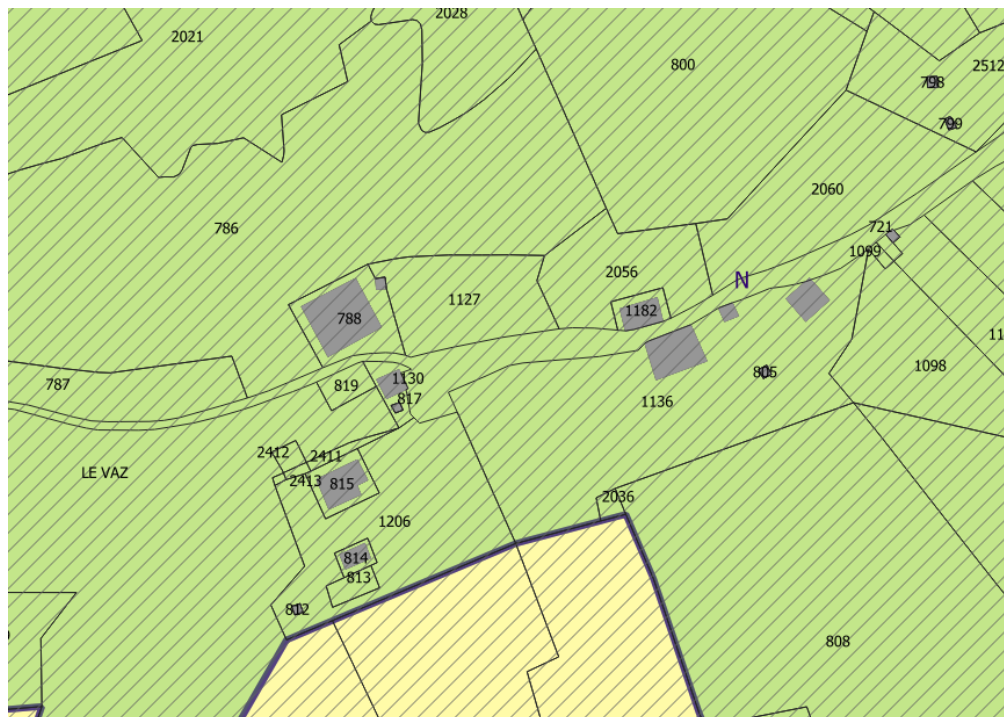
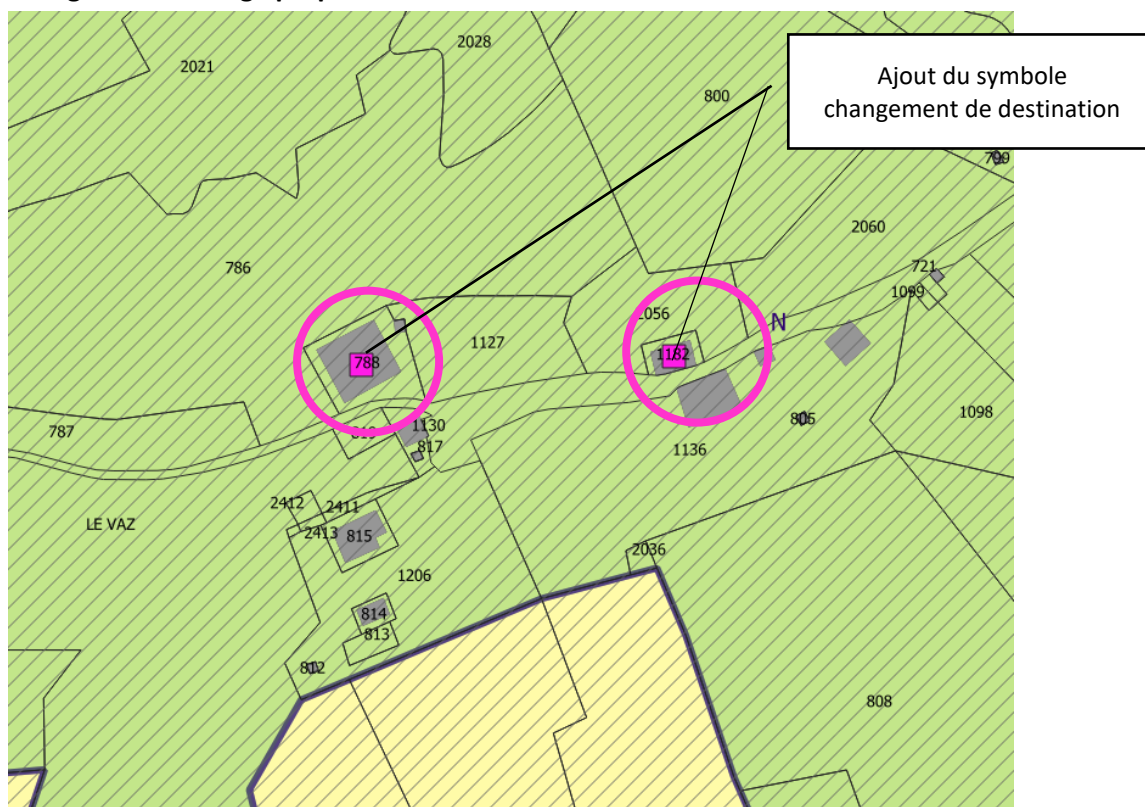


Figure 13 : Zonage proposé – secteur du Vaz



1.1.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.1.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluze, Crest-Voland et Cohennoz.

Ces évolutions du PLU sont sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.1.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

L'identification de 14 bâtiments comme pouvant changer de destination sera sans incidences significatives sur les milieux naturels et la biodiversité. En effet, cette évolution ne générera pas d'importantes nouvelles surfaces artificialisées, car le bâti existe ; celui-ci dispose en général de places de stationnement et d'un accès. Les abords immédiats des constructions sont déjà fréquentés par l'homme et ont perdu leur caractère naturel ou tout du moins leur qualité en termes de biodiversité.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.1.3.3 Incidences sur le paysage

L'identification de quatorze bâtiments comme pouvant changer de destination permet l'entretien du patrimoine bâti de la commune, mais aussi des abords de ces constructions. Le paysage restera ainsi ouvert. L'incidence à attendre est donc positive.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.1.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Douze des quatorze bâtiments identifiés comme pouvant changer de destination se situent dans la zone Agricole, les autres étant en zone Naturelle. Ces constructions comprennent déjà une partie logement, correspondant à l'habitation de l'ancien agriculteur. Le changement de destination permet principalement de pouvoir transformer les parties encore agricoles (grange, étable) en logement. Vu la configuration, peu génèreront de nouvelles unités d'habitation.

Dans tous les cas, les bâtiments comptant déjà du logement, leur aménagement ne générera pas de nouvelles contraintes sur l'utilisation agricole (épandage par exemple) des terrains autour. Ils disposent également d'un accès, ce qui évitera de devoir en aménager un.

L'incidence de cette évolution du PLU sur l'activité agricole sera donc faible, voire nulle.

1.1.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Les anciennes constructions agricoles possèdent déjà une partie habitation et génèrent par conséquent déjà une consommation en eau potable. Le cheptel, constitué principalement de vaches laitières, consommait également un volume important d'eau, principalement en hiver (lors des périodes d'étiage) lorsqu'il était à l'étable.

Cette évolution permet à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer sur la totalité de leur volume vers la destination habitat.

Au vu de la consommation en eau potable d'un élevage, celle des futurs habitants ne génèrera pas d'importantes augmentations.

L'incidence attendue sur la ressource en eau potable de cette évolution du PLU au regard de la consommation actuelle ou passée reste limitée.

Capacités de la station d'épuration

Ces évolutions restent sans incidence forte sur la production d'eaux usées et sont donc compatibles avec les capacités de la STEP.

Certains bâtiments sont en assainissement non collectif. La collectivité veillera à la mise en place d'un système de traitement des eaux usées répondant aux normes en vigueur.

1.1.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. Les extraits ci-dessous illustrent les risques identifiés sur les secteurs objets des évolutions du PLU (ronds rouge).

Les constructions identifiées comme pouvant changer de destination ne sont pas soumises à un risque fort empêchant leur évolution.

Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney

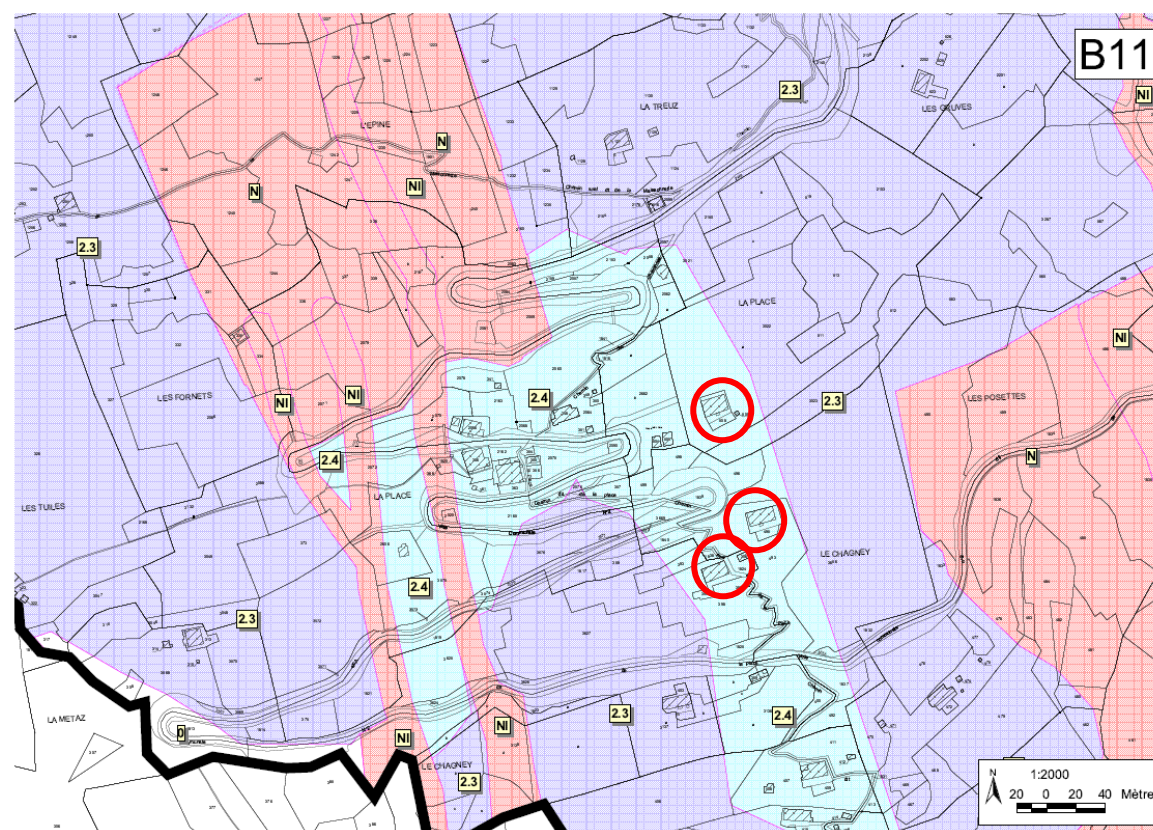


Figure 15 : Extrait du PPRN – secteur du Chef-lieu

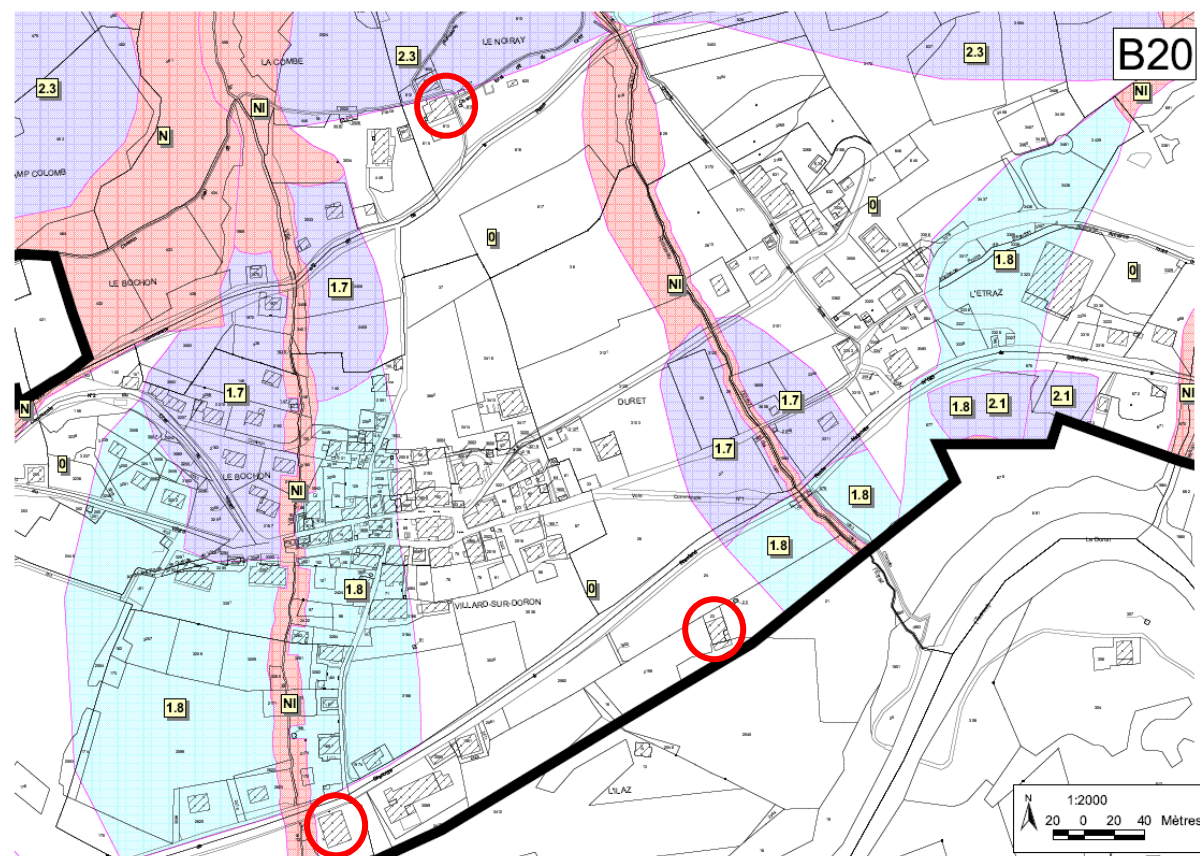


Figure 16 : Extrait du PPRN – secteur de Mérandaz

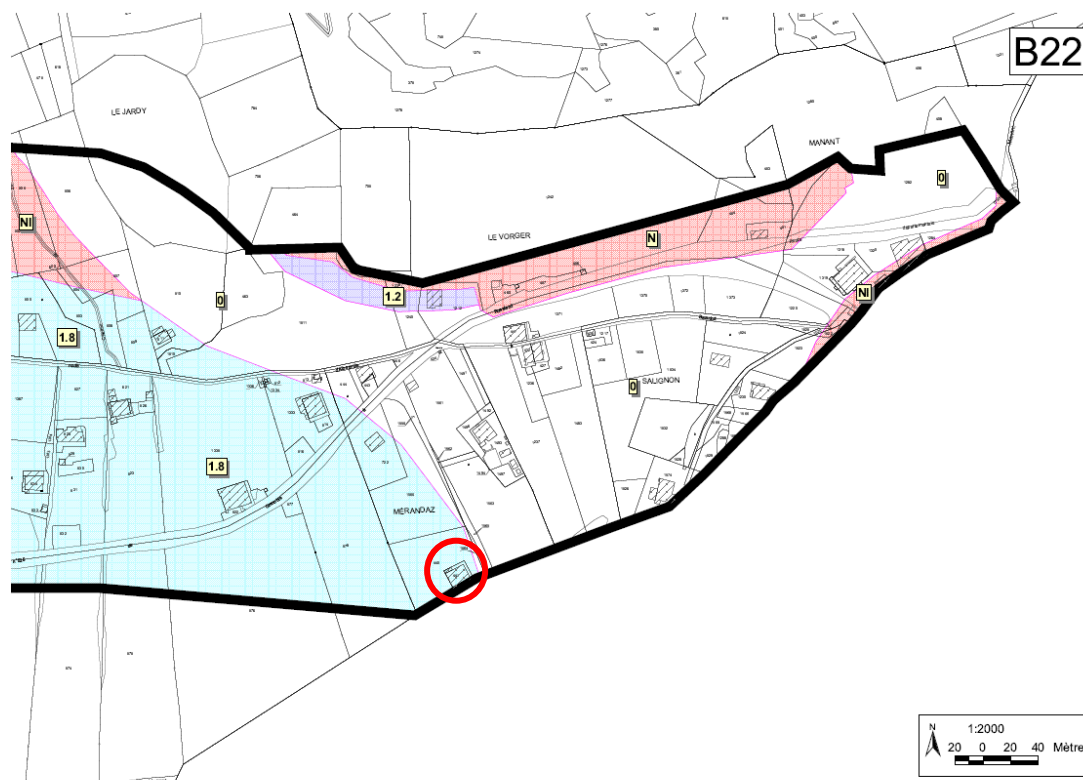
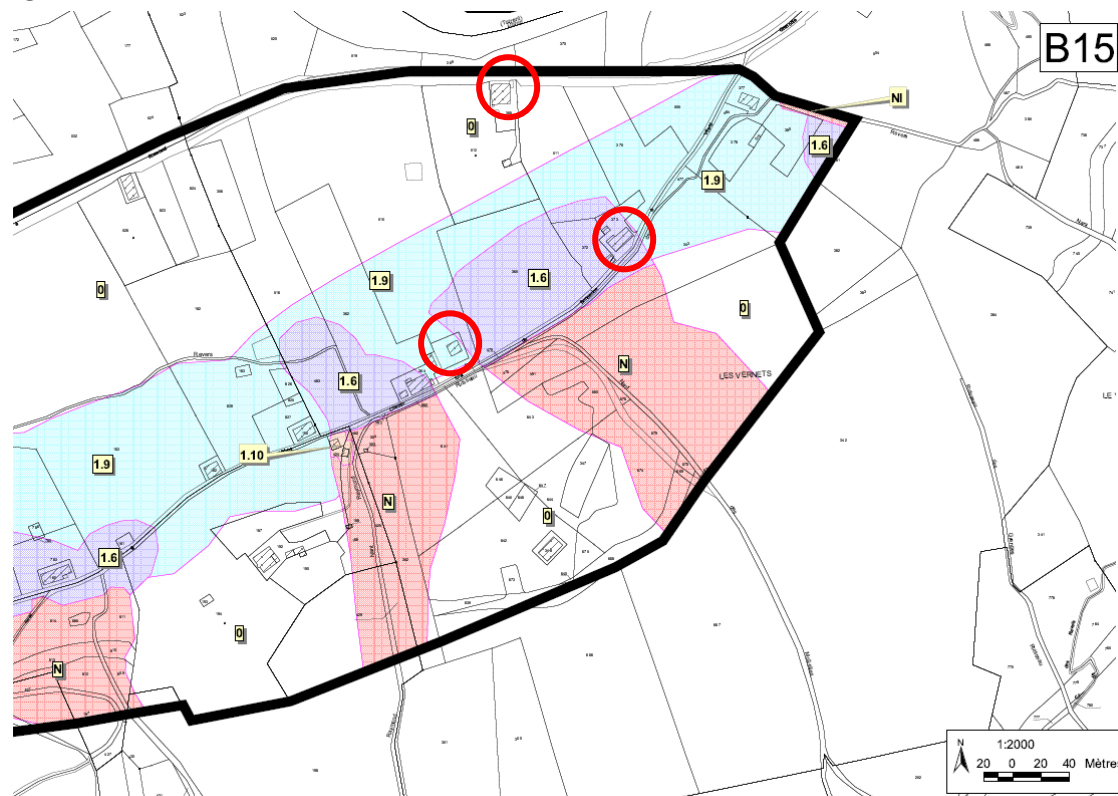
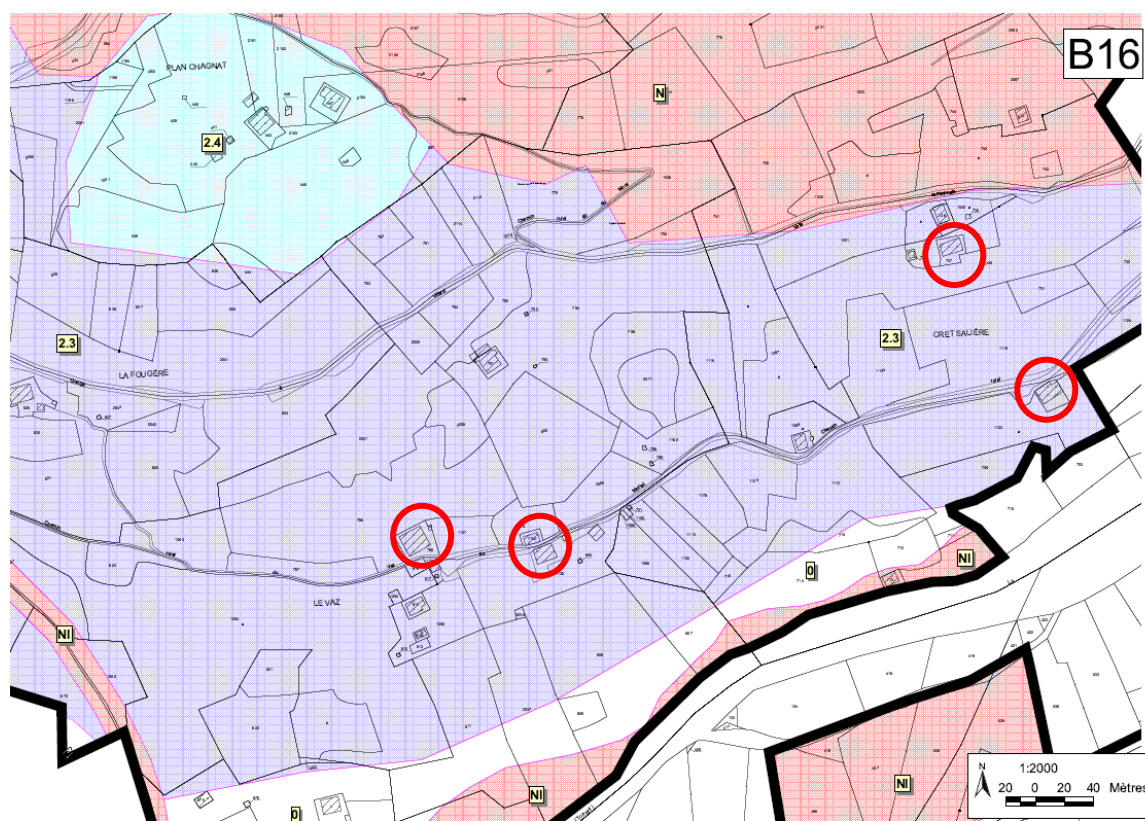


Figure 17 : Extrait du PPRN – secteur des Vernets



PPR de Villard-Sur-Doron - juin 2013

Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz



PPR de Villard-Sur-Doron - juin 2013

1.2 SUPPRESSION DU SYMBOLE D'UN BATIMENT AGRICOLE DONT L'ACTIVITE A CESSE

1.2.1 Justification des évolutions

Au Nalou, parcelle B320, le bâtiment identifié comme bâtiment agricole n'abrite plus d'animaux, car l'activité a cessé. Il convient donc d'ôter le symbole relatif à l'activité agricole.

Il s'agit d'un bâtiment de type « traditionnel », qui ne présente pas de fonctionnalité suffisante pour être repris par un nouvel agriculteur.

1.2.2 Les évolutions envisagées

Figure 19 : Zonage actuel – secteur du Nalou

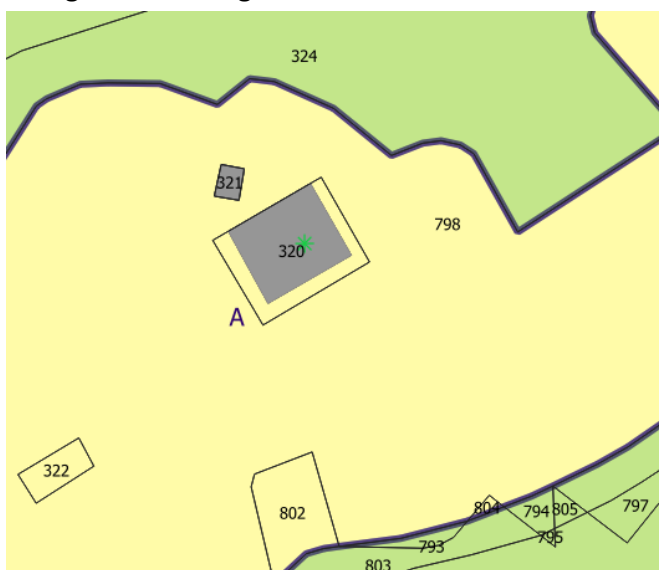
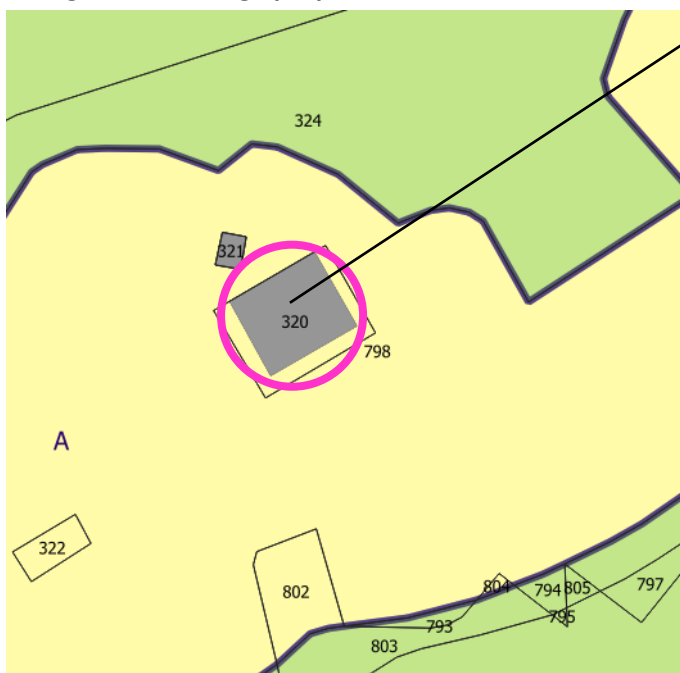


Figure 20 : Zonage proposé – secteur du Nalou



Suppression du symbole
bâtiment agricole

1.2.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.2.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluze, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.2.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

La suppression de l'information relative à la présence d'un bâtiment agricole étant donné que l'activité a cessé est sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.2.3.3 Incidences sur le paysage

La suppression de l'information relative à la présence d'un bâtiment agricole étant donné que l'activité a cessé est sans incidences sur la qualité des paysages.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.2.3.4 Incidences sur l'activité agricole

La suppression de l'information relative à la présence d'un bâtiment agricole étant donné que l'activité a cessé est sans incidences sur l'activité agricole. Il s'agit de la mise à jour du plan de zonage.

Ce bâtiment ne présente pas une fonctionnalité suffisante pour trouver un repreneur.

1.2.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution est sans incidences sur la ressource en eau.

Capacités de la station d'épuration

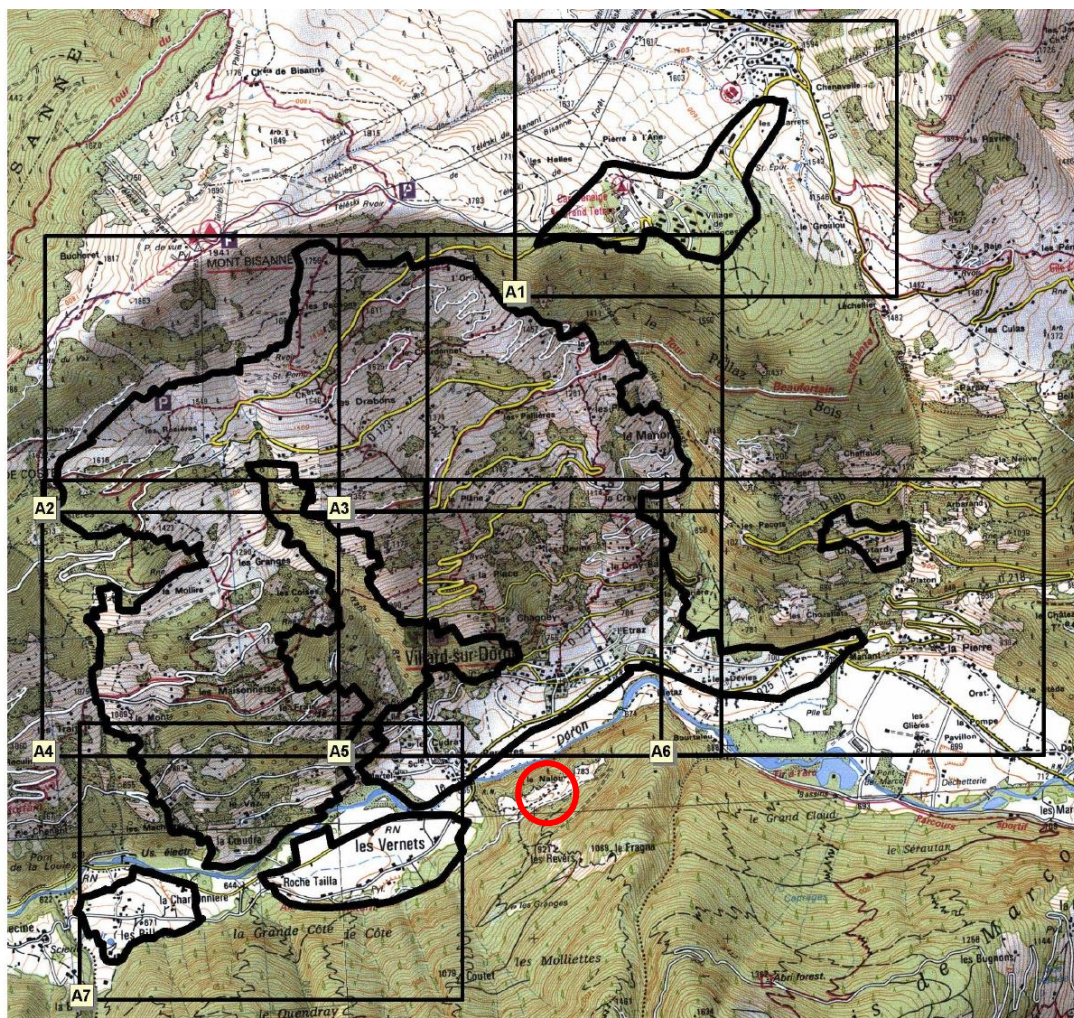
Cette évolution est sans incidences sur les volumes d'eaux usées à traiter.

1.2.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017.

Le secteur, isolé en rive gauche du Doron, n'a pas été étudié par le PPRN.

Figure 21 : Plan d'assemblage du PPRN



PPR de Villard-Sur-Doron - Documents graphiques

1.3 REDUCTION DE L'EMPLACEMENT RESERVE N°16

1.3.1 Justification des évolutions

A La Forêt, secteur des Saisies, l'emplacement réservé n°16 est destiné à une décharge à neige. Il s'étend sur une zone aujourd'hui boisée, classée en partie en zone Naturelle et en partie en zone 1AUm3 avec OAP.

Or, il s'avère qu'il est surdimensionné au regard des besoins. Par conséquent, son emprise est réduite sur la zone 1AUm.3, pour ne rester que sur la zone N.

1.3.2 Les évolutions envisagées

L'emprise de l'emplacement réservé passe de 2 490 à 1595 m².

Figure 22 : Zonage actuel – secteur de La Forêt

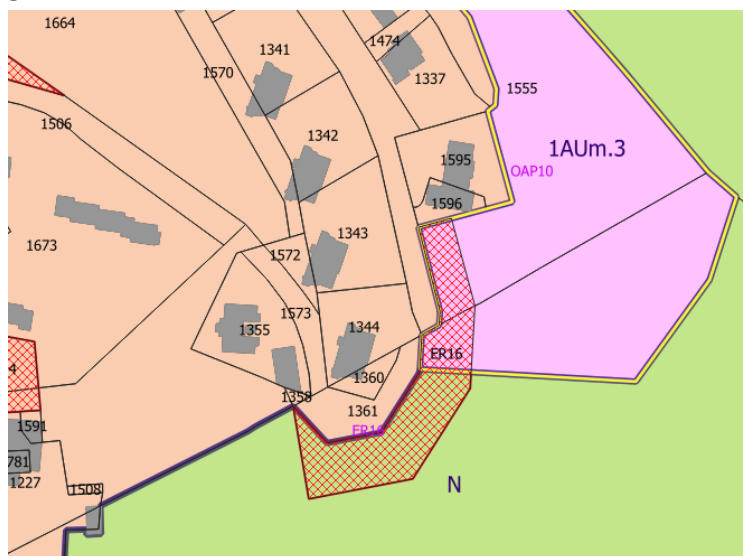
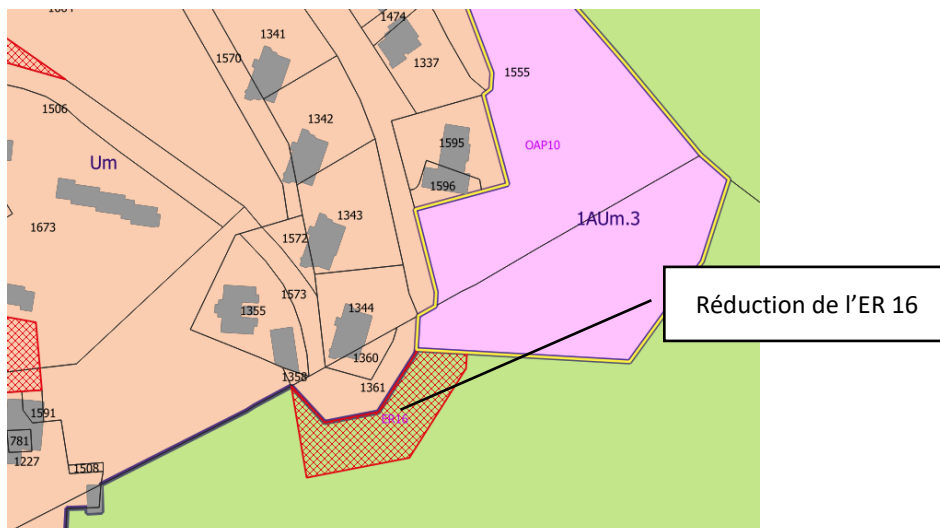


Figure 23 : Zonage proposé – secteur de La Forêt



1.3.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.3.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluce, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.3.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Cette évolution n'a aucune incidence sur les milieux naturels et la biodiversité. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.3.3.3 Incidences sur le paysage

Cette évolution n'a aucune incidence sur la qualité des paysages. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.3.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Cette évolution n'a aucune incidence sur l'activité agricole.

1.3.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution est sans incidences sur la ressource en eau.

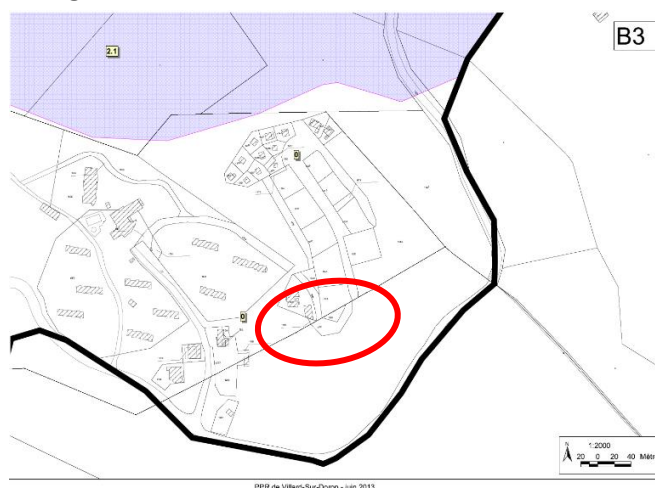
Capacités de la station d'épuration

Cette évolution est sans incidences sur les volumes d'eaux usées à traiter.

1.3.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet des évolutions du PLU (rond rouge). Celui-ci n'est pas soumis à des risques naturels.

Figure 24 : Extrait du PPRN – secteur de La Forêt



1.4 BISANNE 1500 : EXTENSION DU PERIMETRE DU DOMAINE SKIABLE SUR LA ZONE UM

1.4.1 Justification des évolutions

La SPL (Société Publique Locale) des Saisies, gestionnaire du domaine skiable, a réalisé des travaux d'amélioration du front de neige de Bisanne 1500, avec la création de deux secteurs pour skieurs débutants, comprenant notamment l'installation d'un téléski à enrouleur sur le plus grand d'entre eux et d'un appareil de type tapis sur le second. En parallèle, le télésiège des Rosières datant de 1985 a été remplacé par une télécabine.

Cette requalification du front de neige a été décidée en raison de l'absence d'infrastructures adaptées à la pratique du ski débutant comme à l'accueil des cours de ski. Le remplacement du télésiège par une télécabine permet d'assurer aussi bien la montée des skieurs que leur descente en cas de faible enneigement.

A noter que le bassin de rétention existant à l'est du départ du téléporté a été couvert, libérant ainsi de la place pour des aménagements.

Photo 1 : Pour mémoire, front de neige en mars 2021, avec le bassin de rétention



Cet emplacement à l'est du départ de la remontée a été nivelé dans le cadre des travaux de restructuration du front de neige et accueille donc l'un des espaces pour débutants.

Ainsi, une partie de la parcelle A2225 reçoit un tapis destiné aux débutants, comme on peut le voir sur les photos ci-dessous. Cet équipement reste bien à l'ouest du ruisseau.

La parcelle est classée en zone Um (secteur de la zone Urbaine de Bisanne et des Saisies), mais sans identification au titre du 3° de l'article R151-48 du code de l'urbanisme correspondant aux « zones qui peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques ».

Photo 2 : Front de neige de Bisanne 1500 depuis l'amont – février 2023



Photo 3 : Front de neige de Bisanne 1500 depuis l'aval – février 2023



1.4.2 Les évolutions envisagées

Le périmètre identifié au titre du 3° de l'article R151-48 du code de l'urbanisme est étendu sur une partie de la parcelle A2225. La surface concernée s'élève à environ 450 m².

Figure 25 : Zonage actuel – secteur de Bisanne 1500

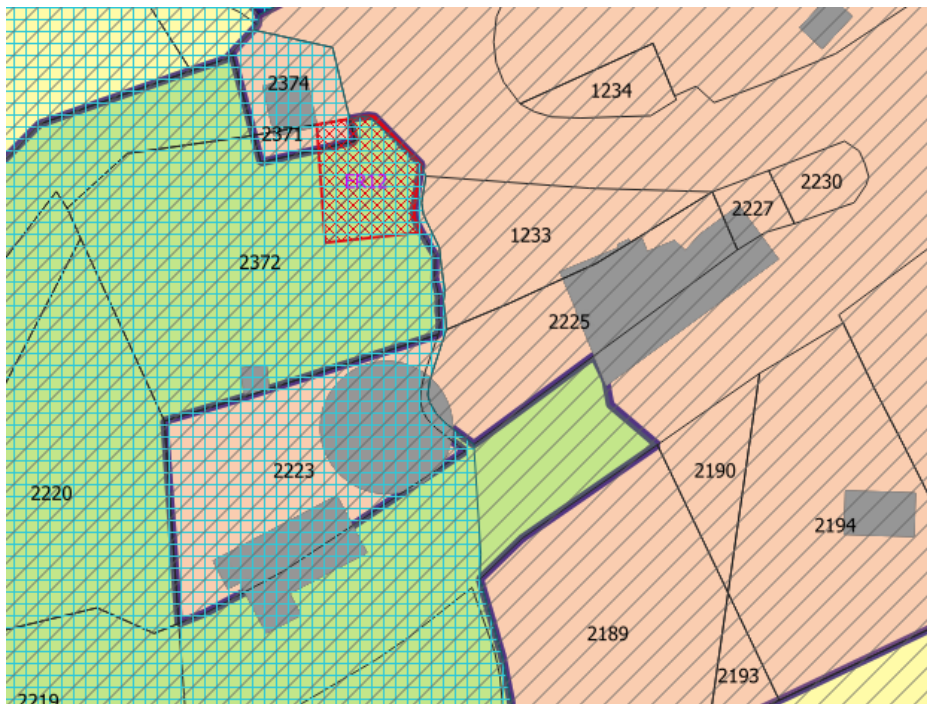
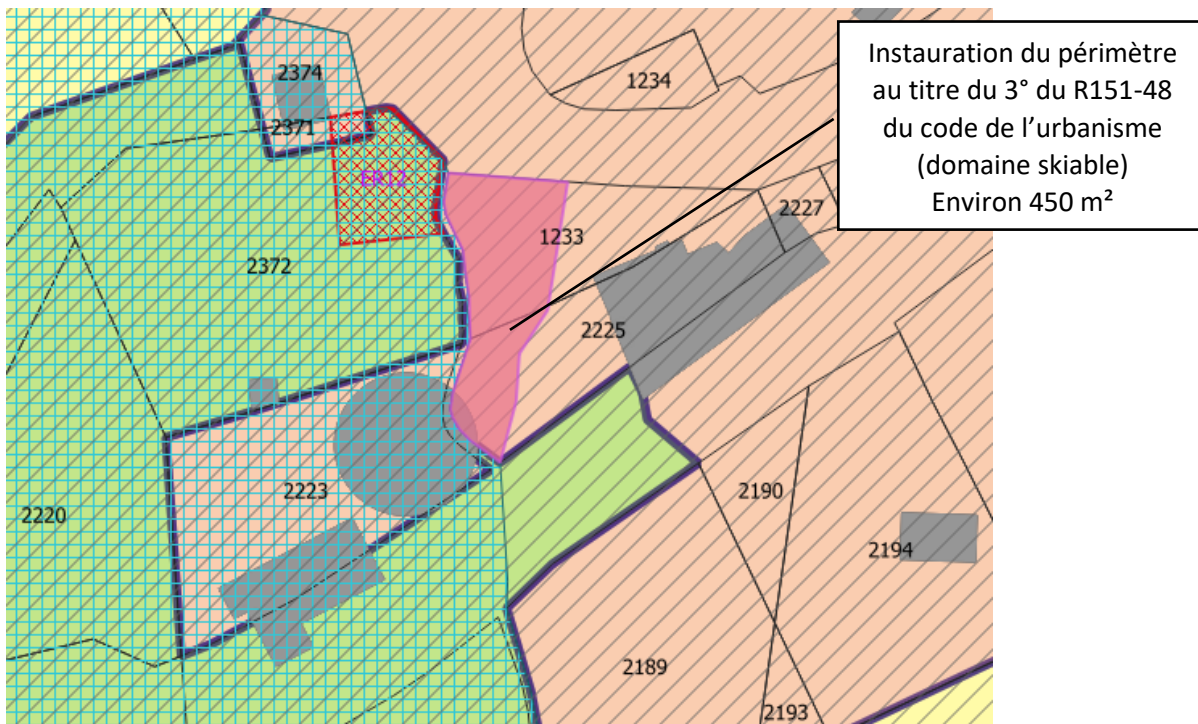


Figure 26 : Zonage proposé – secteur de Bisanne 1500



1.4.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.4.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluce, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.4.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Cette extension d'environ 450 m² de la zone domaine skiable porte sur des terrains situés sur le front de neige de Bisanne 1500, à proximité de bâtiments. Les terrains sont déjà fortement remodelés et ne présentent plus de caractère naturel.

Par conséquent, les incidences de cette évolution seront sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.4.3.3 Incidences sur le paysage

Cette extension d'environ 450 m² de la zone domaine skiable porte sur des terrains situés sur le front de neige de Bisanne 1500, à proximité du départ de la télécabine et de bâtiments. Les terrains sont déjà fortement anthropisés et se situent dans la station.

Par conséquent, les incidences de cette évolution seront sans incidence sur la qualité paysagère du site. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.4.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Cette extension d'environ 450 m² de la zone domaine skiable porte sur des terrains situés sur le front de neige de Bisanne 1500, à proximité de bâtiments et du départ de la télécabine. Les terrains sont déjà fortement remodelés et ne présentent aucun usage agricole.

Par conséquent, les incidences de cette évolution seront sans incidence sur l'activité agricole. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.4.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution est sans incidences sur la ressource en eau.

Capacités de la station d'épuration

Cette évolution est sans incidences sur les volumes d'eaux usées à traiter.

1.4.3.6 Prise en compte des risques naturels

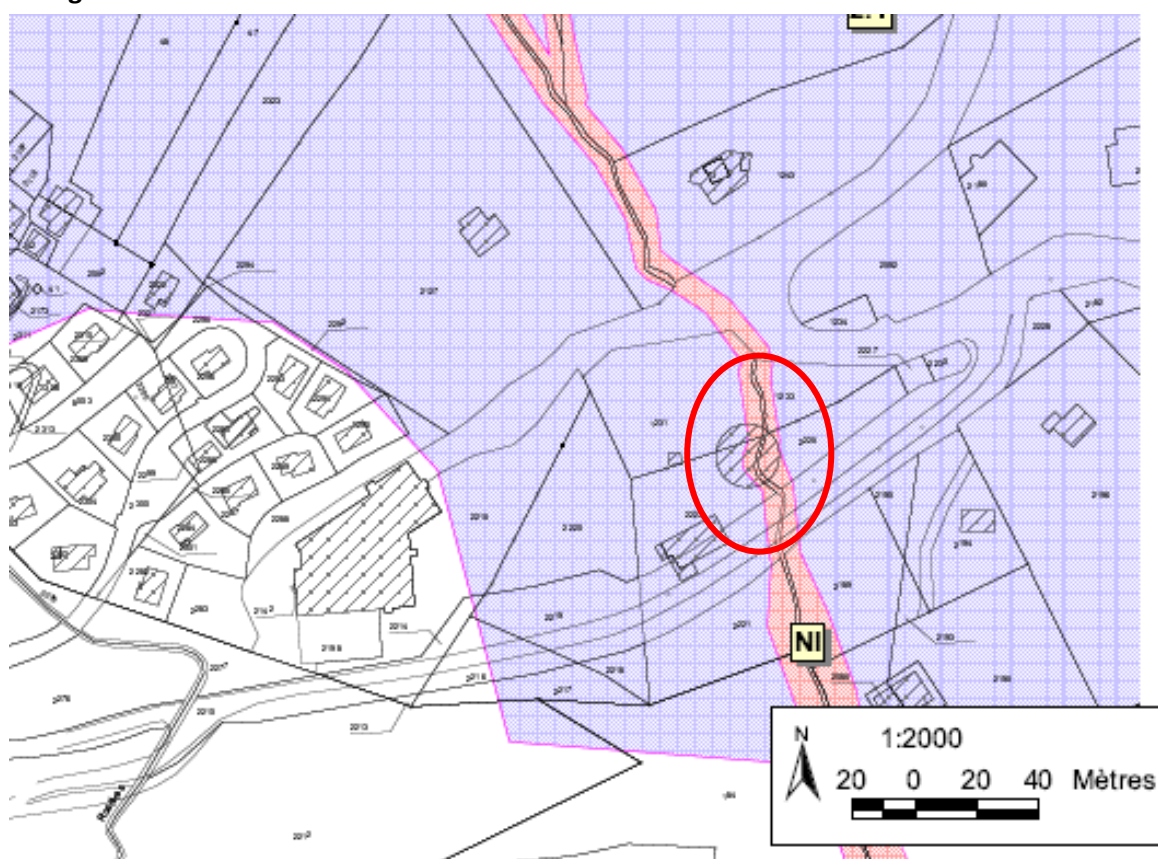
Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet de l'évolution du PLU (rond rouge).

Selon le PPRN, une partie du périmètre d'extension du domaine skiable est soumise à un risque fort de débordement du ruisseau passant à l'est de la gare de départ de la télécabine (classement Ni). L'objectif de l'évolution est de pouvoir installer un tapis pour les débutants.

Le règlement du PPRN autorise les infrastructures et équipements nécessaires aux activités agricoles, forestières, culturelles, **touristiques, sportives et de loisirs** (stades, aire de jeux,...) sous conditions. L'équipement proprement dit pourra être installé en dehors de la zone à risque, mais l'ensemble du périmètre est classé domaine skiable, car il sera damé et donc utilisé comme tel.

Cependant, il apparaît que le ruisseau est mal positionné sur le cadastre : il semble un peu plus à l'est en réalité. Ainsi, le tapis se trouve juste à côté du bassin de rétention couvert, en zone soumise à risque mais constructible sous réserve de prescriptions.

Figure 27 : Extrait du PPRN – secteur de Bisanne 1500 – secteur est



1 2013

1.5 RATTACHEMENT D'UNE BANDE 2AU VERS L'ECOLE A LA ZONE U

1.5.1 Justification des évolutions

Lors de la précédente modification, une partie de la zone 2AU du Chef-lieu, à l'arrière de l'ensemble mairie – école, est passée en zone Urbaine pour permettre l'extension de l'école. Une bande a été laissée en zone 2AU entre le périmètre objet de la modification et les habitations existantes. Or, il s'agit des jardins des riverains, qui doivent notamment y déplacer un bûcher pour permettre le projet communal. Afin de faciliter cette opération, il est proposé de classer la bande de terrain en zone U. Vu sa configuration, ce foncier n'est pas nécessaire à la réalisation d'une opération sur la zone 2AU, dont l'accès est prévu par l'emplacement réservé n°7. Un cheminement piéton existe déjà à l'ouest.

Photo 4 : Bûcher adossé au préau de l'école



Photo 5 : Bûcher depuis l'amont, à déplacer vers l'est (gauche sur la photo)



1.5.2 Les évolutions envisagées

Environ 260 m² passent de zone 2AU en zone Urbaine.

Figure 28 : Zonage actuel – secteur du Chef-lieu

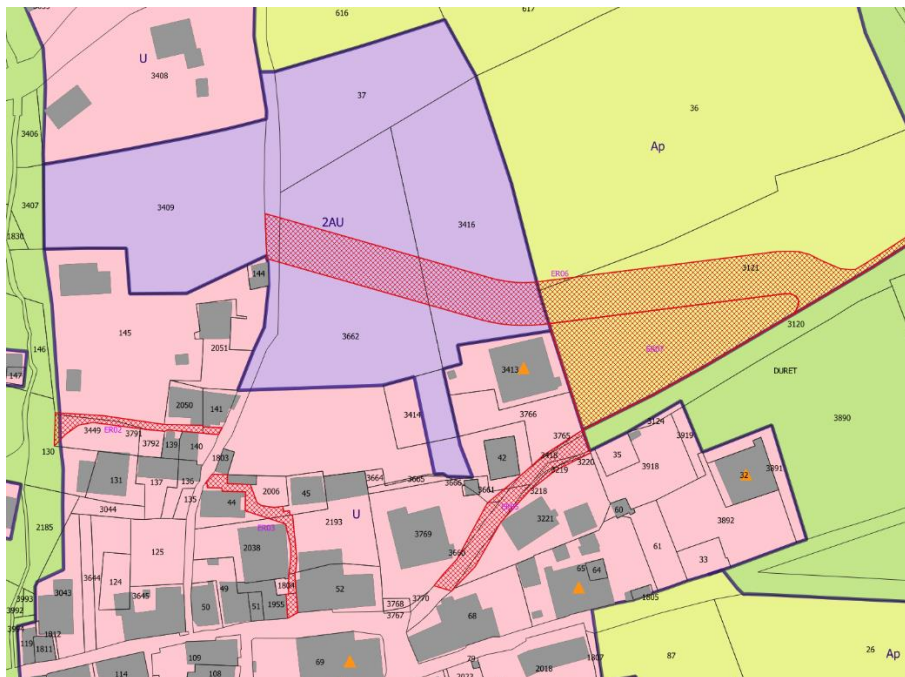
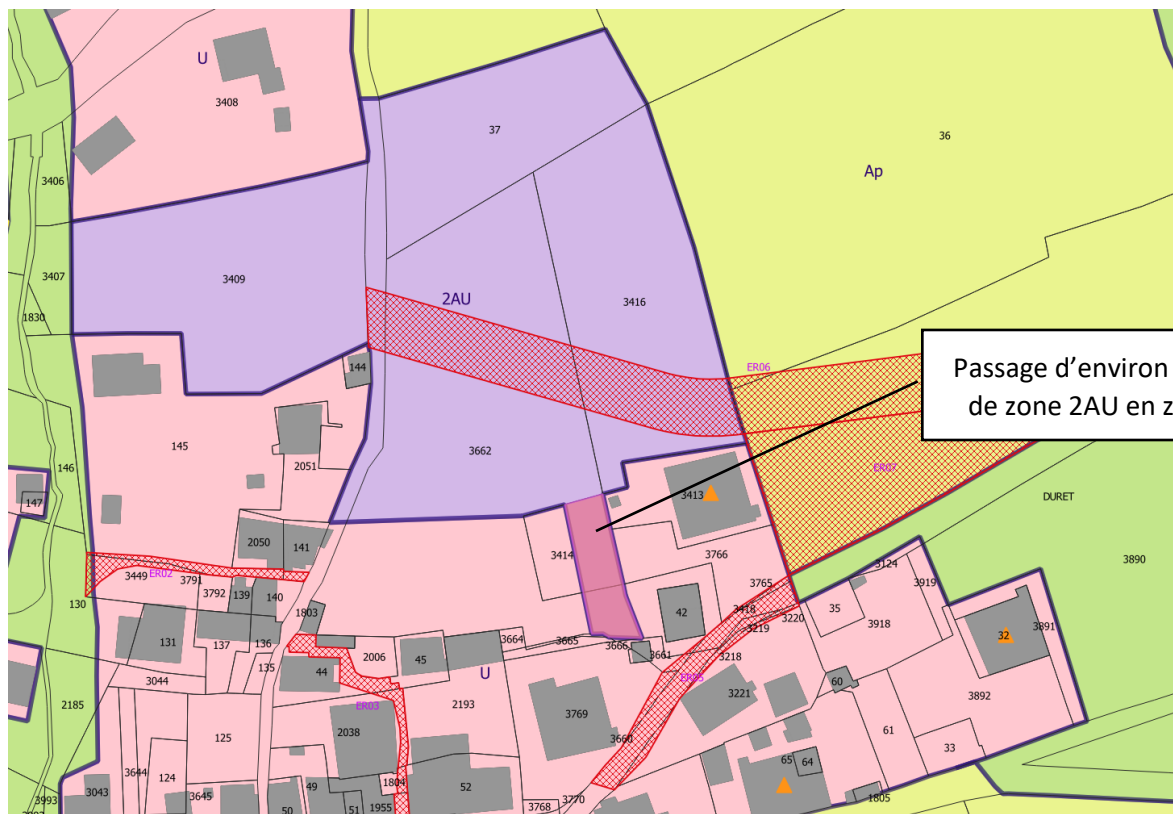


Figure 29 : Zonage proposé – secteur du Chef-lieu



Passage d'environ 260 m²
de zone 2AU en zone U

1.5.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.5.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluze, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.5.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Cette évolution n'impacte pas de milieux naturels présentant une sensibilité particulière, s'agissant de prairies agricoles régulièrement fertilisées. Les terrains sont d'ailleurs classés en zone 2AU au PLU.

L'incidence sur la biodiversité de cette évolution reste faible.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.5.3.3 Incidences sur le paysage

Cet espace sera coïncé entre l'école dont la construction est en cours et des habitations. Son changement de classement au PLU reste sans incidences sur la qualité paysagère du secteur.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.5.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Cet espace situé entre l'école projetée et les jardins des maisons d'habitation situées à l'est ne présenteront plus d'intérêt pour l'activité agricole. L'incidence de l'évolution du PLU reste donc nulle.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.5.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution est sans incidences sur la consommation en eau potable : l'élargissement de la parcelle ne permet pas la construction de nouvelles habitations.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

Capacités de la station d'épuration

Cette évolution est sans incidences sur les volumes d'eaux usées à traiter.

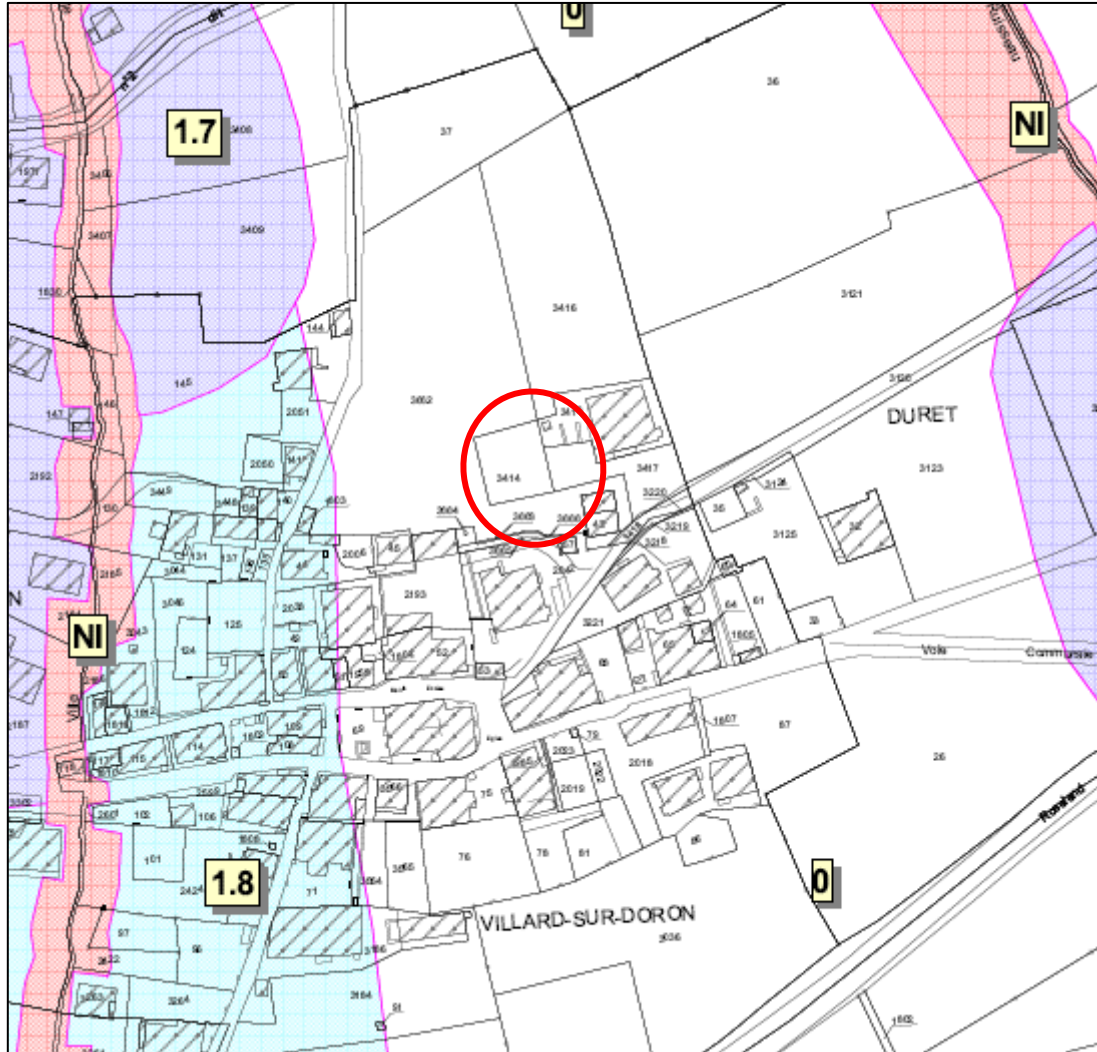
Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.5.3.6 *Prise en compte des risques naturels*

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet des évolutions du PLU (rond rouge).

Le périmètre n'est pas soumis à des risques.

Figure 30 : Extrait du PPRN sur le secteur du Chef-lieu



1.6 CORRECTION DE L'ERREUR MATERIELLE CONCERNANT LE ZONAGE AU JARDY

1.6.1 Justification des évolutions

Lors de l'enquête publique portant sur le PLU approuvé le 19 mars 2019, une demande a été faite pour inclure une partie de la parcelle D1613 à la zone Urbaine, pour permettre l'aménagement d'un accès à la parcelle D463 classée constructible. Les terrains concernés se situent au Jardy et appartiennent à une seule et même famille.

La commune a rendu un avis favorable à cette demande suite à réception du procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur et celui-ci confirme que cette évolution reste mineure et est donc à effectuer.

Figure 31 : Extrait du PV de synthèse de l'enquête publique et réponse favorable de la commune et du commissaire enquêteur

Guy L11	ibilité Parcelle 828 La Fongère	réglementairement	
BOCHET DRIVET Gilbert L12	Classem ent Parcelle 463	Demande classement du chemin d'accès en U	Agrandir de la largeur d'un accès la zone U côté est
			<i>modification mineure à effectuer</i>

06/12/18

Or, si évolution du zonage il y a eu, la parcelle D463 ne dispose toujours pas d'une possibilité d'accès par la parcelle D1613. La zone U arrive en effet dans un angle de la parcelle 463, ne laissant aucune place pour l'aménagement d'une voie, avec notamment une giration. La commune souhaite donc une légère extension de la zone Urbaine sur la parcelle D1613 pour corriger cette erreur matérielle et permettre l'aménagement d'un accès à une parcelle constructible au PLU.

Figure 32 : Extrait du zonage sur orthophoto – la zone U arrive dans un angle de parcelle



1.6.2 Les évolutions envisagées

Un triangle d'environ 90 m² passe de zone A en zone U pour permettre l'aménagement d'un accès à la parcelle D463.

Figure 33 : Zonage actuel – secteur du Jardy

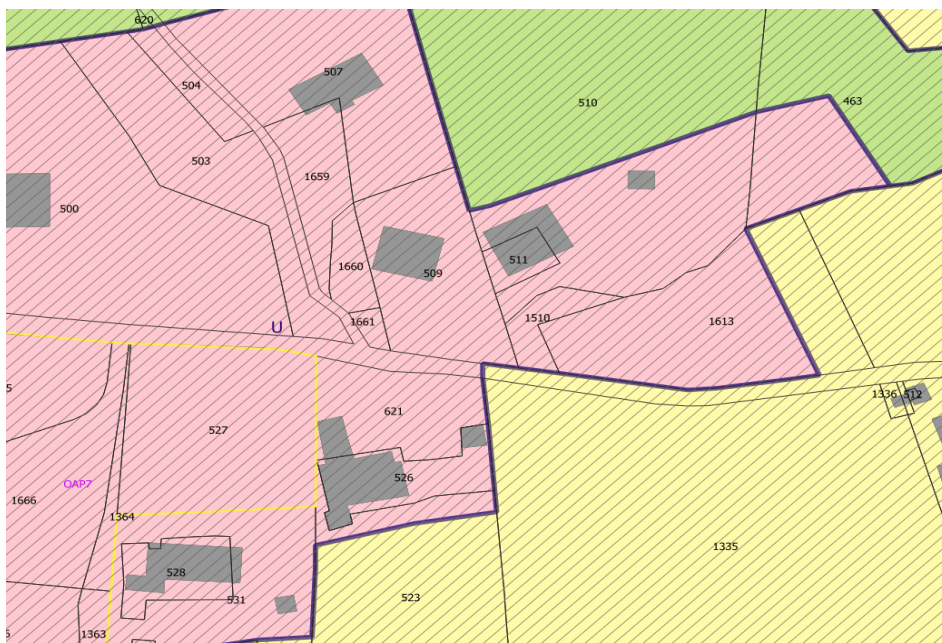
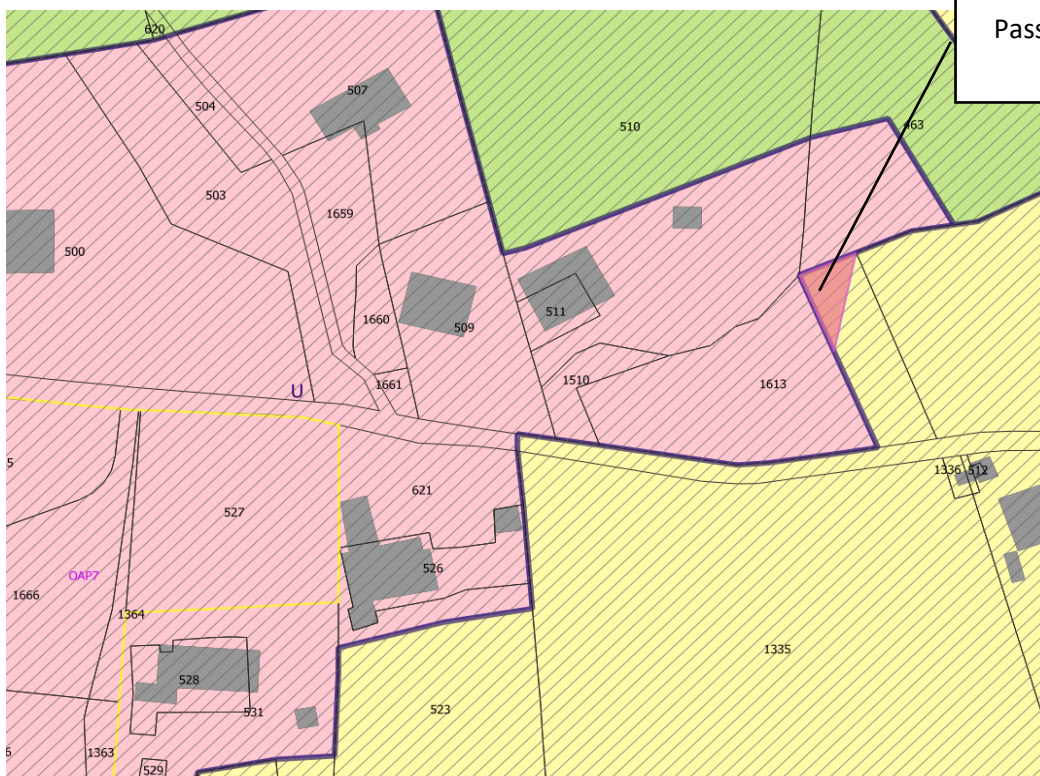


Figure 34 : Zonage proposé – secteur du Jardy



Passage d'environ 90 m²
de zone A à U

1.6.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

1.6.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluce, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

1.6.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Environ 90 m² de zone Agricole passent en zone Urbaine pour permettre l'accès d'une parcelle classée constructible. Il s'agit d'un pré de fauche situé en lisière de forêt. Les enjeux en termes de biodiversité sont faibles et le site reste éloigné de tout périmètre de protection ou d'inventaire.

Au vu de la surface impactée, les incidences de cette évolution restent très faibles. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.6.3.3 Incidences sur le paysage

Environ 90 m² de zone Agricole passent en zone Urbaine. Le secteur compte déjà des constructions. L'évolution a pour objectif de permettre l'accès à une zone constructible. Vu la localisation à proximité de zones déjà bâties, l'incidence paysagère de cette évolution reste limitée. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.6.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Environ 90 m² de zone Agricole passent en zone Urbaine pour permettre l'accès d'une parcelle classée constructible. Il s'agit d'un pré de fauche situé en lisière de forêt. Vu la surface limitée, les incidences sur l'activité agricole restent très faibles. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

1.6.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution est sans incidences sur la ressource en eau.

Capacités de la station d'épuration

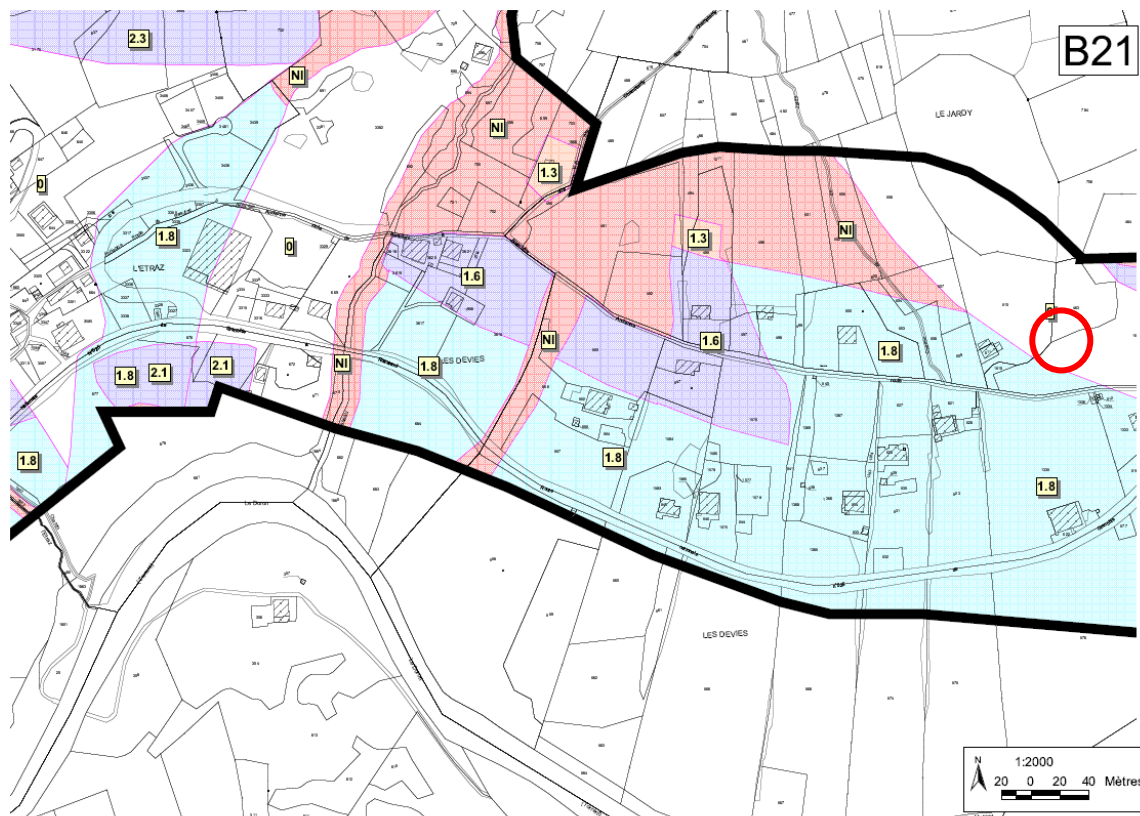
Cette évolution est sans incidences sur les volumes d'eaux usées à traiter.

1.6.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet de l'évolution du PLU (rond rouge).

Le périmètre objet de l'évolution du PLU n'est pas soumis à un risque naturel.

Figure 35 : Extrait du PPRN – secteur du Jardy



PPR de Villard-Sur-Doron - juin 2013

2 EVOLUTIONS DU ZONAGE ET DU REGLEMENT

2.1 RECLASSEMENT DE L'HOTEL DE LA CASCADE EN ZONE URBAINE DEDIEE A L'HABITAT

2.1.1 Justification des évolutions

L'hôtel de La Cascade, situé au carrefour des RD225 et 218b menant respectivement à Beaufort et à Hauteluce puis aux Saisies, est classé en zone Ue. Cette zone correspond aux secteurs réservés aux activités économiques ; le règlement interdit les constructions à destination d'hébergement hôtelier (!) et celles destinées à l'habitation (sauf logement de fonction dans la limite de 40 m²).

Cet hôtel compte environ seize chambres et n'est plus en activité. Cet établissement, au vu du faible nombre de chambres, de son éloignement des stations et de la concurrence sur Beaufort (deux hôtels existants et un hôtel en cours de construction), n'est pas viable économiquement.

Un projet de transformation de cet hôtel en logements est envisagé. La commune souhaite pouvoir autoriser cette évolution et reclasser le périmètre de l'hôtel en zone U dans laquelle les constructions à destination d'habitat sont autorisées.

Afin de s'assurer du caractère permanent d'une partie des logements, pour répondre aux besoins du territoire, la commune souhaite appliquer l'article L151-15 du code de l'urbanisme, qui indique :

« Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. »

Ainsi, l'opération devra comprendre au minimum 20% de logements en accession et/ou location aidée.

Un risque fort d'inondation – crue torrentielle – coulée de boue est identifié le long du ruisseau de Manant, ainsi que l'illustre la Figure 38 : Extrait du PPRN – secteur de Manant, en page 57.

Le règlement du PPRN interdit tous les nouveaux projets, y compris les aires de stationnement ou leur extension. Le zonage en tient compte.

Le maintien en zone U destinée aux activités économiques a été envisagé. Cependant, la Communauté d'Agglomération Arlysère a construit un bâtiment destiné à du stockage pour les artisans à Marcôt (commune de Beaufort), qui répond aux besoins des artisans locaux.

La possibilité de réaliser des espaces de travail partagés a également été envisagée. Mais Arlysère a également construit un tel local à Marcôt, qui n'a pas trouvé preneur et est donc utilisé comme ressourcerie.

A noter que le règlement de la zone U autorise les constructions à destination d'activités commerciales, artisanales ou de services, à condition d'être compatibles avec le voisinage. Ainsi, vu la localisation le long d'une route passante, des activités sont possibles.

Pour faciliter la transformation de ce bâtiment, une hauteur de type R+3+combles est autorisée, sur une emprise de 50% maximum de l'emprise au sol globale de la construction principale à destination de logements. Un secteur U3 est donc créé à cet effet.

2.1.2 Les évolutions envisagées

2.1.2.1 Evolutions du zonage

Environ 1 550 m² passent de zone Ue en zone U. Les parcelles concernées sont la D1318 (bâtiment) et une partie de la D1319 (espace de stationnement). Le périmètre tient compte du risque fort d'inondation – crue torrentielle – coulée de boue identifié par le PPRN le long du ruisseau de Manant.

Figure 36 : Zonage actuel – secteur de Manant

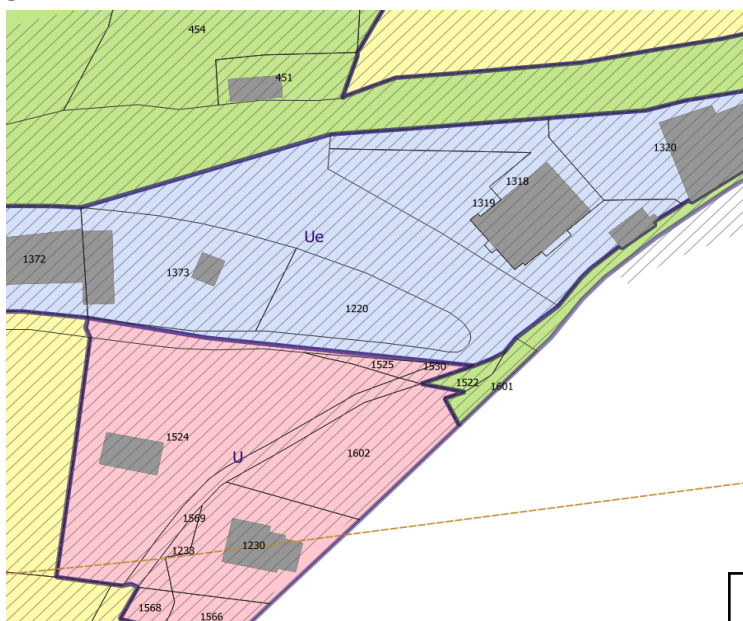
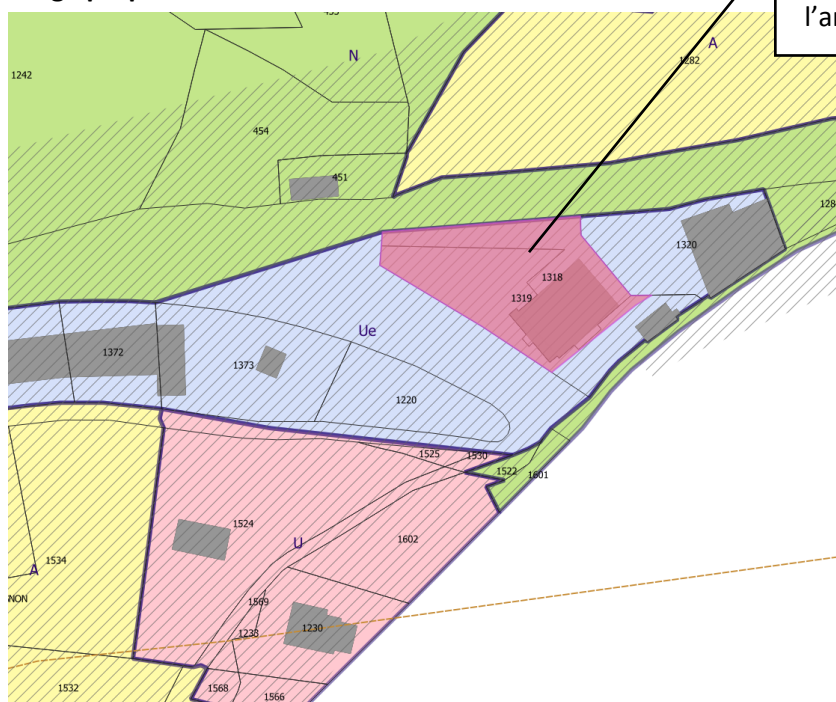


Figure 37 : Zonage proposé – secteur de Manant



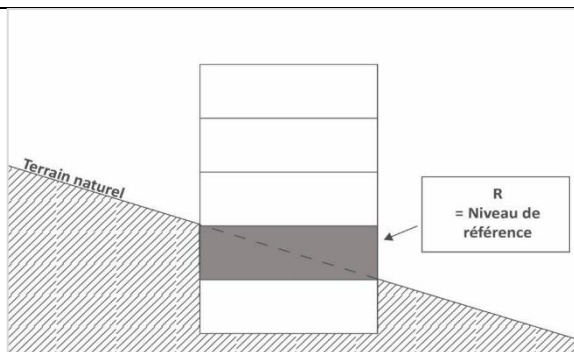
2.1.2.2 Evolutions du règlement

L'article 2 – occupations et utilisations des sols soumises à conditions du règlement de la zone Urbaine est complété pour introduire l'application des articles L.151-15 et R151-38 3° du code de l'urbanisme.

Règlement actuel – Zone U	Règlement proposé – Zone U
<p>Rappel : non modifié.</p> <p>Sont autorisés sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes :</p> <p>Suite non modifiée.</p>	<p>Rappel : non modifié.</p> <p>Sont autorisés sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes :</p> <p>Ajout de : En zone Urbaine de Manant, identifiée au plan de zonage au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, au minimum 20% des logements réalisés seront en accessions et/ou en location aidée ; ce pourcentage est exprimé en nombre de logements et en surface de plancher.</p> <p>Suite non modifiée.</p>

L'article 10 – hauteur maximale des constructions est complété pour autoriser, sur le secteur U3 institué spécifiquement sur l'hôtel de La Cascade, une hauteur maximale de type R+3+combles sur une partie seulement du bâti.

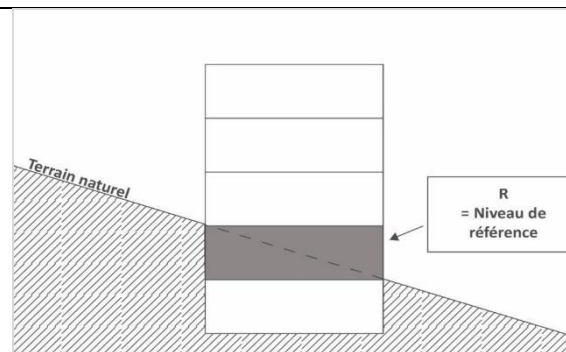
Règlement actuel – Zone U	Règlement proposé – Zone U
<p>ARTICLE U 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS</p> <p>La hauteur des constructions est comptée en nombre de niveaux, R étant le plus bas niveau de la construction situé au-dessus du terrain naturel, quel que soit l'usage ou la destination. (Exemple schéma ci-après : Construction en R+3) :</p>	<p>ARTICLE U 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS</p> <p>La hauteur des constructions est comptée en nombre de niveaux, R étant le plus bas niveau de la construction situé au-dessus du terrain naturel, quel que soit l'usage ou la destination. (Exemple schéma ci-après : Construction en R+3) :</p>



En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'appliquent les dispositions suivantes :

Sauf cas particuliers énumérés dans les secteurs ci-dessous, la hauteur maximale des constructions est fixée à R+2+combles aménagés ou aménageables, R étant le plus bas niveau de la construction situé au-dessus du terrain naturel, quel que soit l'usage ou la destination.

Secteur Um : **non modifié.**
Ue, Ume et Ume* : **non modifié.**



En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'appliquent les dispositions suivantes :

Sauf cas particuliers énumérés dans les secteurs ci-dessous, la hauteur maximale des constructions est fixée à R+2+combles aménagés ou aménageables, R étant le plus bas niveau de la construction situé au-dessus du terrain naturel, quel que soit l'usage ou la destination.

Secteur U3

La hauteur maximale des constructions est fixée à R+3+combles aménagés ou aménageables, R étant le plus bas niveau de la construction situé au-dessus du terrain naturel, quel que soit l'usage ou la destination. Cette hauteur R+3+c est autorisée uniquement sur un maximum de 50% de l'emprise au sol de la construction principale à destination de logement.

Secteur Um : **non modifié.**
Ue, Ume et Ume* : **non modifié.**

2.1.3 Incidences et mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser)

2.1.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluze, Crest-Voland et Cohennoz.

Cette évolution du PLU est sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

2.1.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Cette évolution porte sur un secteur déjà occupé par un hôtel, pour permettre sa transformation en logements. Le site et ses abords ne présentent aucun enjeu en termes de biodiversité, étant donné qu'ils sont déjà artificialisés.

Par conséquent, les incidences de cette évolution seront sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

2.1.3.3 Incidences sur le paysage

Cette évolution porte sur un secteur déjà occupé par un hôtel, pour permettre sa transformation en logements. Les incidences paysagères à attendre de cette évolution sont faibles. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

2.1.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Cette évolution porte sur un secteur déjà occupé par un hôtel. Le périmètre ne présente aucun usage agricole. Les incidences de cette évolution sur l'activité agricole sont nulles. Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

2.1.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Cette évolution permet de remplacer un hôtel d'une capacité de 16 chambres, soit environ 32 personnes, auxquelles il convient d'ajouter les gestionnaires et le personnel, soit environ 4 personnes, par des logements, voire d'autres activités économiques.

Sur la base de la construction de 15 à 20 logements, avec une moyenne de 2,15 personnes par foyer (moyenne INSEE), il y aura potentiellement 32 à 43 habitants sur le périmètre du projet.

L'évolution du bâtiment n'est donc pas susceptible de provoquer une augmentation importante de l'occupation du site et donc de la consommation en eau potable.

Capacités de la station d'épuration

Comme pour l'eau potable, le nombre d'habitants sur le périmètre ne devrait pas augmenter de façon significative par rapport à celui généré par l'occupation de l'hôtel.

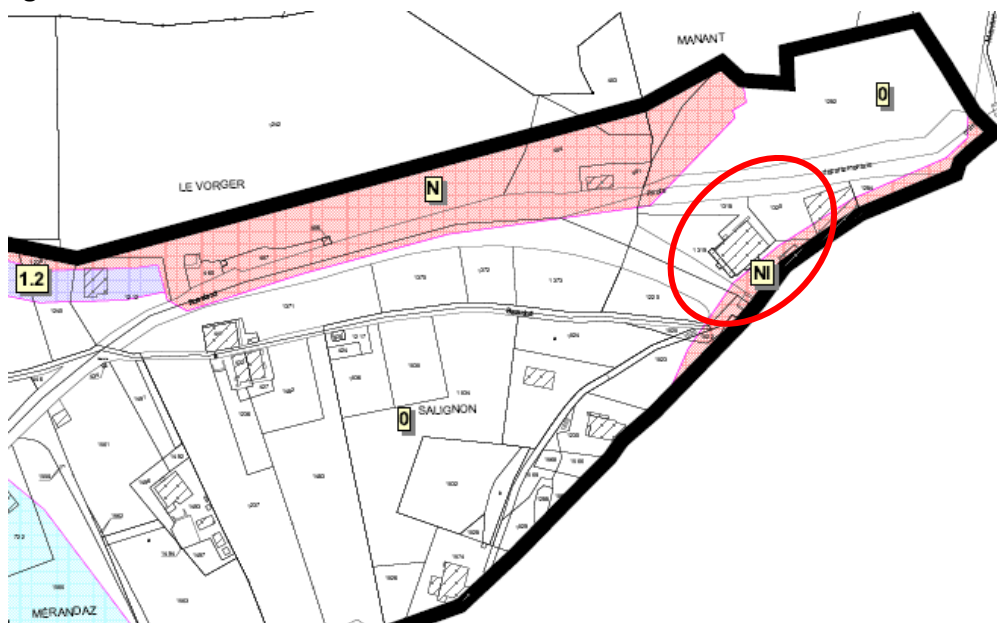
Par conséquent, les volumes supplémentaires d'eaux usées à traiter resteront très limités.

2.1.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet de l'évolution du PLU (rond rouge).

Une bande inconstructible, soumise à un risque de débordement du ruisseau de Manant, est identifiée au PPRN. Comme indiqué dans la partie relative à cette évolution, le périmètre de la zone U tient compte de cet aléa.

Figure 38 : Extrait du PPRN – secteur de Manant



3 LES EVOLUTIONS DU REGLEMENT

3.1 ASSOUPPLISSEMENT DU REGLEMENT DE LA ZONE DU CARAVANEIGE UMCA

3.1.1 Justification des évolutions

Un secteur Umca à destination de caravaneige existe sur le secteur de La Forêt, aux Saisies. Le règlement de la zone autorise les hébergements ou logements saisonniers à la condition d’être liés à des activités implantées dans la zone, c’est-à-dire au caravaneige.

Or, la commune souhaite permettre la construction de logements pour saisonniers pour l’ensemble de la station, et pas seulement pour la gestion du caravaneige. Il est donc nécessaire de modifier les conditions d’autorisation de ce type de destination.

3.1.2 Evolutions envisagées

L’article 2 – occupations et utilisations des sols soumises à conditions de la zone Umca est ajusté pour autoriser les logements pour saisonniers sous la condition d’une bonne intégration dans le site, sans référence à l’activité du caravaneige.

Règlement actuel – zone U	Règlement proposé – zone U
ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Début non modifié. Sous-secteur Umca : Les constructions à destination d’hébergement ou logement saisonnier, à condition qu’elles soient liées à des activités implantées dans la zone existante et leurs extensions éventuelles. Suite non modifiée.	ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Début non modifié. Sous-secteur Umca : Les constructions à destination d’hébergement ou logement, et notamment saisonnier, à condition d’une bonne intégration paysagère et architecturale. Suite non modifiée.

3.2 IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES : ASSOUPPLISSEMENT POUR LES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NECESSAIRES AUX SERVICES PUBLICS OU D'INTERET COLLECTIF ET REGLEMENTATION POUR LES ANNEXES

3.2.1 Justification des évolutions

Le règlement actuel impose un retrait de 6 mètres par rapport à l'axe des voies publiques et des voies existantes, à modifier ou à créer. Or, certains équipements tels les arrêts de bus, les transformateurs électriques, les points de collecte des déchets, par exemple, doivent pouvoir être réalisés plus proche de la voie, pour des raisons techniques et pour réduire les incidences sur les espaces agricoles ou naturels. Par conséquent, la commune prévoit de laisser la liberté d'implantation par rapport aux voies pour les équipements publics.

La liste des éléments techniques est complétée pour tenir compte de tous les besoins des collectivités.

Dans les zones U et AU, l'implantation des annexes par rapport aux voies et emprises publiques n'est pas réglementée. Or, il est nécessaire d'imposer un recul identique à celui des constructions principales pour assurer le bon fonctionnement des services publics (ex. déneigement), une visibilité suffisante et la sécurité des usagers de la voie.

Il est précisé que la distance se mesure au nu du mur et qu'une tolérance de 1 mètre est admise pour les débords de toit, les balcons,...

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est ajoutée pour faciliter l'isolation par l'extérieur des constructions, dans un objectif de performance énergétique.

3.2.2 Evolutions envisagées

Règlement actuel – zones U et 1AU	Règlement proposé – zones U et 1AU
<p>ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les voies entrant dans le champ d’application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales,s’appliquent les dispositions suivantes :</p> <p>Les constructions nouvelles, à l’exception des annexes, devront s’implanter à une distance minimale par rapport à l’axe de la voie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 mètres en tout point du bâtiment pour les RD 925, 218b et 123, • 7 mètres en tout point du bâtiment pour les autres voies existantes ou à créer. 	<p>ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les voies entrant dans le champ d’application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales,s’appliquent les dispositions suivantes :</p> <p>Les constructions nouvelles, y compris les annexes, devront s’implanter à une distance minimale par rapport à l’axe de la voie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 mètres en tout point du bâtiment pour les RD 925, 218b et 123, • 7 mètres en tout point du bâtiment pour les autres voies existantes ou à créer. <p>La distance se mesure au nu du mur et une tolérance de 1 mètre est admise pour les débords de toits, les balcons,...</p> <p>Une tolérance d’environ 30 cm par rapport à l’existant est admise pour l’isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d’implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique. Le long de la voirie, notamment en cas d’empiètement sur le domaine public, l’isolation par l’extérieur ne pourra être autorisée que si elle reste compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité.</p>

<p>Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt général doivent respecter un recul minimum de 6 mètres par rapport à l'axe des voies publiques et des voies existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>Dans le cas d'une intervention sur le bâti existant, il sera éventuellement possible de conserver l'alignement pour respecter la cohérence de la volumétrie d'ensemble.</p>	<p>Les constructions, aménagements, installations, équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif peuvent s'implanter librement.</p> <p>Dans le cas d'une intervention sur le bâti existant, il sera éventuellement possible de conserver l'alignement pour respecter la cohérence de la volumétrie d'ensemble.</p>
--	---

Règlement actuel – zones A et N	Règlement proposé – zones A et N
<p>ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'appliquent les dispositions suivantes :</p> <p>Toute construction, y compris les annexes, doit respecter un recul minimum de 5 mètres en tout point du bâtiment par rapport aux limites des emprises publique et des voies existantes, à modifier ou à créer.</p>	<p>ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'appliquent les dispositions suivantes :</p> <p>Toute construction, y compris les annexes, doit respecter un recul minimum de 5 mètres en tout point du bâtiment par rapport aux limites des emprises publique et des voies existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>La distance se mesure au nu du mur et une tolérance de 1 mètre est admise pour les débords de toits, les balcons,...</p> <p>Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique. Le long de la voirie, notamment en cas d'empiètement sur le domaine public, l'isolation par l'extérieur ne pourra être autorisée que si elle</p>

<p>Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif doivent respecter un recul minimum de 6 mètres par rapport à l'axe des voies publiques et des voies existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>Dans le cas d'une intervention sur le bâti existant, il sera éventuellement possible de conserver l'alignement pour respecter la cohérence de la volumétrie d'ensemble.</p>	<p>reste compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité.</p> <p>Les constructions, aménagements, installations, équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif peuvent s'implanter librement.</p> <p>Dans le cas d'une intervention sur le bâti existant, il sera éventuellement possible de conserver l'alignement pour respecter la cohérence de la volumétrie d'ensemble.</p>
--	---

3.3 IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES : AJOUT D'UNE TOLERANCE DANS LE CAS DE FORTE PENTE DU TERRAIN ET POUR LES EQUIPEMENTS PUBLICS

3.3.1 Justification des évolutions

La pente d'une grande partie de la commune de Villard-sur-Doron est importante. La règle par rapport aux limites séparatives est la suivante : « La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction (y compris débords de toiture, balcon,...) au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 (trois) mètres, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. »

Dans les terrains de pente supérieure à 20%, la distance peut se trouver considérablement allongée du fait de la dénivelée. Pour faciliter la construction sur ce type de terrain, la commune prévoit une règle spécifique. Cette évolution s'applique à toutes les zones.

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est ajoutée pour faciliter l'isolation par l'extérieur des constructions, dans un objectif de performance énergétique.

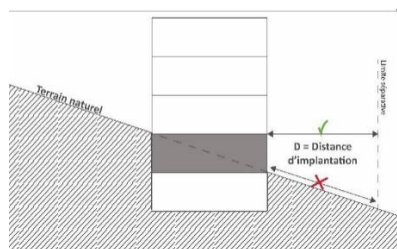
Le règlement actuel impose un retrait selon la règle $h/2$ avec un minimum de 3 mètres ou une implantation sur la limite séparative. Cette règle peut être contraignante pour des équipements ou installation nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif (ex. arrêts de bus, transformateurs électriques, points de collecte des déchets,...). Par conséquent, la commune prévoit de laisser la liberté d'implantation par rapport aux limites séparatives pour les équipements publics et ce dans toutes les zones.

3.3.2 Evolutions envisagées

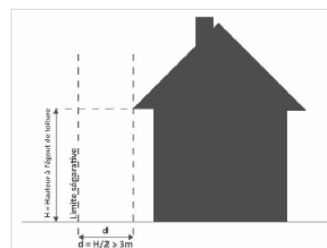
Règlement actuel – Zones U, 1AU, A et N	Règlement proposé – Zones U, 1AU, A et N
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORTAUX LIMITES SEPARATIVES	ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORTAUX LIMITES SEPARATIVES
1. La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction (y compris débords de toiture, balcon,...) au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude	1. La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction (y compris débords de toiture, balcon,...) au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude

entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 (trois) mètres, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant.

Méthode de mesure de la distance d'implantation par rapport aux limites séparatives ou publiques :



Exemple 1

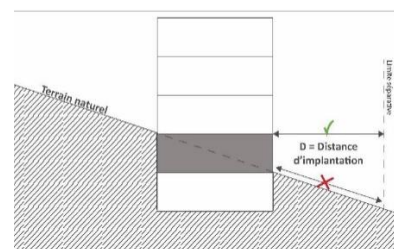


Exemple 2

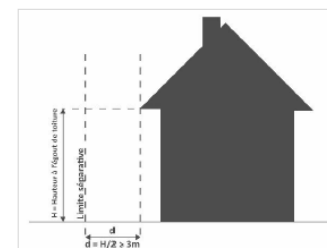
2. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, sous réserve de ne pas engendrer de nuisance sur les propriétés voisines.

entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 (trois) mètres, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant.

Méthode de mesure de la distance d'implantation par rapport aux limites séparatives ou publiques :



Exemple 1



Exemple 2

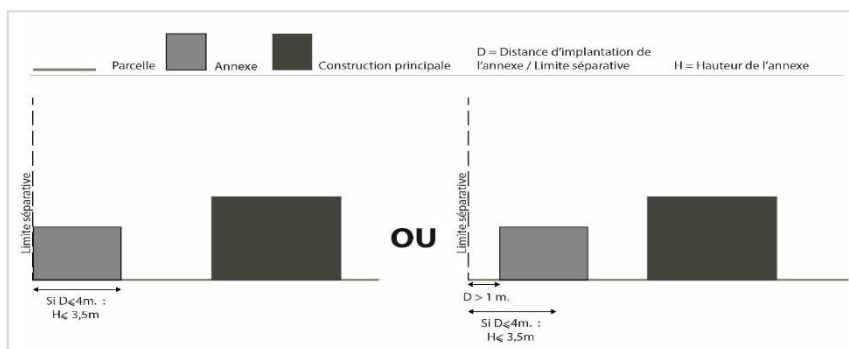
2. Dans le cas de terrain dont la pente est supérieure à 20% en moyenne, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction (y compris débords de toiture, balcon,...) au point le plus proche de la limite séparative amont et aval doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, moins deux mètres (soit $d \geq (h/2) - 2m$), sans pouvoir être inférieure à 3 (trois) mètres, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. Sur les limites latérales, la distance du point 1 s'appliquent.

3. Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique.

4. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, sous réserve de ne pas engendrer de nuisance sur les propriétés voisines.

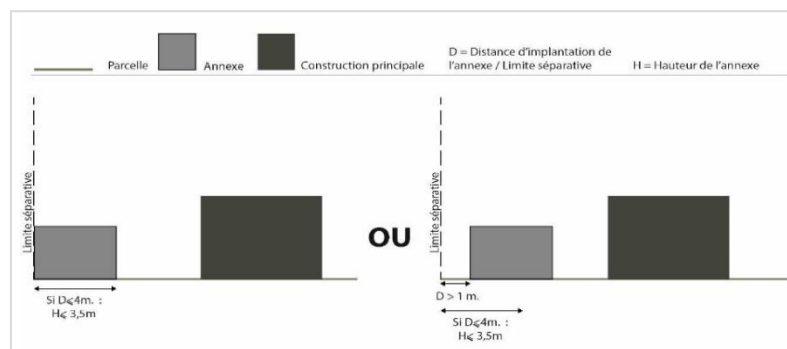
A noter que, si, pour des motifs d'ordre architectural, la construction ne peut s'implanter de sorte que les murs de façade soient parallèles à une limite séparative, les constructions pourront déroger à ce principe, sous réserve de ne pas engendrer de nuisance pour le voisinage direct.

3. Les garages et autres annexes peuvent s'implanter sur la limite ou 1 mètre minimum de la limite, sans dépasser une hauteur maximale de 3,50 mètres à moins de 4 mètres de la limite.



A noter que, si, pour des motifs d'ordre architectural, la construction ne peut s'implanter de sorte que les murs de façade soient parallèles à une limite séparative, les constructions pourront déroger à ce principe, sous réserve de ne pas engendrer de nuisance pour le voisinage direct.

5. Les garages et autres annexes peuvent s'implanter sur la limite ou 1 mètre minimum de la limite, sans dépasser une hauteur maximale de 3,50 mètres à moins de 4 mètres de la limite.



6. Les constructions, aménagements, installations, équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif peuvent s'implanter librement.

3.4 ZONES URBAINES ET A URBANISER : AJUSTEMENTS DE L'ARTICLE 11

3.4.1 Justification des évolutions

La commune souhaite rappeler que l'article R.111-27 du code de l'urbanisme peut être appliqué à tout projet qui ne serait pas compatible avec le caractère des lieux dans lesquels il s'insère.

Au début de l'article 11 des zones U et AU, une référence à des « dispositions propres aux bâtiments agricoles » est faite. Or, les dispositions sont de nature à concerner tous les projets, et pas seulement les bâtiments agricoles.

Pour éviter les projets non conformes avec le règlement du PLU ou inadaptés au contexte local, la commune a décidé de soumettre les clôtures à déclaration préalable.

Un paragraphe concernant les énergies renouvelables est déplacé, car il n'est pas dans la bonne rubrique.

3.4.2 Evolutions envisagées

L'article 11 – Aspect extérieur est modifié selon les points suivants :

- Ajout du rappel de l'article R.111-27 du code de l'urbanisme
- Suppression de la mention « dispositions propres aux bâtiments agricoles » pour que les règles suivantes s'appliquent à tous les projets.
- Complément pour indiquer que les clôtures sont soumises à DP.
- Déplacement d'un paragraphe relatif aux énergies renouvelables et non aux clôtures.

Règlement actuel – Zones U et AU	Règlement proposé – Zones U et AU
ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR	ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR <u>En application de l'article R111-27</u> Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter

<p>Le respect du caractère de l’environnement, du paysage, des constructions voisines est impératif, notamment en ce qui concerne les proportions, la pente des toitures et leurs débords, la nature et l’aspect des matériaux utilisés.</p> <p>L’unité architecturale locale prévaudra sur les expressions trop individuelles ou étrangères à la région.</p> <p>L’implantation des bâtiments doit rechercher l’adaptation la meilleure au terrain naturel et réduire aumaximum les terrassements cisailant la pente.</p> <p>Sauf contrainte technique particulière, les annexes (garages...) seront intégrées au volume de la construction. En cas de construction séparée, les annexes seront composées de matériaux identiquesà l’habitation existante.</p> <p>Le volume général de la construction doit être simple. Le toit à deux pans de pentes identiques doit être la règle.</p> <p><u>Dispositions propres aux bâtiments agricoles :</u></p> <p>Les silos pour copeaux ou granulés bois seront intégrés dans le bâtiment principal ou une annexe.</p> <p>Toutes les constructions devront présenter un aspect fini, compatible avec le caractère ou l’intérêt deslieux, sites et paysages environnants.</p> <p>Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible ; si elles sont visibles de l’espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.</p>	<p>atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Le respect du caractère de l’environnement, du paysage, des constructions voisines est impératif, notamment en ce qui concerne les proportions, la pente des toitures et leurs débords, la nature et l’aspect des matériaux utilisés.</p> <p>L’unité architecturale locale prévaudra sur les expressions trop individuelles ou étrangères à la région.</p> <p>L’implantation des bâtiments doit rechercher l’adaptation la meilleure au terrain naturel et réduire aumaximum les terrassements cisailant la pente.</p> <p>Sauf contrainte technique particulière, les annexes (garages...) seront intégrées au volume de la construction. En cas de construction séparée, les annexes seront composées de matériaux identiquesà l’habitation existante.</p> <p>Le volume général de la construction doit être simple. Le toit à deux pans de pentes identiques doit être la règle.</p> <p>Les silos pour copeaux ou granulés bois seront intégrés dans le bâtiment principal ou une annexe.</p> <p>Toutes les constructions devront présenter un aspect fini, compatible avec le caractère ou l’intérêt deslieux, sites et paysages environnants.</p> <p>Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible ; si elles sont visibles de l’espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.</p>
---	--

<p>Suite non modifiée.</p> <p><u>6. Clôtures</u></p> <p>Dans un souci d'intégration au paysage local, il est recommandé d'éviter l'implantation de clôtures.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les clôtures n'excéderont pas 1,50 mètre de hauteur. Le muret en maçonnerie, s'il existe, ne dépassera pas 0,50 mètre par rapport au terrain naturel.</p> <p>Elles seront constituées soit de pierres, soit de maçonnerie enduite comme les façades, soit de boistraté de teinte naturelle ou peint de teinte neutre, soit de grilles ou de grillages.</p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'applique la disposition particulière suivante concernant les énergies renouvelables :</p> <p><u>7. Energies renouvelables</u></p> <p>Les installations liées à la production d'énergies renouvelables devront s'intégrer à l'aspect et au volume des bâtiments existants.</p>	<p>Suite non modifiée.</p> <p><u>6. Clôtures</u></p> <p>Les clôtures sont soumises à déclaration préalable.</p> <p>Dans un souci d'intégration au paysage local, il est recommandé d'éviter l'implantation de clôtures.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les clôtures n'excéderont pas 1,50 mètre de hauteur. Le muret en maçonnerie, s'il existe, ne dépassera pas 0,50 mètre par rapport au terrain naturel.</p> <p>Elles seront constituées soit de pierres, soit de maçonnerie enduite comme les façades, soit de boistraté de teinte naturelle ou peint de teinte neutre, soit de grilles ou de grillages.</p> <p><u>7. Energies renouvelables</u></p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'applique la disposition particulière suivante concernant les énergies renouvelables :</p> <p>Les installations liées à la production d'énergies renouvelables devront s'intégrer à l'aspect et au volume des bâtiments existants.</p>
---	--

En vert : les règles déplacées sans modification.

3.5 ZONES URBAINES ET A URBANISER : REGLEMENTATION DES PLANTATIONS

3.5.1 Justification des évolutions

Par souci d'intégration au paysage local et pour tenir compte des usages, la nature des plantations autorisées est précisée.

3.5.2 Evolutions envisagées

L'article 13 - Espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantations est précisé, pour limiter l'usage des conifères et autres persistants.

Règlement actuel – Zones U et AU	Règlement proposé – Zones U et AU
<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Rappel : les distances d'implantation des plantations par rapport au fond voisin sont réglementées par l'article 671 du code civil.</p> <p>Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonnière seront traitées en espace vert.</p> <p>La réalisation de dépôts ou la construction d'installations techniques ne pouvant bénéficier d'un traitement architectural seront obligatoirement assujetties à la réalisation d'un masque végétal assurant une protection visuelle suffisante.</p> <p>Les citernes de gaz ou d'hydrocarbure devront être enterrées. En cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.</p>	<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Rappel : les distances d'implantation des plantations par rapport au fond voisin sont réglementées par l'article 671 du code civil.</p> <p>Les surfaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonnière seront traitées en espace vert.</p> <p>La réalisation de dépôts ou la construction d'installations techniques ne pouvant bénéficier d'un traitement architectural seront obligatoirement assujetties à la réalisation d'un masque végétal assurant une protection visuelle suffisante.</p> <p>Les citernes de gaz ou d'hydrocarbure devront être enterrées. En cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.</p>

L'ensemble des terrassements occasionnés par la réalisation de constructions devra être engazonné. Les plantations devront être réalisées avec des essences existant naturellement sur le site.

Les haies continues réalisées dans une même essence sont interdites.

Secteur 1AUm :

Toute construction, toute installation ou tout aménagement nouveaux devront présenter un coefficient de végétalisation minimal de 0,65 (65% de la surface de l'unité foncière de l'opération est végétalisée).

L'ensemble des terrassements occasionnés par la réalisation de constructions devra être engazonné. Les plantations devront être réalisées avec des essences existant naturellement sur le site.

Par souci d'intégration au paysage local, les haies seront réalisées préférentiellement en mélangeant des arbres et arbustes d'essences variées, en privilégiant les essences locales.

L'usage de conifères, lauriers et autres persistants est limité à un quart des plants.

Exemples de plantations à favoriser (haies variées) :



Secteur 1AUm :

Toute construction, toute installation ou tout aménagement nouveaux devront présenter un coefficient de végétalisation minimal de 0,65 (65% de la surface de l'unité foncière de l'opération est végétalisée).

3.6 ZONE AGRICOLE : AUTORISATION DES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NECESSAIRES A LA TRANSFORMATION, AU CONDITIONNEMENT ET A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES ET PRECISIONS SUR LES POSSIBILITES D'EXTENSION DU BATI EXISTANT

3.6.1 Justification des évolutions

L'activité agricole est dominée par l'élevage de vaches laitières pour la production des Beaufort objet d'une AOP (Appellation d'Origine Protégée). Cependant, de nouveaux types d'élevages s'installent (caprins, ovins) avec de la production et de la vente directe ou des exploitations en place réorientent leur activité vers la production et la vente directe également. Afin de faciliter ces évolutions pour une agriculture intégrée dans des circuits encore plus courts, la commune prévoit d'autoriser les « constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles » sous conditions, comme cela est permis au II de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme.

Il apparaît également nécessaire de préciser les possibilités d'extension des constructions classées en zone Agricole, pour rester en cohérence avec les équipements présents sur le secteur.

3.6.2 Evolutions envisagées

Règlement actuel – zone A	Règlement proposé – zone A
ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Début non modifié. Dans toute la zone, y compris dans le secteur At et à l'exception du secteur Ap et des parcelles concernées par la protection des captages, sont autorisées sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes : - les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole.	ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Début non modifié. Dans toute la zone, y compris dans le secteur At et à l'exception du secteur Ap et des parcelles concernées par la protection des captages, sont autorisées sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes : - les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole.

<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions et installations touristiques (en particulier les chambres d'hôtes, les gîtes, les fermes auberges, les fermes pédagogiques, ...) sont autorisées dans la zone, à condition d'être aménagés dans un bâtiment existant sur le site de l'exploitation, et à condition de rester accessoire à l'activité principale agricole. - les affouillements et/ou exhaussements liés à l'activité agricole autorisée dans la zone à condition que d'une part les modalités techniques assurent la préservation des espaces naturels et leurs qualités paysagères et d'autre part que le projet ne porte pas préjudice à la gestion du parcellaire agricole, - l'extension, c'est-à-dire l'augmentation du volume sur les façades, des constructions existantes d'habitation sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> o pour les constructions existantes de 60m² et plus de surface de plancher, d'une extension limitée à 30 m² de surface de plancher et/ ou de surface de stationnement et/ou d'emprise au sol, o pour les constructions existantes inférieures à 60m² de surface de plancher, d'une extension de la surface de plancher et/ ou de la surface de stationnement et/ou d'emprise au sol limitée à 50% de la surface de plancher ou de l'emprise au sol 	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions et installation nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation de la production, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et sous réserve de l'avis de la commission compétente (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers – CDPENAF). - Les constructions et installations touristiques (en particulier les chambres d'hôtes, les gîtes, les fermes auberges, les fermes pédagogiques, ...) sont autorisées dans la zone, à condition d'être aménagés dans un bâtiment existant sur le site de l'exploitation, et à condition de rester accessoire à l'activité principale agricole. - les affouillements et/ou exhaussements liés à l'activité agricole autorisée dans la zone à condition que d'une part les modalités techniques assurent la préservation des espaces naturels et leurs qualités paysagères et d'autre part que le projet ne porte pas préjudice à la gestion du parcellaire agricole, - l'extension, c'est-à-dire l'augmentation du volume sur les façades, des constructions existantes d'habitation sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> o pour les constructions existantes de 60m² et plus de surface de plancher, d'une extension limitée à 30 m² de surface de plancher et/ ou de surface de stationnement et/ou d'emprise au sol, o pour les constructions existantes inférieures à 60m² de surface de plancher, d'une extension de la surface de plancher et/ ou de la surface de stationnement et/ou d'emprise au sol limitée à 50% de la surface de plancher ou de l'emprise au sol
--	--

<p>existante,</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ de ne pas créer de nouvelle unité d'habitation, ○ de ne pas compromettre l'activité agricole ○ l'extension du bâti n'est autorisée qu'une seule fois. Les bâtiments ayant fait l'objet d'une extension durant la période du PLU adopté en 2007 ne pourront pas faire l'objet d'une nouvelle extension. <p>- L'aménagement dans le volume existant ne correspondant pas à un changement de destination, avec ou sans création de surface de plancher, celle-ci n'étant pas limitée, est autorisé, sous réserve de la suffisance des équipements ou de leur faisabilité technique aux normes en vigueur (accès, électricité, eau potable, assainissement).</p> <p>- Pour les annexes des constructions existantes, à l'exception des greniers et des fours, si aucune annexe n'existe, une seule est autorisée, accolée au bâti existant. En cas d'impossibilité technique, la nouvelle annexe est autorisée à une distance maximale de 10 m sur le même ilot foncier. En cas d'impossibilité liée au relief, une distance maximale de 30 mètres est autorisée. La surface d'emprise au sol de l'annexe est limitée à 40m². L'extension des greniers et des fours n'est pas autorisée.</p> <p>Dans le secteur A1, deux annexes sont autorisées, selon les mêmes conditions que dans le paragraphe ci-dessus. La surface de la seconde annexe est limitée à 50 m² d'emprise au sol. Le changement d'usage vers une nouvelle unité d'habitation des annexes est interdit.</p>	<p>existante,</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ de ne pas créer de nouvelle unité d'habitation, ○ de ne pas compromettre l'activité agricole ○ l'extension du bâti n'est autorisée qu'une seule fois. Les bâtiments ayant fait l'objet d'une extension durant la période du PLU adopté en 2007 ne pourront pas faire l'objet d'une nouvelle extension. <p>Cette extension n'est autorisée que pour les bâtiments dont le volume actuel (à l'approbation de la modification n°2) est à 100% de l'habitat et pour les constructions dont le changement de destination est autorisé par le PLU. Dans le cas d'une construction pouvant changer de destination, s'il reste encore du volume à transformer, la transformation sera privilégiée à l'extension, sauf impossibilité technique à démontrer.</p> <p>- L'aménagement dans le volume existant ne correspondant pas à un changement de destination, avec ou sans création de surface de plancher, celle-ci n'étant pas limitée, est autorisé, sous réserve de la suffisance des équipements ou de leur faisabilité technique aux normes en vigueur (accès, électricité, eau potable, assainissement).</p> <p>- Pour les annexes des constructions existantes, à l'exception des greniers et des fours, si aucune annexe n'existe, une seule est autorisée, accolée au bâti existant. En cas d'impossibilité technique, la nouvelle annexe est autorisée à une distance maximale de 10 m sur le même ilot foncier. En cas d'impossibilité liée au relief, une distance maximale de 30 mètres est autorisée. La surface d'emprise au sol de l'annexe est limitée à 40m². L'extension des greniers et des fours n'est pas autorisée.</p> <p>Dans le secteur A1, deux annexes sont autorisées, selon les mêmes conditions que dans le paragraphe ci-dessus. La surface de la seconde annexe est limitée à 50 m² d'emprise au sol. Le changement d'usage vers une nouvelle unité d'habitation des annexes est interdit.</p>
---	---

- Les constructions nouvelles à destination d’habitation et leurs annexes sous réserve :
 - de la nécessité justifiée de résider sur le site principal de l’activité de l’exploitation, appréciée en fonction de la nature et de l’importance de l’activité,
 - que la construction corresponde à un local de surveillance intégré ou accolé aubâtiment d'exploitation et dans la limite de 80 m² de surface de plancher.

Suite non modifiée.

- Les constructions nouvelles à destination d’habitation et leurs annexes sous réserve :
 - de la nécessité justifiée de résider sur le site principal de l’activité de l’exploitation, appréciée en fonction de la nature et de l’importance de l’activité,
 - que la construction corresponde à un local de surveillance intégré ou accolé aubâtiment d'exploitation et dans la limite de 80 m² de surface de plancher.

Suite non modifiée.

3.7 PRECISION SUR LES POSSIBILITES D'EXTENSION EN ZONE NATURELLE

3.7.1 Justification des évolutions

Il apparaît nécessaire de préciser les possibilités d'extension des constructions classées en zone Naturelle, pour rester en cohérence avec les équipements présents sur le secteur.

3.7.2 Evolutions envisagées

L'article 2 – occupations et utilisations des sols soumises à conditions des zone Naturelle est complété pour préciser les possibilités d'extension des constructions existantes.

Règlement actuel – zone N	Règlement proposé – zone N
ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Dans toute la zone à l'exception des parcelles concernées par la protection des captages : Sont autorisées sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les affouillements et/ou exhaussements à condition que d'une part les modalités techniques assurent la préservation des espaces naturels et leurs qualités paysagères et d'autre part que le projet ne porte pas préjudice à la gestion du parcellaire agricole,- les constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif, sous réserve que leur implantation ne nuise pas à l'activité agricole et s'inscrive dans l'environnement par un traitement approprié (écran végétal, enfouissement,...),- l'extension, c'est-à-dire l'augmentation du volume sur les façades, des	ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS Dans toute la zone à l'exception des parcelles concernées par la protection des captages : Sont autorisées sous conditions les occupations et utilisations des sols suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les affouillements et/ou exhaussements à condition que d'une part les modalités techniques assurent la préservation des espaces naturels et leurs qualités paysagères et d'autre part que le projet ne porte pas préjudice à la gestion du parcellaire agricole,- les constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif, sous réserve que leur implantation ne nuise pas à l'activité agricole et s'inscrive dans l'environnement par un traitement approprié (écran végétal, enfouissement,...),- l'extension, c'est-à-dire l'augmentation du volume sur les façades, des

<p>constructions d'habitations existantes sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ pour les constructions existantes de 60m² et plus de surface de plancher, d'une extension limitée à 30m² de surface de plancher et/ou surfaces de stationnement et/ou d'emprise au sol, ○ pour les constructions existantes inférieures à 60m² de surface de plancher, d'une extension de la surface de plancher et/ ou surface de stationnement et/ou de l'emprise au sol limitée à 50% de la surface de plancher existante, ○ de ne pas créer de nouvelle unité d'habitation, ○ l'extension du bâti n'est autorisée qu'une seule fois. <p>- L'aménagement dans le volume existant ne correspondant pas à un changement de destination, avec ou sans création de surface de plancher, celle-ci n'étant pas limitée, est autorisé, sous réserve de la suffisance des équipements ou de leur faisabilité technique aux normes en vigueur (accès, électricité, eau potable, assainissement).</p> <p>- Pour les annexes des constructions existantes, à l'exception des greniers et des fours, si aucune annexe n'existe, une seule est autorisée, accolée au bâti existant. En cas d'impossibilité technique, la nouvelle annexe est autorisée à une distance maximale de 10 m sur le même ilot foncier. En cas d'impossibilité liée au relief, une distance maximale de 25 mètres est autorisée. La surface d'emprise au sol de l'annexe est limitée à 40m². L'extension des greniers et des fours n'est pas autorisée.</p> <p>Suite non modifiée.</p>	<p>constructions d'habitations existantes sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ pour les constructions existantes de 60m² et plus de surface de plancher, d'une extension limitée à 30m² de surface de plancher et/ou surfaces de stationnement et/ou d'emprise au sol, ○ pour les constructions existantes inférieures à 60m² de surface de plancher, d'une extension de la surface de plancher et/ ou surface de stationnement et/ou de l'emprise au sol limitée à 50% de la surface de plancher existante, ○ de ne pas créer de nouvelle unité d'habitation, ○ l'extension du bâti n'est autorisée qu'une seule fois. <p>Cette extension n'est autorisée que pour les bâtiments dont le volume actuel (à l'approbation de la modification n°2) est à 100% de l'habitat et pour les constructions dont le changement de destination est autorisé par le PLU. Dans le cas d'une construction pouvant changer de destination, s'il reste encore du volume à transformer, la transformation sera privilégiée à l'extension, sauf impossibilité technique à démontrer.</p> <p>- L'aménagement dans le volume existant ne correspondant pas à un changement de destination, avec ou sans création de surface de plancher, celle-ci n'étant pas limitée, est autorisé, sous réserve de la suffisance des équipements ou de leur faisabilité technique aux normes en vigueur (accès, électricité, eau potable, assainissement).</p> <p>- Pour les annexes des constructions existantes, à l'exception des greniers et des fours, si aucune annexe n'existe, une seule est autorisée, accolée au bâti existant. En cas d'impossibilité technique, la nouvelle annexe est autorisée à une distance maximale de 10 m sur le même ilot foncier. En cas d'impossibilité liée au relief, une distance maximale de 25 mètres est autorisée. La surface d'emprise au sol de l'annexe est limitée à 40m². L'extension des greniers et des fours n'est pas autorisée.</p> <p>Suite non modifiée.</p>
---	---

3.8 ZONES AGRICOLE ET NATURELLE : RAPPEL DE LA POSSIBILITE D'USAGE DE L'ARTICLE R111-27 DU C. URB., REGLEMENTATION DES CLOTURES ET PLANTATIONS

3.8.1 Justifications des évolutions

La commune souhaite rappeler que l'article R.111-27 du code de l'urbanisme peut être appliqué à tout projet qui ne serait pas compatible avec le caractère des lieux dans lesquels il s'insère.

Pour éviter les projets non conformes avec le règlement du PLU ou inadaptés au contexte local, la commune a décidé de soumettre les clôtures à déclaration préalable.

La nature des plantations autorisées en zones Agricole et Naturelle n'est pas réglementée, alors que de nombreuses constructions, dont des habitations, sont disséminées dans ces espaces. Certains propriétaires pourraient être tentés de planter des haies de thuyas, autres persistants ou plantes exotiques incompatibles avec la qualité et l'ouverture paysagères des sites, ce que la commune souhaite éviter.

En complément, la commune souhaite limiter les clôtures et interdire les plantations nouvelles aux abords des chalets d'alpage pour les raisons suivantes :

- Ce n'est pas l'usage
- Les territoires d'alpage sont des espaces ouverts ; il est important de préserver le caractère paysager des lieux
- Elles peuvent nuire au bon fonctionnement pastoral (obstacle au passage des troupeaux, voire des engins si elles sont en bordure de chemin)
- Elles peuvent être incompatibles avec le fonctionnement du domaine skiable

Par ailleurs, en zone Agricole, il convient de compléter l'article, car les modalités de gestion des silos sont intégrées au paragraphe relatif aux clôtures alors qu'elles n'en relèvent pas.

3.8.2 Evolutions envisagées

L'article 11 – aspect extérieur des zones Agricole et Naturelle est adapté pour

- rappeler la possibilité de faire usage de l'article R.111-27 du code de l'urbanisme
- indiquer que les clôtures sont soumises à DP.
- n'autoriser, dans les secteurs d'alpage, que les clôtures compatibles avec le caractère paysager des sites.

Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2

En zone Agricole, la mention « 7. Energies renouvelables » est introduite avec les modalités de gestion des silos pour copeaux.

Pour éviter toute confusion et étant donné que les éléments sont repris dans toutes les zones, les règles relatives aux clôtures figurant au début du règlement, dans les « Dispositions générales applicables à toutes les zones », partie 3 – « règles communes à toutes les zones », article 11 – aspect extérieur, sont supprimées.

Règlement actuel – Zones A et N	Règlement proposé – Zones A et N
<p>ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR</p> <p>Suite non modifiée.</p> <p><u>6. Clôtures</u></p> <p>Dans un souci d'intégration au paysage local, il est recommandé d'éviter l'implantation de clôtures.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les clôtures n'excéderont pas 1,50 mètre de hauteur. Le muret en maçonnerie, s'il existe, ne dépassera pas 0,50 mètre par rapport au terrain naturel.</p>	<p>ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR</p> <p><u>En application de l'article R111-27</u></p> <p>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Suite non modifiée.</p> <p><u>6. Clôtures</u></p> <p>Les clôtures sont soumises à déclaration préalable.</p> <p>Dans un souci d'intégration au paysage local, il est recommandé d'éviter l'implantation de clôtures.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les clôtures n'excéderont pas 1,50 mètre de hauteur. Le muret en maçonnerie, s'il existe, ne dépassera pas 0,50 mètre par rapport au terrain naturel.</p>

Elles seront constituées soit de pierres, soit de maçonnerie enduite comme les façades, soit de bois traité de teinte naturelle ou peint de teinte neutre, soit de grilles ou de grillages.

Elles seront constituées soit de pierres, soit de maçonnerie enduite comme les façades, soit de bois traité de teinte naturelle ou peint de teinte neutre, soit de grilles ou de grillages.


Aux abords des chalets d'alpage, les clôtures seront constituées soit de rondins, soit de planches horizontales, soit de barrières bois à claire-voie, sur des piquets bois, selon les modèles ci-dessous. Leur hauteur est limitée à 1,20 m au maximum. Les murets sont strictement interdits.



Sur le domaine skiable, elles devront être démontées en hiver.

<p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'applique la disposition particulière suivante concernant les énergies renouvelables :</p> <p>Les silos pour copeaux ou granulés de bois seront dans un local fermé constitué de matériaux identiques à ceux de la construction principale.</p>	<p><u>7. Energies renouvelables</u></p> <p>En complément du « 2. Règles communes à toutes les zones » du chapitre des Dispositions générales, s'applique la disposition particulière suivante concernant les énergies renouvelables :</p> <p>Les silos pour copeaux ou granulés de bois seront dans un local fermé constitué de matériaux identiques à ceux de la construction principale.</p>
--	---

L'article 13 – Espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantations est réglementé, pour interdire toute plantation nouvelle dans les secteurs d'alpage et limiter l'usage des conifères et autres persistants sur le reste du territoire classé en zone Agricole ou Naturelle.

Règlement actuel – Zones A et N	Règlement proposé – Zones A et N
<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Sans objet.</p>	<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Par souci d'intégration au paysage local, les haies seront réalisées préférentiellement en mélangeant des arbres et arbustes d'essences variées, en privilégiant les essences locales.</p> <p>L'usage de conifères, lauriers et autres persistants est limité à un quart des plants.</p> <p><u>Exemples de plantations à favoriser (haies variées) :</u></p> <div data-bbox="1137 1109 2016 1348">  </div>

	Aux abords des chalets d'alpage, toute plantation d'arbres ou arbustes est interdite.
--	---

Règlement actuel – Dispositions générales applicables à toutes les zones	Règlement proposé – Dispositions générales applicables à toutes les zones
<p><u>3. Règles communes à toutes les zones</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p>ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR</p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>6. Clôtures</u></p> <p>Dans un souci d'intégration au paysage local, il est recommandé d'éviter l'implantation de clôtures.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les clôtures n'excéderont pas 1,50 mètre de hauteur. Le muret en maçonnerie, s'il existe, ne dépassera pas 0,50 mètre par rapport au terrain naturel.</p> <p>Elles seront constituées soit de pierres, soit de maçonnerie enduite comme les façades, soit de boistraté de teinte naturelle ou peint de teinte neutre, soit de grilles ou de grillages.</p>	<p><u>3. Règles communes à toutes les zones</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p>ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR</p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>6. Clôtures : Supprimé.</u></p>

3.9 INCIDENCES ET MESURES ERC (EVITER, REDUIRE, COMPENSER)

3.9.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur la commune de Villard-sur-Doron. Le site le plus proche, Tourbière et Lac des Saisies, comprend plusieurs unités qui se situent sur Queige, Hauteluze, Crest-Voland et Cohennoz.

Ces évolutions du PLU sont sans incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Aucune mesure ERC n'est donc nécessaire.

3.9.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Les évolutions du PLU concernant le règlement n'ont aucune incidence négative sur les milieux naturels et la biodiversité.

La réglementation des plantations, en demandant une diversité des essences et en limitant les conifères et autres persistants à un quart des plants, est favorable à la biodiversité.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

3.9.3 Incidences sur le paysage

Les évolutions du PLU concernant le règlement n'ont aucune incidence négatives sur le paysage.

La réglementation des plantations, en demandant une diversité des essences et en limitant les conifères et autres persistants à un quart des plants, est favorable à la diversité paysagère. L'interdiction des plantations dans les secteurs d'alpage permet de conserver l'ouverture paysagère propre à ces milieux.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

3.9.4 Incidences sur l'activité agricole

Les évolutions du PLU concernant le règlement n'ont aucune incidence sur les activités agricoles. L'autorisation des constructions et installations nécessaires à la transformation et à la vente de la production de l'exploitation a une incidence positive sur les possibilités de développement économique de celle-ci.

La réglementation des clôtures et l'interdiction des plantations dans les zones d'alpage est favorable à l'activité agricole en évitant, pour la première, le cloisonnement de l'espace et d'éventuelles difficultés de circulation et, pour la seconde, la perte de surfaces agricoles.

Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

3.9.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable et capacités de la station d'épuration

Ces évolutions du règlement n'ont pas d'incidences sur la consommation en eau potable et les volumes des eaux usées à traiter.

3.9.6 Prise en compte des risques naturels

Les évolutions du règlement sont sans incidences sur la prise en compte des risques naturels.

4 EVOLUTIONS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ET DU REGLEMENT SUR LE SECTEUR DE BISANNE 1500

4.1 JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS

4.1.1 Le contenu du PLU

Les secteurs à vocation de développement touristique sur Bisanne 1500 sont classés en zone 1AUm1 et 1AUm2. Ils font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation respectivement 8 et 9. Ces OAP figurent sur le même document. Seule l'OAP n°8 est modifiée. Le secteur m1 (OAP8) correspond à un secteur préférentiel pour le renforcement de l'offre en lits touristiques/ Enjeu fort d'interconnexion avec le domaine skiable et le centre commerçant. Environ 450 lits y sont prévus. Le secteur m2 (OAP9) est une zone d'extension du cœur de station reprenant la morphologie du centre commerçant. Une centaine de lits environ est prévue. Au total, 550 lits sont donc inscrits aux OAP. Le PADD, dans l'orientation 3 relative à « une valorisation économique portée par les richesses rurales et touristiques du territoire », en page 7, prévoit de « permettre un développement de la station complémentaire de Bisanne 1500 », avec « un développement possible d'environ 1 000 lits ».

Il y a donc un décalage entre les objectifs fixés au PADD et le contenu de l'OAP.

4.1.2 Le contenu du Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère

Le DOG (Document d'Orientations Générales) du SCOT Arlysère approuvé en 2012 prévoit la création de lits touristiques, dont la répartition figure dans le tableau ci-dessous.

Figure 39 : Répartition des lits touristiques sur Arlysère prévue en 2012

Nombre de lits touristiques	Capacité d'accueil 2009	Permis accordés (résidences touristiques)	Dispositif évalué au 31-12-2010	Lits nouveaux à créer
Arêches-Beaufort	5 400	850	6 250	2 500
Crest-Voland + Cohennoz	7 000	0	7 000	2 000
ND de Bellecombe	8 200	0	8 200	2 400
Flumet / St Nicolas la Chapelle	4 900	0	4 900	2 200
Saisies (Hauteluce + Villard/Doron)	15 300	0	15 300	3 100
Bisanne 1500 (Villard/Doron)	1 600	900	2 500	1 000
La Giettaz	2 100	0	2 100	1 400
Total lits montagne	44 500	1 750	46 250	14 600

Source : DOG approuvé en 2012 – page 51.

Ainsi, pour Bisanne 1500, 1 000 nouveaux lits sont programmés. Ils étaient prévus en complément des 1 600 existants et des 900 pour lesquels un permis de construire avait été accordé antérieurement à l'approbation du SCOT, sous forme de résidence de tourisme

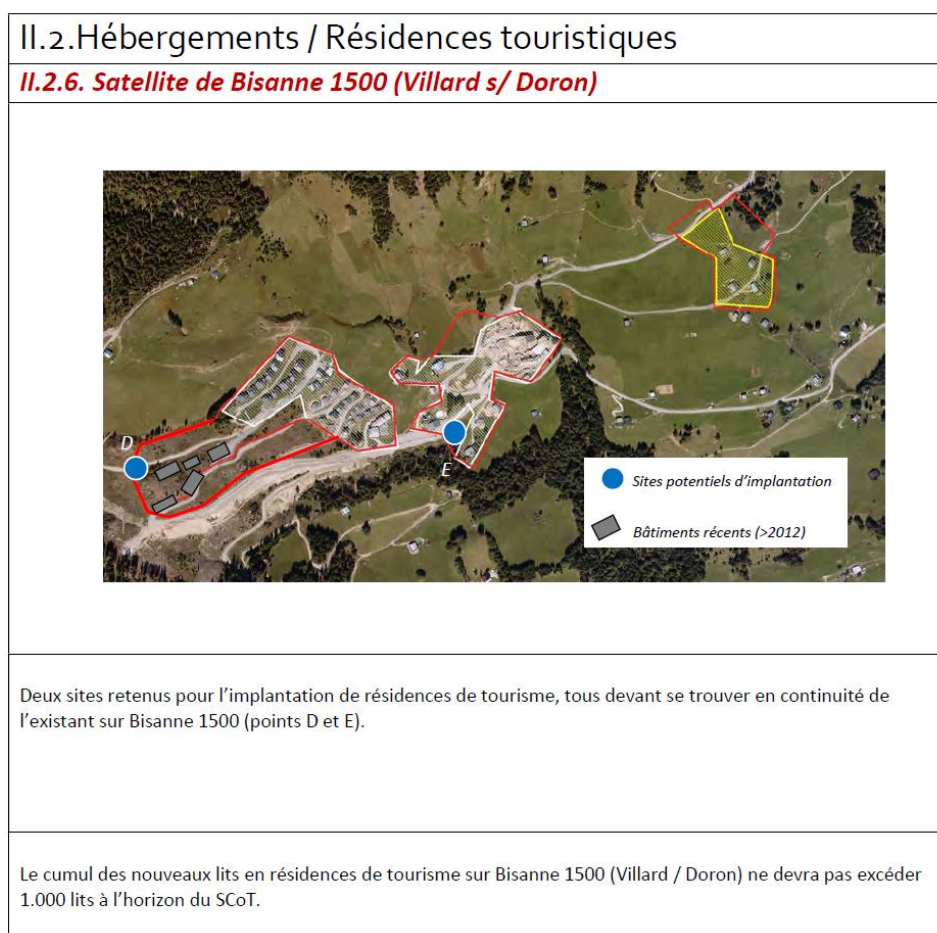
Le SCOT a fait l'objet d'une modification approuvée le 27 septembre 2018. Cette évolution avait notamment pour objectif de redéfinir des sites d'implantation des lits touristiques, dont ceux de Bisanne 1500. Au préalable, un bilan de la production de lits touristiques entre 2012 et le 31 décembre 2017 a été fait. Ainsi, sur la commune de Villard sur Doron ont été réalisés :

- à Bisanne 1500, le projet de « la Perle des Alpes » (MGM – PC 2007) a vu le jour avec 8 bâtiments pour 109 logements et environ 430 lits. Ces 430 lits rentrent dans les 900 lits déjà accordés à la date d'approbation du SCOT en 2012
- le projet « le Grand Panorama » (PC 2008) a vu le jour aux Drabons avec 2 chalets de 5 logements (environ 40 lits), livrés en mars 2013. Aucun nouveau projet n'est possible sur ce secteur. Ces 40 lits rentrent dans les 900 lits déjà accordés à la date d'approbation du SCOT en 2012

Au total, 470 lits ont été réalisés dans le périmètre de Bisanne 1500 / Les Drabons entre 2012 et le 31/12/2017. Il s'agit cependant de projets dont les autorisations d'urbanisme datent de 2007 et 2008 et qui sont donc comptabilisés dans les 900 lits « permis accordés » du tableau ci-dessus. Il reste donc bien 1 000 lits à créer sur Bisanne 1500.

L'emplacement des nouveaux lits touristiques est défini au SCOT sur la carte ci-après, extraite de l'annexe cartographique du DOG approuvée le 27 septembre 2018.

Figure 40 : Extrait du SCOT – localisation des hébergements touristiques sur Bisanne 1500



Source : DOG – Annexes cartographiques – approuvé le 27 septembre 2018 – page 43.

4.1.3 En conclusion

Pour conforter le fonctionnement de la station de Bisanne 1500 et faire vivre les commerces implantés, la création des 1 000 lits touristiques reste nécessaire. Un opérateur est disposé à réaliser environ 700 lits sur une partie de la zone 1AUm.1.

Une évolution des OAP du secteur de Bisanne 1500 est donc nécessaire pour permettre ces opérations d'immobilier touristique.

Cette évolution prend également en compte la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi climat et résilience (LCR). Il s'agit en effet de valoriser au mieux les dernières surfaces que la commune pourra urbaniser avant la mise en œuvre effective de l'objectif « Zéro Artificialisation Nette ». Cela permet, dans le moyen ou long terme, d'éviter de devoir ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation pour maintenir le niveau économique de la station.

4.2 EVOLUTIONS ENVISAGEES DES OAP ET DU REGLEMENT

Le schéma et le texte explicatif des OAP évoluent pour préciser, en particulier sur le secteur m1, la répartition des lits touristiques et le fait que le nombre total de lits sur les trois secteurs ne pourra excéder 1 000. Il est également précisé que les lits devront faire l'objet d'un conventionnement loi montagne pour s'assurer de la pérennité du caractère marchand de ceux-ci.

Pour tenir compte de l'expertise écologique réalisée sur le périmètre de la zone 1AUm1, les OAP sont complétées pour localiser les trames vertes à conserver. A l'article 13 – espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantations, de la zone 1AU, qui impose déjà un coefficient de végétalisation minimal de 0,65 (soit 65%) de l'unité foncière de l'opération en zone 1AUm, il est précisé que, sur le secteur de Bisanne 1500, les espaces végétalisés sont identifiés aux OAP et qu'une partie devra être conservée en l'état ; les plantations devront se composer d'essences locales, pour être adaptées au site et être constituées de plusieurs strates, pour favoriser la biodiversité.

OAP actuelle

3.7 OAP n°8 et 9 : Bisanne 1500 – secteur Les Rosières

La zone se situe face à une vue grandiose et lointaine sur le massif du Beaufortain, dont des sommets emblématiques comme la Pierra Menta. Cela implique que cette zone peut être perçue depuis des points de vue éloignés, du fait du principe de covisibilité. Ainsi, l'aménagement sur cette zone doit être réfléchi afin de limiter les impacts paysagers en vision lointaine notamment. Cet enjeu est d'autant plus fort que le massif du Beaufortain est réputé pour son caractère préservé, naturel.

On note également que plus l'enveloppe urbaine sera étendue, plus elle sera visible dans le grand paysage, du fait de sa position sur un versant, exposée au regard.

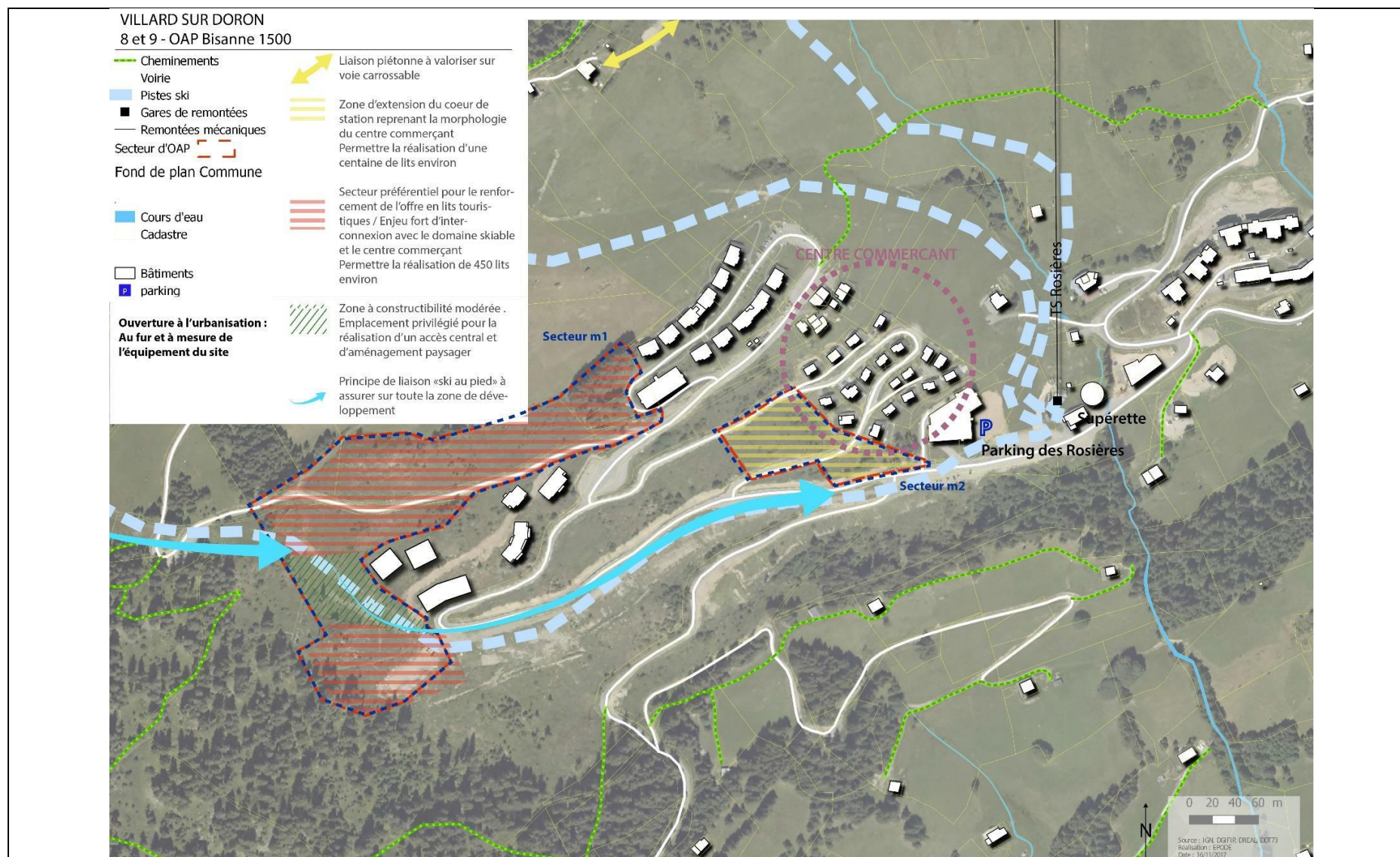
Quelques préconisations au titre du paysage afin de réussir l'intégration des projets sur ce secteur :

- Construire dans la pente en minimisant au maximum le volume de déblais/remblais,
- Eviter les implantations trop régulières : éviter l'alignement parfait des façades (préférer de légers décalages), les faitages parallèles, les volumes identiques au sein d'un ensemble bâti...
- Eviter de construire en longueur, c'est-à-dire des bâtiments en longueur ou de les implanter en ligne,
- Tout en gardant une base architecturale homogène, inclure des variations dans les formes, les matériaux ou les coloris afin d'éviter l'effet « copier-coller »,
- Eviter les coloris contrastant visuellement avec le contexte naturel sur de grandes surfaces (notamment les coloris clairs), qui pourraient rendre le bâti très visible de loin, ainsi que les matériaux brillants, reflétant la lumière, pour la même raison.



Illustration du principe d'urbanisation, Source : Epode

Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2



OAP proposée

3.7 OAP n°8 et 9 : Bisanne 1500 – secteur Les Rosières

La zone se situe face à une vue grandiose et lointaine sur le massif du Beaufortain, dont des sommets emblématiques comme la Pierra Menta. Cela implique que cette zone peut être perçue depuis des points de vue éloignés, du fait du principe de covisibilité. Ainsi, l'aménagement sur cette zone doit être réfléchi afin de limiter les impacts paysagers en vision lointaine notamment. Cet enjeu est d'autant plus fort que le massif du Beaufortain est réputé pour son caractère préservé, naturel.

On note également que plus l'enveloppe urbaine sera étendue, plus elle sera visible dans le grand paysage, du fait de sa position sur un versant, exposée au regard.

Quelques préconisations au titre du paysage afin de réussir l'intégration des projets sur ce secteur :

- Construire dans la pente en minimisant au maximum le volume de déblais/remblais,
- Eviter les implantations trop régulières : éviter l'alignement parfait des façades (préférer de légers décalages), les faitages parallèles, les volumes identiques au sein d'un ensemble bâti...
- Eviter de construire en longueur, c'est-à-dire des bâtiments en longueur ou de les implanter en ligne,
- Tout en gardant une base architecturale homogène, inclure des variations dans les formes, les matériaux ou les coloris afin d'éviter l'effet « copier-coller »,
- Eviter les coloris contrastant visuellement avec le contexte naturel sur de grandes surfaces (notamment les coloris clairs), qui pourraient rendre le bâti très visible de loin, ainsi que les matériaux brillants, reflétant la lumière, pour la même raison.

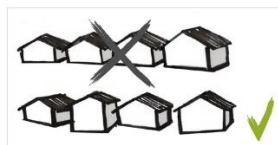


Illustration du principe d'urbanisation, Source : Epode

Les 60% d'espaces végétalisés imposés à l'article 13 de la zone 1AUm seront a minima localisés sur les secteurs identifiés sur le schéma de l'OAP ci-dessous. Le bloc rocheux situé à l'ouest sera à conserver, de même qu'une possibilité de déplacement local nord-sud de la faune ; cet axe pourra correspondre à la piste de ski.

Les espaces végétalisés périphériques seront conservés en l'état tel que constaté lors de l'évaluation écologique d'août 2023, c'est-à-dire avec les arbres, arbustes et souches existants et leur évolution future devra se faire naturellement (sauf menace pour la sécurité des biens et des personnes). Des arbres et arbustes d'essences locales et variées seront plantés dans les espaces végétalisés créés pour atteindre les 60% d'espaces végétalisés prévus à l'article 13 du règlement, afin de reconstituer différentes strates végétales favorables à la biodiversité et notamment à l'avifaune.



Liaison piétonne à valoriser sur voie carrossable



Zone d'extension du cœur de la station reprenant la morphologie du centre commerçant.
Permettre la réalisation d'une centaine de lits environ



Secteur préférentiel pour le renforcement de l'offre en lits touristiques / Enjeu fort d'interconnexion avec le domaine skiable et le centre commerçant.
Permettre la réalisation **de 700 lits environ sur le secteur A et de 200 sur le secteur B.**



Zone à constructibilité modérée. Emplacement privilégié pour la réalisation d'un accès central et d'aménagement paysager.

**Le nombre total de lits sur les secteurs m1A, m1B et m2 ne devra pas dépasser 1 000.
Les lits devront faire l'objet d'un conventionnement loi montagne.**



Espace végétalisé à conserver, pour la préservation de la biodiversité (non limitatif)

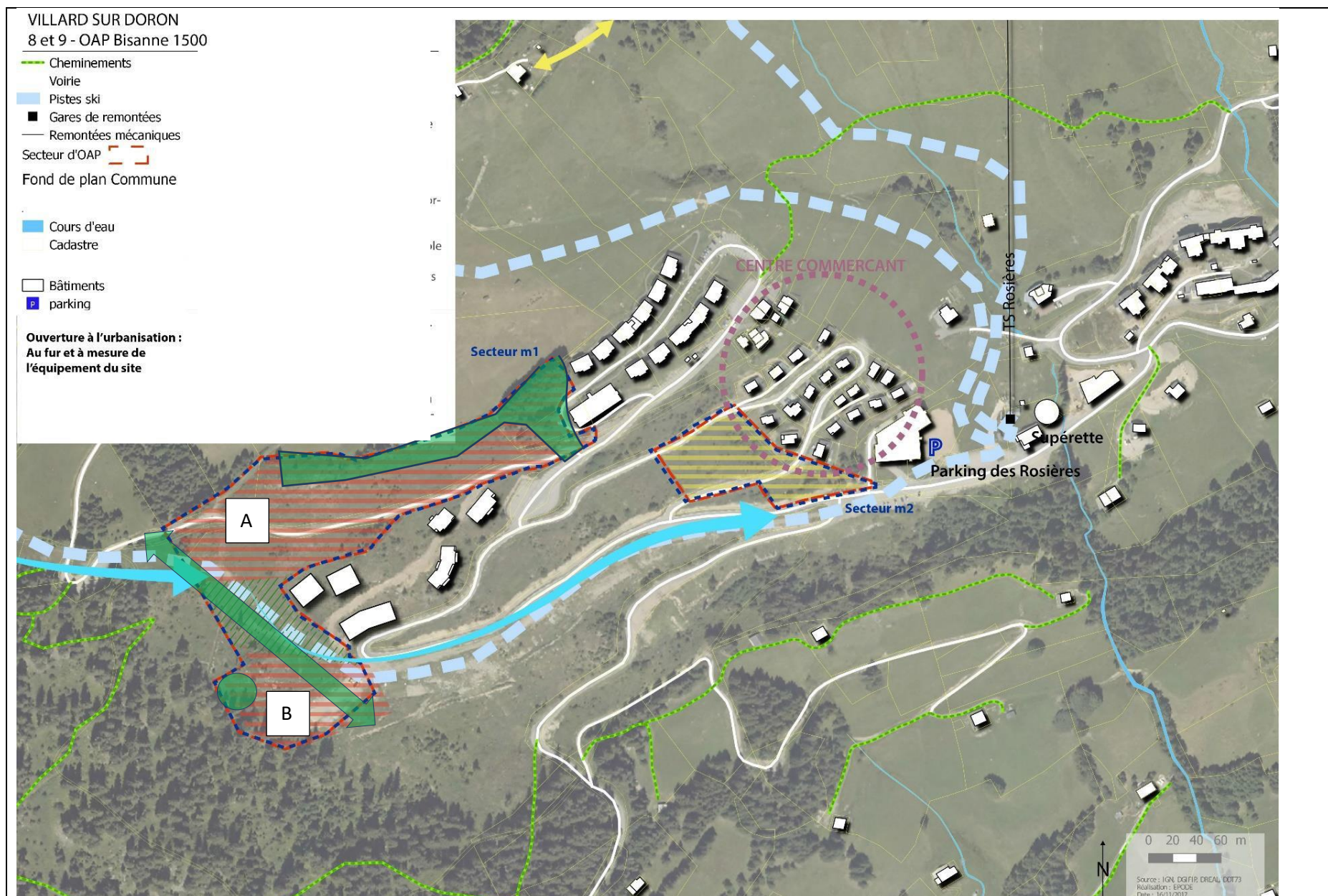


Coulée verte



Principe de liaison « ski au pied » à assurer sur toute la zone de développement

Commune de Villard-sur-Doron – modification n°2



Règlement actuel – Zone 1AU	Règlement proposé – Zones A et N
<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Secteur 1AUm :</u> Toute construction, toute installation ou tout aménagement nouveaux devront présenter un coefficient de végétalisation minimal de 0,65 (65% de la surface de l'unité foncière de l'opération est végétalisée).</p>	<p>ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS</p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Secteur 1AUm :</u> Toute construction, toute installation ou tout aménagement nouveaux devront présenter un coefficient de végétalisation minimal de 0,65 (65% de la surface de l'unité foncière de l'opération est végétalisée).</p> <p>Ces secteurs végétalisés devront, sur Bisanne 1500,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour ceux existants et identifiés aux OAP : être conservés en l'état, c'est-à-dire avec la diversité des essences et les différentes strates végétales présentes ; les seuls abattages possibles devront être liés à des mesures de sécurité des biens et des personnes • Pour ceux créés en complément : être plantés d'arbres et arbustes d'essences locales et disposer de plusieurs strates végétales pour favoriser la diversité de la faune. Exemples d'essences pouvant être plantées : <ul style="list-style-type: none"> • Arbres : érable sycomore, bouleau verruqueux, hêtre, épicéa, peuplier tremble, merisier, chêne sessile... • Arbustes et arbrisseaux : genévrier nain, rosier églantier, rhododendron ferrugineux, framboisier, sureau à grappes, myrtille, sorbier des oiseleurs, alizier blanc... <p>A Bisanne1500, il est ainsi préconisé, lorsque cela est possible, de conserver la végétation en place.</p>

4.3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, INCIDENCES ET MESURES ERC (EVITER, REDUIRE, COMPENSER)

4.3.1 Incidences sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000

Source : à partir de Agnès GUIGUE et H2O, commune de Villard-sur-Doron – zone AU Bisanne 1500, Diagnostic écologique – évaluation des enjeux, habitats naturels, flore et faune, août 2023.

L'étude complète est jointe en annexe.

La zone AU étudiée ne s'inscrit pas dans un site reconnu au titre des directives européennes Habitats et Oiseaux.

La commune de Villard-sur-Doron ne compte pas de sites Natura 2000.

Les communes périphériques de Cohennoz, Hauteluze et Queige hébergent la « *Tourbière et lac des Saisies* » qui est un remarquable ensemble humide, mais il est sans interférence hydrologique ou écologique avec l'aire d'étude qui ne compte pas de milieu hydromorphe.

Le site concerné par la modification du PLU ne présente pas d'habitats naturels en bon état de conservation qui puissent être considérés comme relevant des annexes de la directive Habitat.

Il ne compte pas d'espèces végétales inscrites aux mêmes annexes.

Un oiseau, la pie grièche écorcheur, est inscrit aux annexes de la directive Oiseaux. L'espèce est nicheuse sur la zone, les secteurs de friches étant particulièrement attractifs. On la note également autour des constructions existantes. Les incidences du projet sur l'espèce peuvent être modérées par la préservation d'un réseau de haies diversifiées comptant des perchoirs.

4.3.2 Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

4.3.2.1 Etat initial des milieux naturels et de la biodiversité

Le projet d'évolution de la zone AU s'inscrit dans un secteur déjà concerné par les aménagements touristiques antérieurs. En termes d'habitats naturels, le site ne compte pas de milieux exceptionnels.

Pour la flore l'espèce qui, sans bénéficier de protection dans le Beaufortain, mérite attention en raison d'un risque de sur-cueillette, est l'Arnica des montagnes (*Arnica montana*) recherchée pour ses qualités thérapeutiques.

En termes d'habitats naturels :

- Dans la partie ouest, la présence d'un imposant bloc rocheux dont les abords sont également diversifiés méritent attention. Les habitats naturels ne sont toutefois pas considérés comme patrimoniaux, et la flore est relativement commune à cette altitude dans le Beaufortain. Sans être exceptionnel, l'ensemble reste notable.
- Dans la partie nord-est : bien que la zone ait été en partie déboisée et entrecoupée de chemins, les différentes formations en présence constituent un ensemble diversifié. La recolonisation arbustive et arborée associée à la lande à rhododendron et myrtille crée des milieux favorables à l'avifaune. Des blocs rocheux sont encore présents et les souches pourrissantes constituent de bons milieux pour l'entomofaune en particulier.

Concernant la faune, la sensibilité est la conséquence de la grande diversité des habitats et de la proximité immédiate de vastes espaces naturels. L'avifaune en particulier est d'une grande richesse avec la présence de 7 espèces patrimoniales particulièrement vulnérables qui utilisent la zone (pie-grièche écorcheur, chardonneret élégant, bruant jaune, gobe-mouche noir, linotte mélodieuse, bouvreuil pivoine, verdier d'Europe). Le site présente également une bonne diversité d'insectes avec 14 espèces de papillons relevées (non exhaustif), et une bonne densité d'hyménoptères.

Enfin la zone d'étude est un espace de transit pour plusieurs espèces de mammifères sauvages qui ont pu être observées, notamment le cerf et le lièvre d'Europe.

4.3.2.2 Incidences de l'évolution du PLU sur les milieux naturels et la biodiversité

La zone concernée par le dossier a déjà une vocation à être urbanisée ; la modification vise à autoriser une plus forte densité. Les incidences sur les milieux naturels de la modification du PLU seront fonction des caractéristiques du projet qui sera mis en œuvre.

L'impact principal, inévitable et peu réductible, tient à l'artificialisation et l'imperméabilisation quasi-complète d'un espace naturel de montagne, herbacé, arbustif et arboré. L'augmentation de densité risque d'augmenter les besoins superficiels.

Les incidences correspondent :

- au défrichement (donc l'arrachage de souches) de la zone nord, certes déjà en partie déboisée et marquée de chemins, mais qui garde de beaux arbres adultes et également de nombreuses souches favorables notamment à l'entomofaune ;
- au remodelage de la partie ouest qui va provoquer la suppression d'un bloc rocheux, des milieux qu'il héberge et de ses abords diversifiés ;
- à la destruction d'habitats d'espèces sauvages dont certaines patrimoniales ou protégées : pie-grièche écorcheur, chardonneret élégant, bruant jaune, gobe-mouche noir, linotte mélodieuse, bouvreuil pivoine, verdier d'Europe ;
- au risque de destruction directe d'individus d'espèces sauvages dont certaines patrimoniales ou protégées (la plupart des espèces d'oiseaux observées dont la majorité est jugée nicheuse sur le site, les papillons et autres insectes, ...) ;
- à la perturbation de la faune sur le secteur alentours durant la phase de travaux en raison des mouvements d'engins, de l'émission de poussières, etc.

4.3.2.3 Mesures éviter, réduire, compenser

Les mesures d'évitement et de réduction possibles restent limitées puisque l'urbanisation implique des terrassements et des nivellements, et la suppression de la quasi-totalité des formations végétales existantes, notamment la suppression des arbres âgés encore présents.

Conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage doit mettre en place des mesures pour éviter, réduire, compenser et accompagner les impacts que pourra générer le projet que va autoriser la modification du PLU.

La séquence dite ERCA (éviter, réduire, compenser, accompagner) doit être envisagée dès les premières réflexions et la conception d'un projet. Elle dépend grandement de l'extension des zones qui seront affectées par les constructions et les aménagements annexes de voiries, stationnement, etc.

Mesures d'évitement

Selon le diagnostic écologique, seront évités autant que possible le secteur ouest où se trouvent l'imposant bloc rocheux et la butte pierreuse au nord, et la partie orientale où demeure une belle formation boisée ainsi que sa clairière qui héberge les pieds d'arnica des montagnes.

En conséquence du diagnostic écologique, les OAP et le règlement sont complétés de la façon suivante : indication de la nécessité de conserver une bande de taillis au nord, le secteur du bloc rocheux à l'ouest et une zone de passage local nord-sud de la faune, qui peut notamment correspondre à la piste de ski.

Mesures de réduction

Selon le diagnostic écologique, elles seront à définir plus précisément une fois que le projet, son envergure, ses caractéristiques et son phasage, seront connus. Elles concerneront plus spécialement :

- une limitation des emprises de travaux au strict minimum, en particulier à travers une définition rigoureuse des zones d'intervention et un balisage pour éviter toutes divagations d'engins hors du périmètre ;
- un calendrier des travaux et un phasage adaptés afin de limiter les impacts sur la faune, en évitant les interventions durant les périodes de reproduction et d'élevage des jeunes (nidification de l'avifaune - hors période avril-août) ;
- un programme laissant une place significative à des trames végétales en espèces variées et locales pour permettre le maintien des oiseaux dans le secteur, ainsi que le maintien de corridors verts ouverts capables de préserver le rôle fonctionnel du site pour le transit des mammifères sauvages ;
- les espèces végétales plantées seront choisies parmi des plantes locales de souche, de même pour les engazonnements à faire à partir de litières prélevées sur place.

En conséquence des conclusions du diagnostic écologique, l'OAP est complétée pour demander la plantation, sur les espaces végétalisés créés, d'arbres et arbustes d'essences locales et variées, afin de reconstituer différentes strates de végétation favorables à la faune et en particulier de l'avifaune. L'article 13 – espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantations des zones 1AUm, est également complété pour préciser que, sur Bisanne 1500, les secteurs végétalisés devront comprendre des arbres et arbustes d'essences locales et variées pour assurer la présence de plusieurs strates végétales. A noter que le règlement impose déjà un coefficient de végétalisation de 65%.

Mesures de compensation

Des mesures pourront être mises en œuvre pour compenser les impacts résiduels après évitements et réductions, si nécessaire, en fonction des caractéristiques du projet.

4.3.3 Incidences sur le paysage

Le secteur de Bisanne 1500 se situe sur le versant sud du sommet éponyme. Il est très exposé aux regards, en particulier dans le grand paysage.

La zone 1AUm1 sur laquelle porte l'évolution du PLU se situe en continuité de la station déjà existante. Le règlement du PLU, et particulièrement l'article relatif à l'aspect architectural, permettra l'insertion du projet dans son environnement.

L'évaluation des incidences sur le paysage de la création de cette zone a été menée lors de l'élaboration du PLU (page 44 et 45 du Tome 3 du rapport de présentation relatif à l'évaluation environnementale).

Les incidences sur le paysage à attendre de la présente évolution du PLU, au-delà de celles identifiées à la révision du PLU, restent limitées. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

4.3.4 Incidences sur l'activité agricole

Cette évolution porte sur la redéfinition du nombre de lits à réaliser sur la zone AUm1 de Bisanne 1500. Cette zone a été défrichée et ne présente aucun usage agricole.

Les incidences sur l'activité agricole à attendre de la présente évolution du PLU sont nulles. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

4.3.5 Incidences sur la ressource en eau

Adéquation ressource – besoins en eau potable

Selon les données de la communauté d'agglomération Arlysère, compétente pour la gestion de l'eau potable, le bilan de l'adéquation ressources / besoins en eau potable sur le secteur de Bisanne 1500 reste positif, ainsi que cela figure dans le tableau ci-dessous.

SECTEURS	RESSOURCES		BESOINS		
	Captages	Débits d'été	Actuels	Projetés	Projetés SCOT
Rosières	Planay	3 l/s	Consommation maximale sur les réservoirs des Rosières et des Pachons: 183 m3/jour soit 2,11 l/s	900 personnes de plus à 150 l/jour = 135 m3/jour soit 1,56 l/s	1405 personnes de plus à 150 l/jour = 210,7 m3/jour soit 2,44 l/s
	Rosières	0,7 l/s			
	Grandes Granges	2 l/s			
TOTAL		5,7 l/s	2,11 l/s	3,67 l/s (2,11+1,56)	4,55 (2,11+2,44)

Ce bilan se positionne dans le cas le plus défavorable où les 3 sources (Planay, Rosières, Grandes Granges) alimentent le Réservoir des Rosières et celui des Pachons. Les débits des captages sont les débits d'été les plus sévères.

Concernant la consommation maximale, elle correspond à une journée de pointe sur les deux réservoirs concernés.

Capacités de la station d'épuration

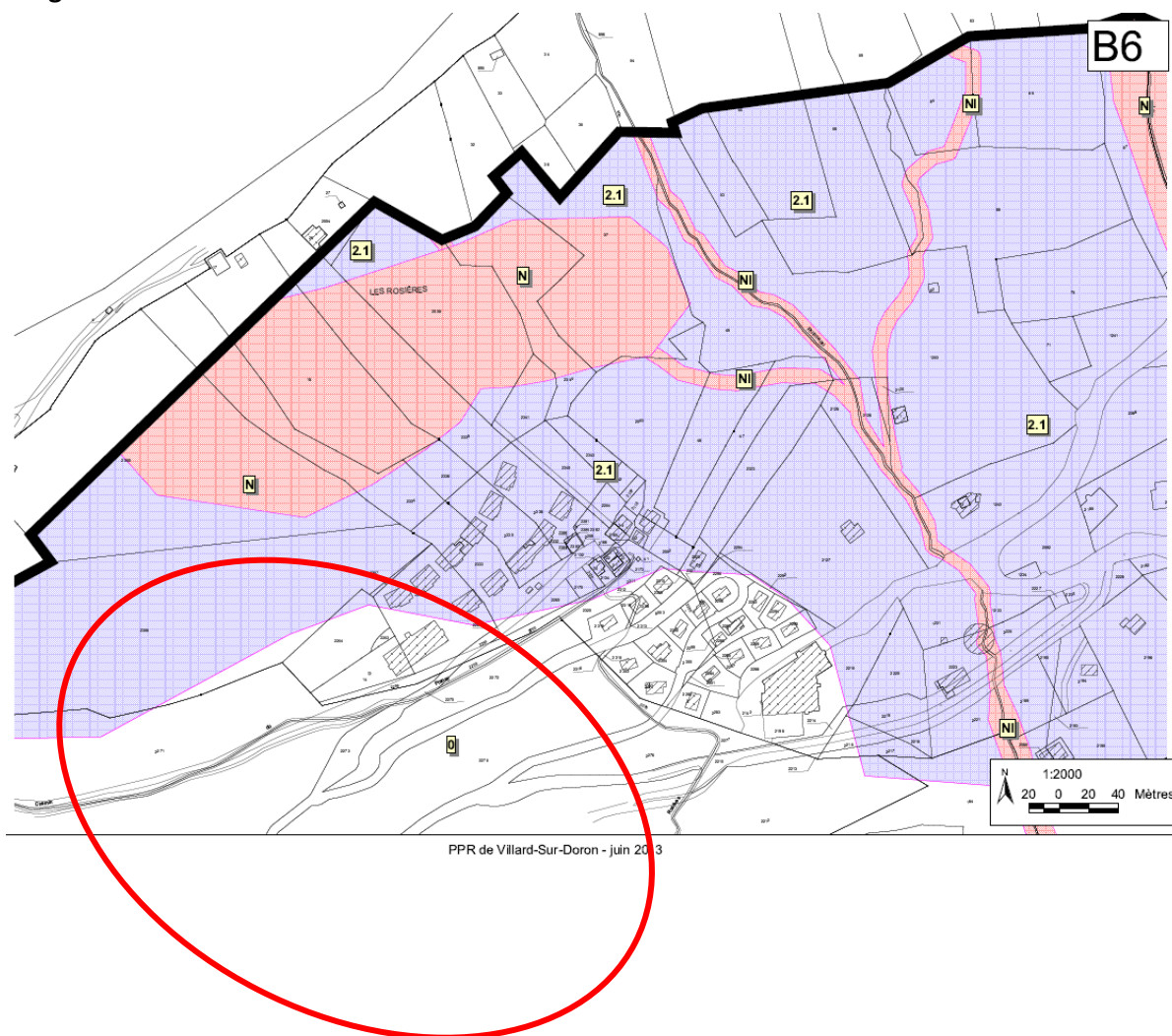
Selon les données de la communauté d'agglomération Arlysère, les capacités de la station d'épuration intercommunale sont suffisantes pour intégrer les effluents des projets envisagés sur Bisanne 1500.

4.3.6 Prise en compte des risques naturels

Le PPRN a été approuvé le 3 septembre 2013 et modifié le 9 juin 2017. L'extrait ci-dessous illustre les risques identifiés sur le secteur objet des évolutions du PLU (rond rouge).

L'extrémité amont (nord) du périmètre de l'OAP est soumise à un risque d'affaissement et/ou effondrement. L'évolution du PLU n'est pas de nature à modifier les aléas identifiés.

Figure 41 : Extrait du PPRN – secteur de Bisance 1500 – secteur ouest



5 COMPATIBILITE AVEC LE SCOT ARLYSERE

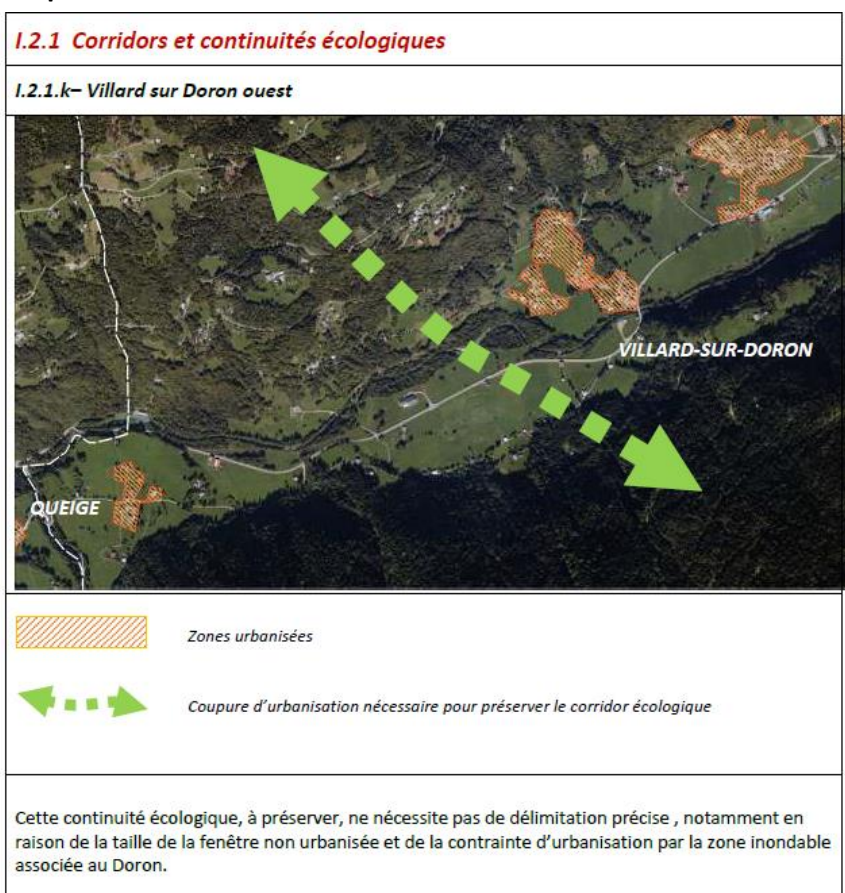
5.1 LES ORIENTATIONS DU SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale a été approuvé le 09 mai 2012 et a fait l'objet d'une modification approuvée le 27 septembre 2018. Les objectifs prévus par celui-ci sur le territoire de Villard-sur-Doron sont les suivants :

Orientation environnement et paysage

La carte ci-dessous, extraite du DOG, identifie la coupure d'urbanisation à conserver.

Figure 42 : Coupure d'urbanisation identifiée au SCOT



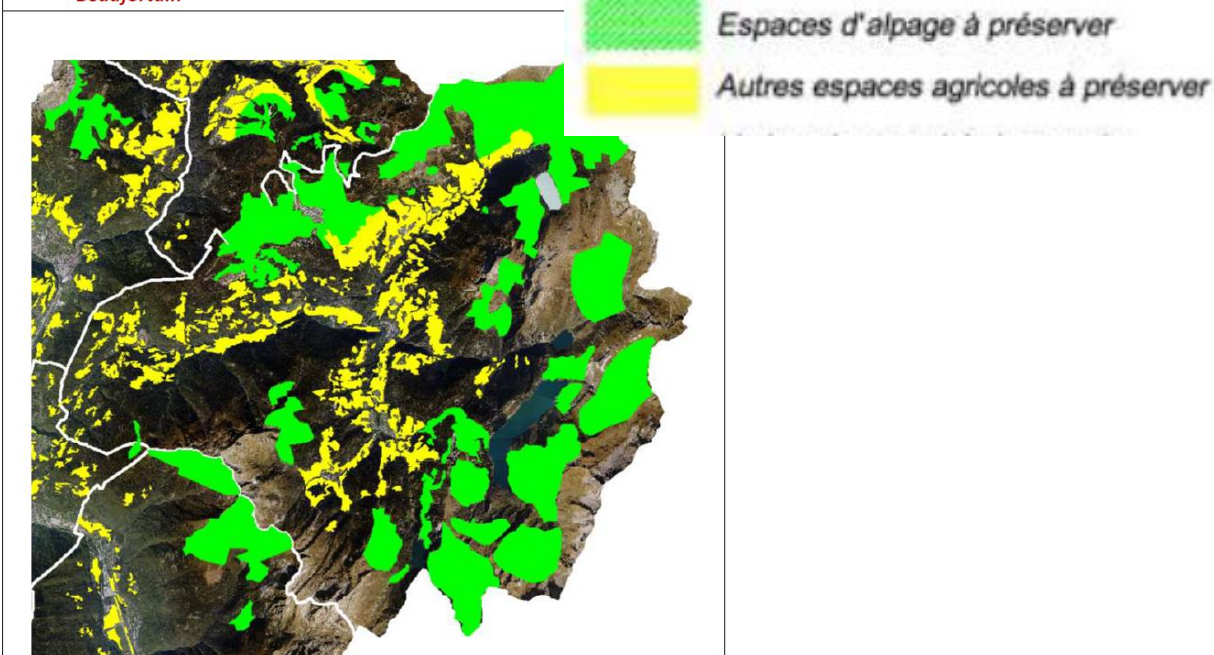
Source : SCOT, annexes cartographiques, page 19 ;

Les espaces agricoles à préserver

L'annexe cartographique du DOG localise les espaces agricoles à préserver. A Villard-sur-Doron, il s'agit des secteurs de la plaine et d'une partie des versants, ainsi que l'on peut le voir sur la carte ci-dessous. Les mesures qui s'y appliquent figurent à la suite.

Figure 43 : Espaces agricoles à préserver

III.2.5. Espaces agricoles à préserver – territoire du Comité local
Beaufortain



Source : SCOT.

Prescriptions particulières concernant les espaces agricoles à préserver

Le SCoT identifie les espaces agricoles à préserver sous la forme de grands ensembles (Cf. carte page suivante et Annexes Cartographiques § III). Les communes veilleront à retranscrire ces espaces agricoles à préserver dans les zonages des PLU.

Ces espaces sont soumis au principe de préservation générale.

Par exception, ne seront admis que :

- les équipements d'intérêt général, comme les réseaux de transport et d'énergie et les ouvrages liés au cycle de l'eau, à la condition que leur localisation réponde à une nécessité technique,
- Les aménagements, installations et constructions liés au maintien et au développement des activités agricoles, sous réserve qu'ils ne dénaturent pas le paysage naturel et s'intègrent au paysage agricole. Les éventuelles constructions neuves à usage résidentiel des actifs agricoles sont localisées soit dans les espaces urbains existants ou urbanisables, soit en les intégrant dans l'ensemble bâti des exploitations, comme par exemple « sous le même toit ».

Concernant spécifiquement les espaces d'alpages, les conditions précédentes s'appliquent, avec l'exception complémentaire suivante :

- Pourront être admis les installations et équipements légers nécessaires aux activités de loisirs de plein air, à 3 conditions :
 - . Leur nombre devra être limité,
 - . Leur intégration paysagère devra être soignée,
 - . Leur localisation devra être justifiée comme obligatoire.

Dans tous les cas, ces dérogations à la règle générale ne pourront être admises qu'à la condition de cohérence avec l'économie du Projet du Territoire d'Arlysière.

Orientations pour favoriser le renouvellement urbain, la densification et pour maîtriser les extensions urbaines

Le Schéma de Cohérence Territoriale prévoit un volume maximal d'extension d'urbanisation de 5,90 ha à partir de 2012. De plus le SCOT préconise également une production de 15 logements/ha, Villard-sur-Doron se trouvant dans la catégorie villages de montagne.

Développement économique (artisanat)

Aucun point d'envergure relatif au développement économique ne concerne Villard-sur-Doron.

Développement touristique

Cet objectif comprend :

- La structuration de l'espace valléen (sans objet à Villard-sur-Doron)
- La diversification des activités sur les quatre saisons
- L'amélioration de l'offre hivernale
- L'amélioration de la performance des lits existants et la création de nouveaux - Villard-sur-Doron est concerné, avec la création de lits à Bisanne 1500
- La mise en œuvre d'une gouvernance adaptée.

5.2 LA COMPATIBILITE DES EVOLUTIONS AVEC LE SCOT

Orientation environnement et paysage

La coupure identifiée au SCOT est maintenue. L'évolution du PLU reste donc compatible avec le SCOT sur ce point.

Les espaces agricoles à préserver

Les évolutions concernant les « autres espaces agricoles à préserver » restent limitées aux abords de constructions existantes pour lesquelles le changement de destination est autorisé.

L'évolution du PLU reste donc compatible avec le SCOT sur ce point.

Orientations pour favoriser le renouvellement urbain, la densification et pour maîtriser les extensions urbaines

Les évolutions du PLU sont sans incidences sur ce point.

Développement économique (artisanat)

Les évolutions du PLU sont sans incidences sur ce point.

Développement touristique

Seule l'évolution du PLU relative à la redéfinition des OAP 8 et 9 sur Bisanne 1500 sont en lien avec cette orientation. Les pages 58 et suivantes démontrent la compatibilité du projet avec le SCOT.

6 TABLEAU DES SURFACES

Les surfaces modifiées par la présente modification apparaissent en rouge

Tableau 2 : Evolution des surfaces du PLU

Type de zone	PLU mars 2019 (en ha)	Modification 2021 (en ha)	Modification 2023 (en ha)	Evolution 2021/2023
Zone Urbaine				
U	21.5	21.65	21.84	0.19
Ue	0.9	0.9	0.75	-0.15
Um	24.92	24.92	24.92	
Umca	1.96	1.96	1.96	
Ume	1.76	1.76	1.76	
Ume*	0.99	0.99	0.99	
Total zone Urbaine	52.03	52.18	52.22	0.04
Zone A Urbaniser				
1AU1	0.72	0.72	0.72	
1AU2	0.22	0.22	0.22	
1AU3	0.14	0.14	0.14	
1AU4	0.12	0.12	0.12	
1AU5	0.28	0.28	0.28	
1AUm1	3.67	3.67	3.67	
1AUm2	0.73	0.73	0.73	
1AUm3	1.43	1.43	1.43	
2AU	1.05	0.92	0.89	-0.03
Total zone A Urbaniser	8.36	8.23	8.2	-0.03
Zone Agricole				
A	595.68	595.3	595.29	-0.01
A1	0	0.1	0.1	
Ap	103.52	103.5	103.5	
Ar	0.25	0.25	0.25	
At	0	0.28	0.28	
Total zone Agricole	699.45	699.43	699.42	-0.01
Zone Naturelle				
N	1460.9	1460.9	1460.9	
Nf	0.27	0.27	0.27	
Nt	0.63	0.63	0.63	
Total zone Naturelle	1461.8	1461.8	1461.8	0
TOTAL commune	2221.64	2221.64	2221.64	0.00

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des figures

Figure 1 : Localisation des sites objets de l'évolution du PLU.....	5
Figure 2 : Zonage actuel – Le Chagney	24
Figure 3 : Zonage proposé – Le Chagney.....	24
Figure 4 : Zonage actuel – secteur Chef-lieu Figure 5 : Zonage proposé – secteur Chef-lieu	25
Figure 6 : Zonage actuel - Mérandaz.....	26
Figure 7 : Zonage proposé – Mérandaz.....	26
Figure 8 : Zonage actuel – Les Vernets.....	27
Figure 9 : Zonage proposé – Les Vernets	27
Figure 10 : Zonage actuel – secteur de Crêt Salière.....	28
Figure 11 : Zonage proposé – secteur de Crêt Salières	28
Figure 12 : Zonage actuel – secteur du Vaz.....	29
Figure 13 : Zonage proposé – secteur du Vaz	29
Figure 14 : Extrait du PPRN – secteur du Chagney.....	31
Figure 15 : Extrait du PPRN – secteur du Chef-lieu	32
Figure 16 : Extrait du PPRN – secteur de Mérandaz	32
Figure 17 : Extrait du PPRN – secteur des Vernets.....	33
Figure 18 : Extrait du PPRN – secteurs de Crêt Salières et du Vaz	33
Figure 19 : Zonage actuel – secteur du Nalou	34
Figure 20 : Zonage proposé – secteur du Nalou.....	34
Figure 21 : Plan d'assemblage du PPRN	36
Figure 22 : Zonage actuel – secteur de La Forêt	37
Figure 23 : Zonage proposé – secteur de La Forêt	37
Figure 24 : Extrait du PPRN – secteur de La Forêt.....	38
Figure 25 : Zonage actuel – secteur de Bisanne 1500	41
Figure 26 : Zonage proposé – secteur de Bisanne 1500.....	41
Figure 27 : Extrait du PPRN – secteur de Bisanne 1500 – secteur est.....	43
Figure 28 : Zonage actuel – secteur du Chef-lieu	45
Figure 29 : Zonage proposé – secteur du Chef-lieu.....	45
Figure 30 : Extrait du PPRN sur le secteur du Chef-lieu	47
Figure 31 : Extrait du PV de synthèse de l'enquête publique et réponse favorable de la commune et du commissaire enquêteur.....	48
Figure 32 : Extrait du zonage sur orthophoto – la zone U arrive dans un angle de parcelle	48
Figure 33 : Zonage actuel – secteur du Jardy	49
Figure 34 : Zonage proposé – secteur du Jardy.....	49
Figure 35 : Extrait du PPRN – secteur du Jardy	51
Figure 36 : Zonage actuel – secteur de Manant.....	53
Figure 37 : Zonage proposé – secteur de Manant	53
Figure 38 : Extrait du PPRN – secteur de Manant	57
Figure 39 : Répartition des lits touristiques sur Arlysère prévue en 2012	83
Figure 40 : Extrait du SCOT – localisation des hébergements touristiques sur Bisanne 1500	84
Figure 41 : Extrait du PPRN – secteur de Bisanne 1500 – secteur ouest	96
Figure 42 : Coupure d'urbanisation identifiée au SCOT	97
Figure 43 : Espaces agricoles à préserver	98

Table des photos

Photo 1 : Pour mémoire, front de neige en mars 2021, avec le bassin de rétention	39
Photo 2 : Front de neige de Bisanne 1500 depuis l’amont – février 2023	40
Photo 3 : Front de neige de Bisanne 1500 depuis l’aval – février 2023	40
Photo 4 : Bûcher adossé au préau de l’école	44
Photo 5 : Bûcher depuis l’amont, à déplacer vers l’est (gauche sur la photo).....	44

Table des tableaux

Tableau 1 : Critères d’analyse des bâtiments pouvant potentiellement changer de destination	8
Tableau 2 : Evolution des surfaces du PLU	100

ANNEXE

Agnès GUIGUE et H2O, commune de Villard-sur-Doron – zone AU Bisanne 1500, Diagnostic écologique – évaluation des enjeux, habitats naturels, flore et faune, août 2023.

Commune de Villard-sur-Doron

Zone AU - BISANNE 1500



DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

Evaluation des enjeux Habitats naturels, Flore, Faune

Août 2023

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION	4
2.	CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL	6
2.1	Sites Natura 2000	6
2.2	ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique).....	6
2.3	Inventaire régional des tourbières et des zones humides.....	7
2.4	Inventaire des pelouses sèches du département	8
2.5	Trame verte et bleue	8
3.	HABITATS NATURELS ET FLORE	11
3.1	Méthodologie	11
3.2	Contexte	11
3.3	Les milieux naturels.....	12
3.3.1	Le bloc rocheux et ses abords	13
3.3.2	La piste de ski et la prairie artificielle aval	15
3.3.3	L'ensemble forestier déboisé au nord	16
3.1	Flore	18
3.2	Sensibilités.....	19
4.	FAUNE	20
4.1	Méthodologie	20
4.2	Amphibiens.....	20
4.3	Reptiles.....	21
4.4	Avifaune	21
4.5	Insectes.....	26
4.5.1	Papillons.....	26
4.5.2	Libellules	28
4.5.3	Autres insectes.....	28
4.6	Mammifères	29
4.6.1	Potentialités et continuité écologique.....	29
4.6.2	Observations.....	29
5.	SENSIBILITES ET ENJEUX – IMPACTS POTENTIELS – MESURES.....	31
5.1	Synthèse des principales sensibilités.....	31
5.2	Incidences de la modification du PLU et des aménagements qu'il va autoriser	31
5.3	Orientation des mesures	32
5.4	Contraintes réglementaires	33
5.4.1	Demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées	33
5.4.2	Dossier demande de défrichement	33
5.4.3	Evaluation des incidences site Natura 2000	34

Annexe : Liste de plantes	35
--	-----------

FIGURES

Figure 1 : Localisation du site d'étude - Commune de Villard-sur-Doron (<i>Fond plan IGN Géoportail</i>)	5
Figure 2 : Zone AU objet de la modification (<i>Vue aérienne Geoportail 04/09/2019</i>).....	5
Figure 3 : Extension au nord du site d'étude des ZNIEFF « Zones humides (...) » et « Tourbière du Lata du Vaz ».....	7
Figure 4 : Les zones humides régionales aux alentours du site (CEN).....	8
Figure 5 : Trame verte et bleue SRADETT	9
Figure 6 : Trame verte et bleue SRCE	10
Figure 7 : Evolution du site de 2001 à 2019 - Photographies aériennes Geoportail	12
Figure 8 : Localisation des différentes formations végétales de la zone AU.....	19
Figure 9 : Localisation des principaux points d'observation de l'avifaune remarquable, des mammifères et habitats particuliers pour la faune (H ₂ O Environnement)	30

TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des espèces de l'avifaune observées à Bisanne fin juin et début août 2023 (H ₂ O Environnement).....	25
Tableau 2 : Liste des papillons de jour identifiés sur la zone d'étude fin juin et début août 2023 (H ₂ O Environnement).....	28

1. INTRODUCTION

La commune de Villard-sur-Doron souhaite modifier le contenu de l'OAP n°8 de Bisanne 1500, zone actuellement classée 1AUm1 dans son document d'urbanisme (PLU), en doublant les capacités d'accueil en lits touristiques.

La présente étude s'inscrit dans le cadre de ce projet. Elle correspond à une expertise écologique simplifiée des habitats naturels, de la flore et de la faune du site, en vue de la modification du document d'urbanisme nécessaire à la réalisation des aménagements.

L'objectif est d'élaborer un diagnostic préalable, d'évaluer les sensibilités et les enjeux naturalistes, et de proposer des recommandations au titre de mesures ERCA (Evitement, Réduction, Compensation, Accompagnement).

L'aire d'étude couvre la zone AU proprement dite ainsi que ses abords afin d'apprécier le rôle écologique fonctionnel du site et sa sensibilité par rapport à son environnement.

La zone AU se tient sur un versant d'adret, à proximité immédiate d'un ensemble immobilier touristique desservi par une route qui arrive de Bisanne 1500. Elle correspond pour grande partie à des espaces qui ont connu des interventions humaines lors de ces précédents équipements et constructions.

L'expertise écologique a été conduite par :

- Agnès GUIGUE (A. GUIGUE Environnement) en charge du volet Habitats et Flore,
- Stéphane FAVRE (H2O Environnement) en charge du volet Faune.

Figure 1 : Localisation du site d'étude - Commune de Villard-sur-Doron (Fond plan IGN Géoportail)

Figure 2 : Zone AU objet de la modification (Vue aérienne Geoportail 04/09/2019)

2. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

La richesse naturelle et paysagère du Beaufortain est reconnue à travers des classements de protection et des inventaires (sites Natura 2000, inventaires ZNIEFF de type 1 et 2, Zones humides et tourbières régionales, pelouses sèches, trame verte et bleue ...). Ils sont rapidement exposés ci-dessous lorsqu'ils concernent la commune de Villard-sur-Doron.

2.1 Sites Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen créé en 1992 qui repose sur deux directives européennes dites « Habitats » et « Oiseaux¹. Il vise à maintenir de manière durable la biodiversité animale et végétale et les habitats naturels, tout en prenant en compte le contexte humain et socio-économique.

Villard-sur-Doron ne compte pas de sites reconnus au titre de ces directives européennes. Les communes périphériques de Cohennoz, Hauteluce et Queige hébergent la « *Tourbière et lac des Saisies* » qui est un remarquable ensemble humide. Il est sans interférence hydrologique ou écologique avec l'aire d'étude.

➡ La zone AU se situe à distance des sites Natura 2000 du secteur et sans interférence avec eux.

2.2 ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)

Engagé dans les années 1980, l'inventaire scientifique des ZNIEFF² recense le patrimoine naturel et paysager remarquable des communes. Il a été actualisé dans les années 2000 pour intégrer l'amélioration des connaissances. L'inventaire ne génère pas de protection réglementaire et reste sans portée juridique ;

¹ - La directive « Habitats » du 21 Mai 1992 fixe une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage. Son application implique pour chaque état membre de répertorier sur son territoire les sites qui les abritent. Le recensement a été réalisé au niveau régional essentiellement sur les bases de l'inventaire ZNIEFF.

La traduction de la directive s'est faite par la définition de Site d'Importance Communautaire au niveau européen (SIC). A l'issue de la phase d'élaboration des documents d'objectifs (DOCOB), les SIC retenus sont désignés « Zones Spéciales de Conservation » (ZSC) par arrêté ministériel.

- La directive « Oiseaux » du 6 Avril 1979 concerne la conservation des oiseaux sauvages via un inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) réalisé par le Muséum National d'Histoire Naturelle et la Ligue de Protection des Oiseaux. Sur ces bases des Zones de Protection Spéciales (ZPS) ont été notifiées à l'Europe.

L'ensemble des ZSC et des ZPS constitue un réseau européen cohérent, dit Natura 2000, chaque zone prenant l'appellation de « Site ou zone Natura 2000 ». La plupart ont fait ou font l'objet d'un processus de concertation entre les acteurs locaux et institutionnels pour définir les principes de gestion. Un document d'objectif (DOCOB) en découle qui évalue la valeur écologique et biologique, hiérarchise les enjeux au regard des espèces d'intérêt patrimonial, des habitats naturels et leur état de conservation dans le site. Il apprécie les tendances évolutives et les menaces et avance les modes de gestion recommandés.

² Deux types de ZNIEFF sont distingués :

- ZNIEFF de type II, qui identifient de grands ensembles naturels biogéographiques, paysagers et fonctionnels et s'étendent souvent sur plusieurs communes. Le zonage souligne les multiples interactions au sein de ces vastes territoires et les grands équilibres écologiques. Les sites les plus remarquables en termes d'habitats ou d'espèces sont souvent retranscrits dans des zones type 1 ;

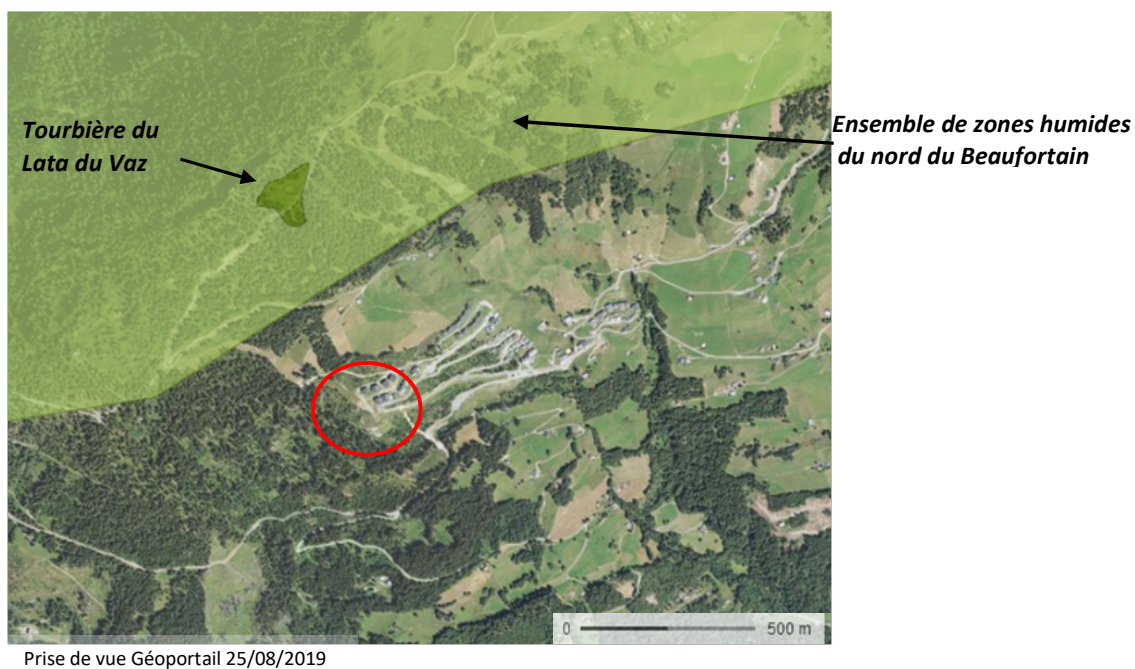
- ZNIEFF de type I qui reconnaissent des secteurs patrimoniaux de superficie réduite dont les espèces, associations d'espèces ou habitats sont rares. Elles sont particulièrement sensibles à toute transformation dans leur périmètre ou à proximité immédiate.

les ZNIEFF doivent cependant être prises en compte dans les documents d'urbanisme et lors de toute opération d'aménagement.

La commune de Villard-sur-Doron s'inscrit dans

- 2 ZNIEFF fonctionnelles de type 2 : l'« ensemble de zones humides du nord du Beaufortain » au nord du site et « Le Beaufortain » au sud sur le versant opposé. La zone AU est à distance de ces emprises, et non concernée par leurs enjeux écologiques ;
- 1 ZNIEFF de type 1 « la Tourbière du Lata du Vaz » située plus amont à distance de la zone AU.

Figure 3 : Extension au nord du site d'étude des ZNIEFF « Zones humides (...) » et « Tourbière du Lata du Vaz »



Le site d'étude se trouve à distance des ZNIEFF du secteur.

2.3 Inventaire régional des tourbières et des zones humides

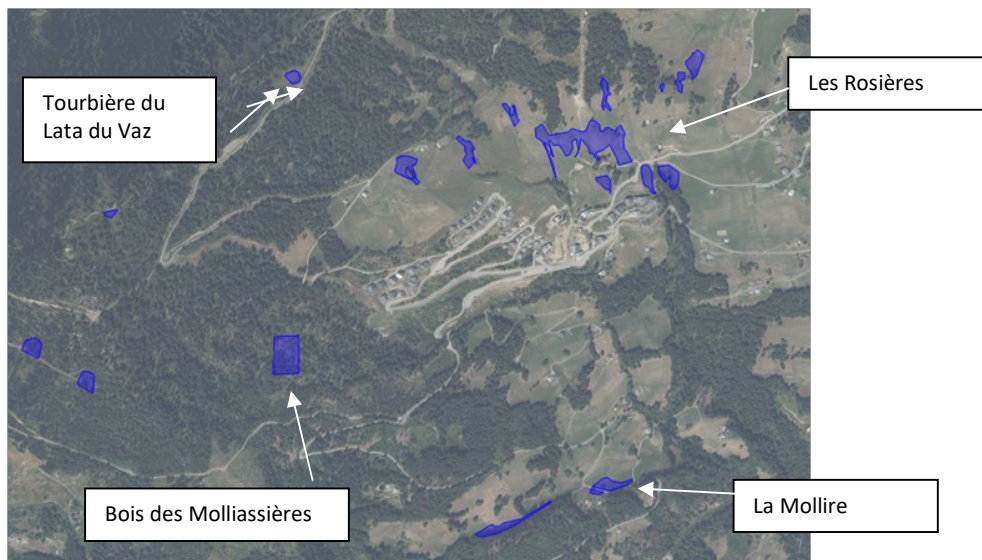
Villard-sur-Doron compte plusieurs tourbières et zones humides³ inventoriées par le CEN (Conservatoire des Espaces Naturels) mais toutes à distance du site étudié, en particulier à distance du vaste et remarquable site des tourbières des Saisies

(Source : <http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Communes/zh2.php?ZONEC=ZH4107>).

³ **Définition des Zones Humides (ZH)** : L'article L.211-1 du code de l'Environnement définit ainsi la zone humide : « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Le concept de Zones Humides fait l'objet d'un décret du MEEDDM du 30 janvier 2007. Il précise dans son article I que les critères à retenir pour la définition de ces Zones Humides "sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles". Un arrêté interministériel du 24/06/2008 précise les critères de définition des zones humides en termes de sols, d'espèces indicatrices et d'habitats.

Figure 4 : Les zones humides régionales aux alentours du site (CEN)

Source Observatoire des territoires de Savoie DDT - 2010



📌 **Le site d'étude se trouve à distance des zones humides et sans interférence avec elles.**

2.4 Inventaire des pelouses sèches du département

Afin d'assurer la préservation de ces milieux remarquables du département souvent riches en espèces patrimoniales et en orchidées, le CEN de Savoie a identifié les plus notables d'entre eux. Aucun n'est recensé sur le site ou à proximité.

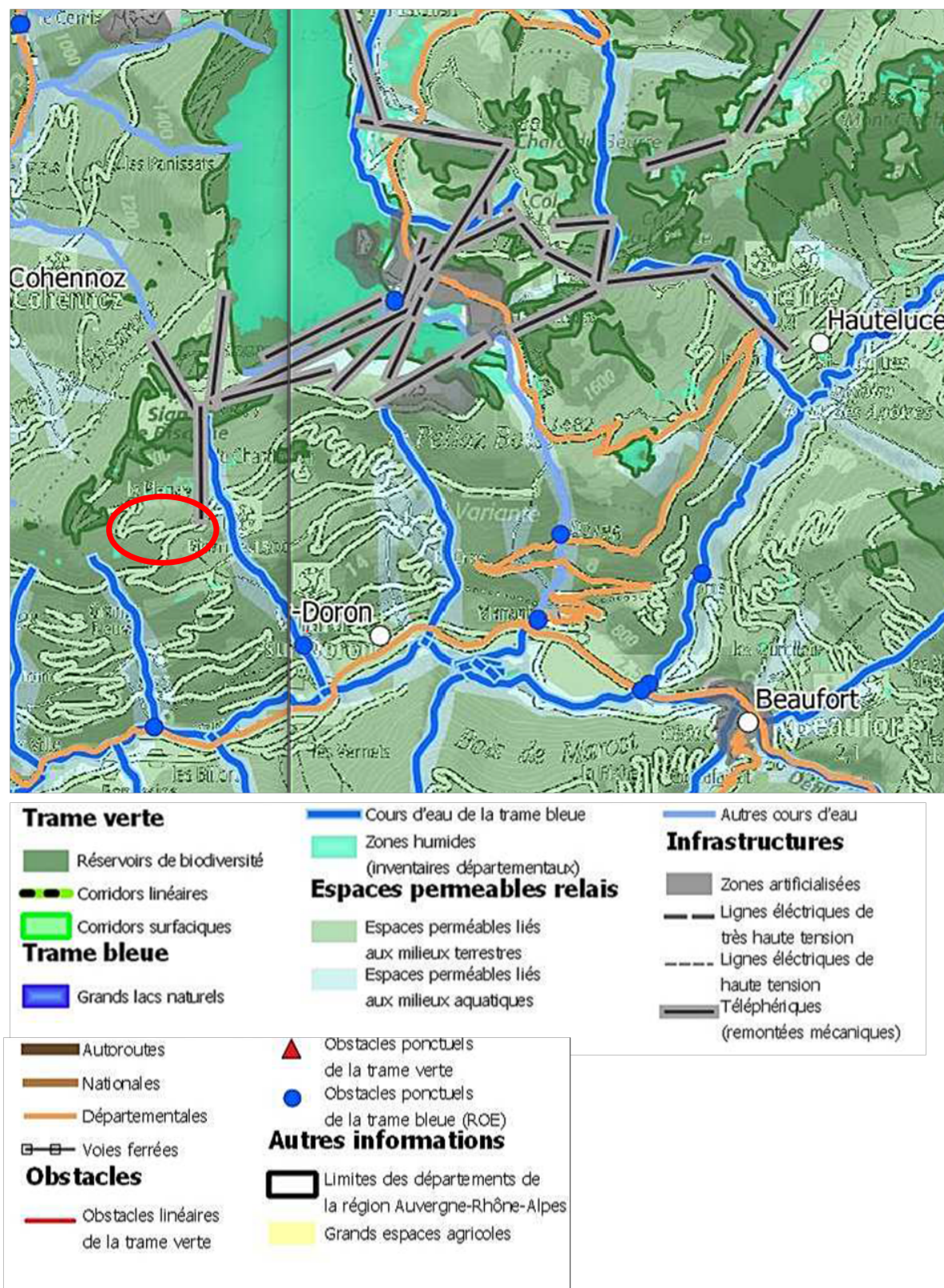
📌 **Le site du projet et ses alentours ne comptent pas de pelouses sèches inventoriées.**

2.5 Trame verte et bleue

La préservation des ressources et de la biodiversité en Auvergne-Rhône-Alpes a été inscrite dans le SRADDET (Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires), à travers un volet trame verte et bleue (TVB) à intégrer dans les documents d'urbanisme.

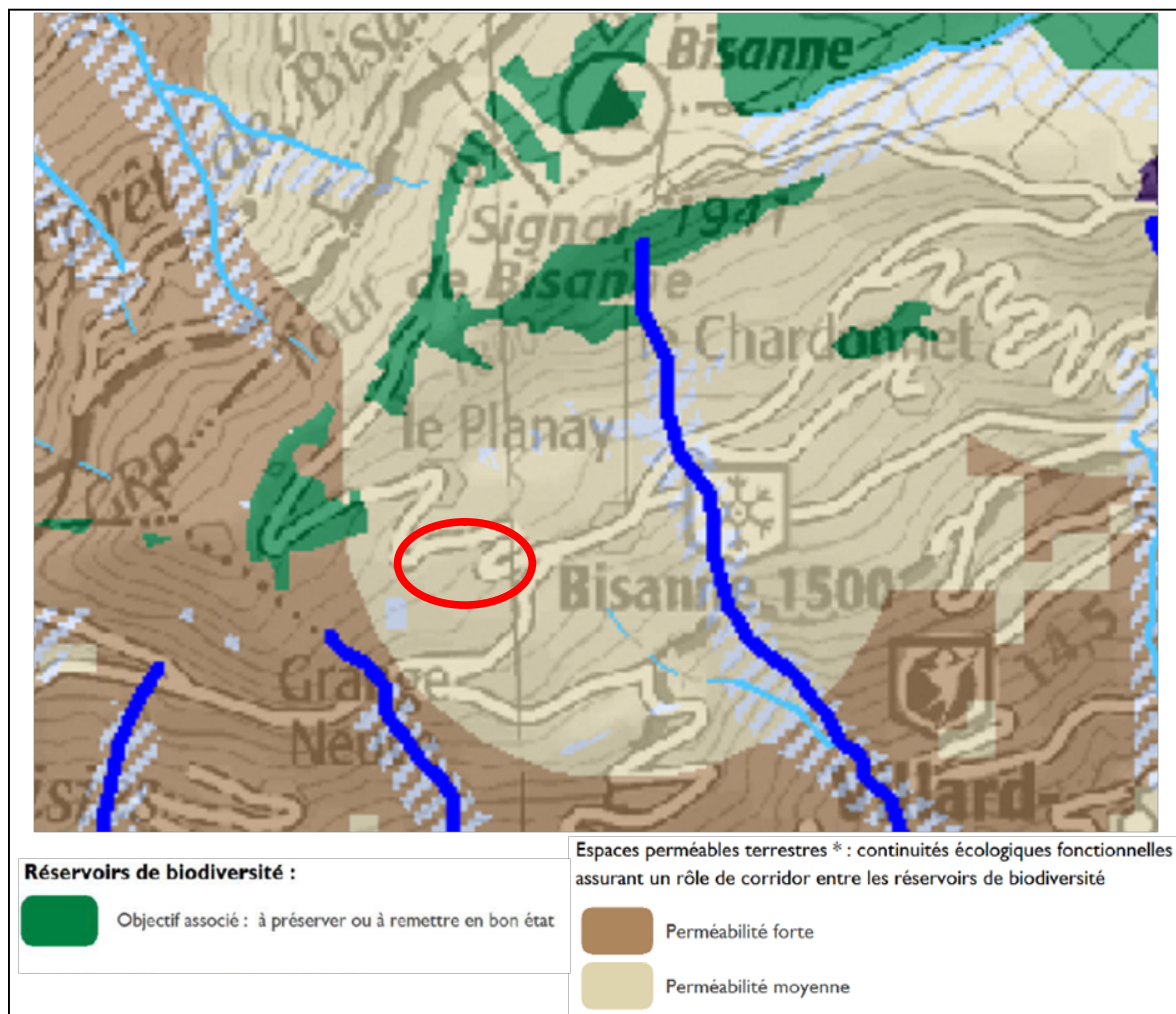
Ce document est venu se substituer au Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE - DREAL 2014) qui avait dressé en 2014 un bilan et des orientations écologiques. Le SRADDET s'appuie sur les données de ce dernier schéma qui lui sont annexées et constituent la base de la TVB.

Figure 5 : Trame verte et bleue SRADETT



Au SRCE le secteur de Bisanne était évalué, en tant que « continuité écologique fonctionnelle assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité », comme présentant une « perméabilité moyenne » (voir carte ci-dessous). Il est proche d'espaces boisés évalués comme des « réservoirs forestiers de biodiversité » et d' « espaces de perméabilité forte » à l'ouest et au sud.

Figure 6 : Trame verte et bleue SRCE



L'analyse conduit à voir que la zone AU s'inscrit en effet dans la continuité du versant boisé et préservé qui se trouve aux alentours. Elle constitue un continuum diversifié et représente de ce fait dans le versant une trame verte de qualité complémentaire, favorable aux circulations des animaux, notamment de la grande faune.

3. HABITATS NATURELS ET FLORE

3.1 Méthodologie

Ce volet, traité par Agnès Guigue, repose sur deux visites de terrain effectuées les 02 et 21 juin 2023. Les conditions météorologiques étaient bonnes. Les 2 dates correspondent à des périodes d'activité biologique satisfaisante pour une approche de la végétation à cette altitude.

Des observations complémentaires ponctuelles ont pu être apportées par le naturaliste spécialiste faune (S. Favre) lors de ses visites.

La méthode consiste à parcourir la zone d'étude afin d'observer les habitats naturels présents, l'organisation des strates végétales et les espèces présentes. Les investigations donnent une vision satisfaisante de la représentation respective des formations forestières, de leur sensibilité, et des espèces végétales remarquables, protégées ou rares, avérées ou possibles dans les milieux représentés. Elles ne peuvent cependant être considérées comme totalement exhaustives dans le cadre restreint de l'étude.

Les types d'habitats naturels sont étudiés en référence à 2 nomenclatures, respectivement française Corine Biotopes (ENGREF 1997) et européenne EUNIS⁴.

Le « Guide des habitats naturels et semi-naturels des Alpes »⁵ contribue à la définition des types d'habitat et à l'appréciation de leurs sensibilités.

Si des habitats ou des espèces sont identifiés dans les annexes I et II de la Directive n°92/43/CEE dite « Habitats », le code communautaire sera associé (Cahier Habitats Natura 2000 - Documentation Française 2001).

La définition des sensibilités et des enjeux repose sur la réglementation en matière d'espèces végétales protégées (France, Rhône-Alpes, Savoie), complétées par les Listes rouges des espèces menacées (Listes Rouges de l'UICN⁶, de la Flore menacée de France et régionale).

3.2 Contexte

L'aire d'étude concernée par le projet se situe dans le Massif du Beaufortain, à 1500m d'altitude, soit dans l'étage montagnard. A cette altitude et sur ce versant, la formation climacique est la forêt d'épicéa.

Sur le plan géologique, l'ensemble appartient aux massifs cristallins externes et est composé de roches mères acides (micaschistes). La formation peut connaître des infiltrations calcaires par glissement de roches du lias calcaire ou dolomitique (source Geo-Alp).

Globalement, le secteur offre un caractère hétérogène en raison des artificialisations et des nombreux remodelages qu'il a subi. Des constructions touristiques « Les Perles des Alpes » sont implantées en limite est ; elles sont accompagnées des accès et des stationnements connexes, et de pistes de ski dont l'une traverse la zone AU.

Les formations forestières initiales ont subi des déboisements, opérés entre 2001 et 2006 d'après les photographies aériennes (Geoportail-Remonter le temps). On peut supposer que ces coupes ont été faites

⁴ European Union Nature Information System (EUNIS) : base de données de l'Union européenne initiée dans les années 2010 répertoriant les types d'habitat européens, qu'ils soient naturels ou artificiels, terrestres ou aquatiques.

⁵ J.Ch. Villaret et al – Ed Naturalia 2019





⁶ International Union for Conservation of Nature

en parallèle aux interventions pour les constructions existantes, en anticipation de l'urbanisation projetée de la zone AU.

Il convient de noter que le complexe d'immeubles touristiques se trouve quasi-totalement non occupé lors de nos prospections de juin.

L'ensemble est en pente modérée, avec ponctuellement des buttes plus ou moins rocheuses où l'on a des pentes plus raides.

Figure 7 : Evolution du site de 2001 à 2019 - Photographies aériennes Geoportail

<p>2001 : le secteur à l'ouest correspond alors à un bois clair. Des travaux ont commencé à l'est, avec création de pistes dans la zone AU à l'étude</p>	<p>2006 : la zone AU a été déboisée, la piste de ski ouverte, les travaux des constructions touristiques progressent à l'est.</p>
	
<p>2013 : les constructions à l'est sont terminées et les travaux s'étendent vers l'ouest. Les parties déboisées se recolonisent peu à peu</p>	<p>2019 : Etat actuel du site. La piste de ski traverse la zone AU désormais principalement constituée de taillis et de landes</p>
	

3.3 Les milieux naturels

Dans l'analyse des formations végétales du site, on distinguera trois grands ensembles d'ouest en est :

- un bloc rocheux et ses abords qui ont été en partie déboisés,
- la piste de ski remodelée et engazonnée en prairie,
- le milieu arboré et arbustif au nord en grande partie déboisé et perturbé, recolonisé.

3.3.1 Le bloc rocheux et ses abords

Dans la pente ouest à mi-hauteur se trouve un imposant rocher qui domine d'environ 5 à 6 mètres. Il fait la transition en lisière de la piste de ski avec la forêt d'épicéas.

- Le bloc rocheux présente des parties minérales nues, des anfractuosités fraîches où peuvent se développer des fougères spécifiques (*cystopteris fragile*, *polypode vulgaire*, ...), des parties plus sèches à la végétation à affinité plus thermophile (*anthyllis vulnérable*, *alisier*). On note l'absence d'orpins pourtant fréquents dans ce type de milieux rupestres.
Lorsque l'humus s'est accumulé, sur le versant sud du rocher, c'est une lande basse à myrtilles et/ou rhododendrons qui couvre la roche.
Les arbustes (*alisier blanc*) et les arbres (*tremble*, *bouleau*, *épicéa*) sont épars et pour la plupart restent de taille modeste.
- La zone aval autour de cette butte rocheuse est hétérogène et témoigne des bucheronnages et des remaniements. Boisée jusqu'à une période relativement récente - estimée entre 15 et 20 ans -, elle a vu la plupart de ses gros arbres coupés, probablement en lien avec la création de la piste qui a demandé des remodelages dont l'arasement de parties rocheuses. Les souches laissées sur place en témoignent ; elles sont de diamètre variable mais certaines imposantes confirment que des arbres âgés ont été coupés. Quelques sujets ont été préservés : épicéas épars et de rares feuillus (*merisiers*, *hêtre*, *chêne*).

Dans cette zone se côtoient un chaos de blocs caillouteux, des souches qui disparaissent recolonisées par les épilobes en épis et les framboisiers, des reliques de pessières où la colonisation arbustive est dynamique et dense, principalement par le sorbier des oiseleurs et l'érable sycomore accompagnés de bouleau pubescent, merisier, et ici ou là en lisière de saule marsault, ponctuellement de sureau à grappes.



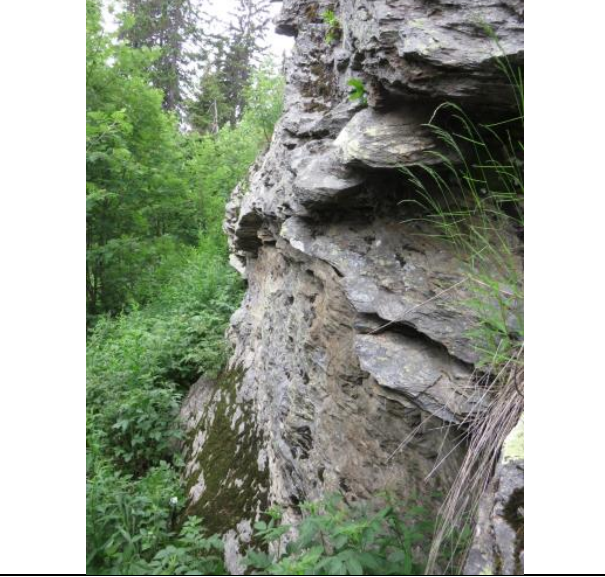



La strate herbacée, diversifiée et hétérogène, constitue une mosaïque fine en fonction des sols, de la topographie et des interventions humaines. Ponctuellement le recouvrement est faible en raison de la présence de troncs d'arbres, de blocs nus certains fracturés, de zones piétinées, La fougère femelle est régulièrement bien représentée. Les éricacées forment des tapis autour et sur le bloc rocheux : myrtilles principalement et aireselles rouges dans des parties plus sèches, associées à une forte représentation de graminées (*luzule des bois* surtout et *luzule blanche*).

Le sous bois aval recèle plusieurs stations d'une petite liliacée, le maïanthème à 2 fleurs (dit aussi petit muguet)⁷, espèce fréquente dans les forêts fraîches d'épicéas, la lysimaque nummulaire en tapis dans des parties fraîches. Des pieds épars d'orchidées communes (*orchis tacheté* et *orchis de Fuchs*) sont également notés.

La butte est entourée au nord et à l'ouest par des milieux plus frais, notamment en limite ouest, un petit vallon frais pré-forestier et semi-ombragé est riche en fougères (*blechnum* en épis, fougère mâle et fougère femelle) et également en orchidées. La formation n'a pas de caractère remarquable même si elle présente des affinités avec la mégaphorbiaie montagnarde⁸, elle-même proche des formations alpines patrimoniales, sans en avoir toutefois les caractéristiques principales dont la pétasite hybride.

⁷ https://inpn.mnhn.fr/espece/cd_nom/107158/tab/habitats

⁸ Mégaphorbiaie montagnarde et subalpine Code Natura 2000 : 6430, Corine 37.8 et EUNIS E5.

<p>Le bloc rocheux à l'ouest vu depuis la piste de ski : rocher en partie nu, tapis de myrtilles et rhododendrons et arbres épars</p>	<p>Rochers épars et taillis de recolonisation peu dense à l'aval du gros bloc</p>
	
<p>Partie aval du rocher en partie déboisé et recolonisé par des framboisiers et des épilobes en épis</p>	<p>Petit vallon à l'ouest : végétation dense d'épilobes en épis et fougères</p>
	
<p>Sommet du bloc rocheux recouvert en partie de myrtilles et rhododendrons</p>	<p>Fougères femelles et épilobes en épis en sous-bois après les coupes</p>
	

3.3.2 La piste de ski et la prairie artificielle aval

Ouverte dans la formation boisée d'écéas, la piste a nécessité des terrassements et des nivellements, et sa physionomie laisse supposer que des blocs rocheux ont été enlevés et concassés sur place.



La piste, de pente modérée, s'étend dans la zone AU sur une longueur d'environ 200 mètres et une largeur de 20 à 30 mètres.



Le terrain ainsi remodelé (environ 2000m² dans la zone AU) a été réensemencé en plantes de prairies communes à cette altitude (dactyle, fléole des prés, paturins, trèfles des prés, alchémille vulgaire, berce, renoncules, pissenlit,...). La diversité floristique reste faible par rapport à celle des prairies naturelles montagnardes caractéristiques. A l'amont, la prairie est fortement enrichie en rhinanthre crête de coq. Côté ouest, une petite station d'orchidées éparses dans la prairie s'étend également sur la partie talutée. Cette zone remodelée caillouteuse simule parfois des milieux xériques, mais sans présenter d'espèces caractéristiques.

A l'aval, la langue herbeuse se poursuit, s'aplanit et s'élargit à hauteur du virage en épingle à cheveux de la route. Egalement totalement remodelée (Cf photo aérienne de 2006) puis replantée, il s'agit aujourd'hui d'une formation herbeuse à base de graminées (dactyle, fétuques, paturins, ...) et de plantes fleuries courantes dans les prairies à cette altitude (trèfles, plantains, marguerite, alchémille commune, achillée millefeuille, rumex alpin, géranium des bois, ...). Elle est moins dense que la partie amont, ayant été pâturée ce printemps 2023. Ici ou là affleurent des débris minéraux schisteux broyés qui forment des tâches pas ou peu végétalisées (tussilage, lotier corniculé, trèfle), ainsi que de rares petits blocs rocheux.

On pourrait rattacher cette formation reconstituée aux prairies mésophiles de fauche et pâtures montagnardes (Corine Biotope 38.3 - Eunis E2.31). Issues d'engazonnement, elles ne présentent toutefois pas le caractère original et patrimonial qui permettrait de les désigner comme d'intérêt communautaire au regard de la Directive Habitats, (Code 6520), statut qu'on leur reconnaît lorsqu'elles sont naturelles et dans un bon état de conservation

Ici, la composition floristique peu diversifiée et le fleurissement réduit par rapport au type classique, rendent la prairie peu favorable à la vie animale (insectes, oiseaux) et limitent son intérêt écologique.

Piste de ski vue de l'amont : prairie ré-engazonnée après remodelage, avec ponctuellement des affleurements caillouteux	Prairie remodelée en pied de la piste. Vue vers le bosquet arbustif qui recolonise la zone située sous le bloc rocheux
	

La formation herbacée de la piste à l'amont, riche en rhinanthè crête de coq avec des pieds d'orchidées	Vue sur la prairie de la piste et les abords du bloc rocheux depuis le nord
	





3.3.3 L'ensemble forestier déboisé au nord

Le vaste ensemble qui domine les constructions touristiques existantes au nord de l'aire d'étude a été en grande partie déboisé dans les années 2000 à l'occasion de la construction de l'ensemble immobilier des Fermes du Beaufortain.

Ces interventions conduisent à un état naturel où aujourd'hui il y a peu d'arbres âgés remarquables, mais en revanche de nombreuses souches relativement élevées laissées sur place qui témoignent du bucheronnage de sujets de grand diamètre.

La zone est traversée d'un chemin carrossable d'ouest en est et par un quadrillage de plusieurs chemins sans issue suffisamment larges pour des engins à 4 roues. Ces voies parallèles à la pente, ont été ouvertes semble-t-il récemment pour le bornage, des sondages, ou peut être la pose de piézomètres. Ils ont anticipé les projets de constructions, sont non stabilisés, terreux avec des ornières parfois profondes.

Un des chemins ouverts dans la zone déboisée en cours de recolonisation	Souche dans la pente déboisée de la partie nord
	

Recolonisation arbustive de la peissière déboisée	Tapis de myrtilles au sein de la zone déboisée
	
Taillis de feuillus parmi quelques épicéas préservés dans la coupe	Départ à l'est de la piste transversale. A l'amont talus d'arbustes feuillus
	

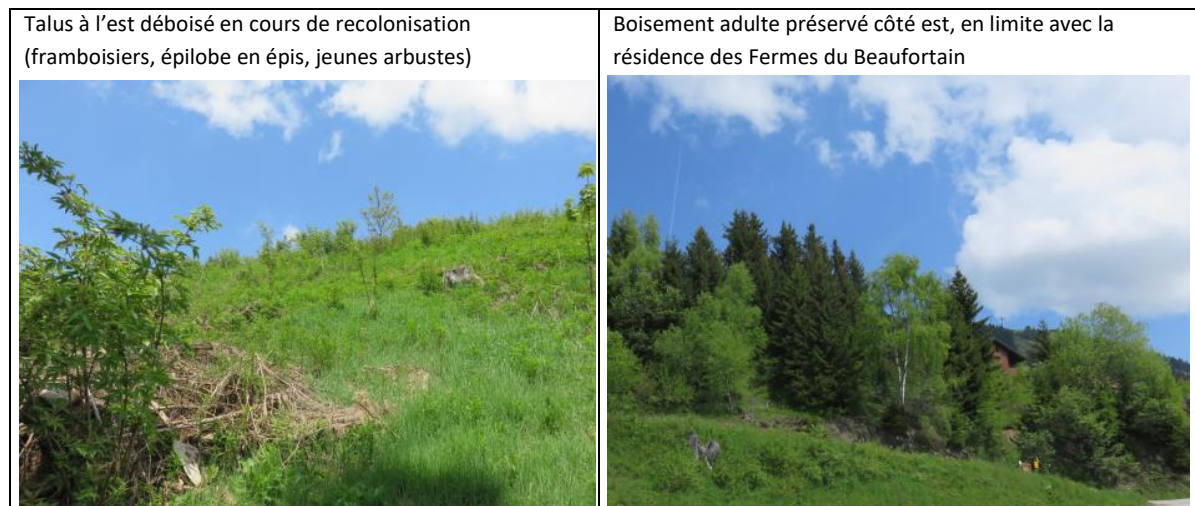
Selon les photographies aériennes, le mode de recolonisation et les secteurs préservés, on peut dire que la formation initiale devait être une pessière peu dense d'épicéa mûre, sur un sous bois bas à éricacées et rhododendrons que l'on retrouve régulièrement dans ce secteur.

Sur l'ensemble du site, de nombreuses souches souvent de large diamètre, laissées en place rappelle la pessière initiale. Parmi les rares arbres préservés (épicéa, chêne, hêtre, merisier), certains sont âgés et de grands diamètre (épicéa surtout). La recolonisation arbustive et arborée depuis les coupes datant d'une vingtaine d'années a été active, principalement en érables sycomores associés à des sorbiers des oiseleurs, des trembles, des bouleaux, sur un sous-bois à éricacées, genévrier nain ou rhododendron.

La pente peut être forte dans certains secteurs. Ainsi, à l'amont du chemin, la zone médiane présente une butte caillouteuse avec des blocs rocheux imposants qui a également été en grande partie déboisée. La formation autour des souches est une lande basse à myrtille, rhododendron et genévrier nain. Quelques gros épicéas ont été préservés.

A l'aval de la butte, un petit ensemble plus frais peut s'apparenter à une formation de mégaphorbiaie⁹ par la présence d'adénostyle, fougère femelle, chaerophylle hérissé, épilobe en épi, et rumex alpin. Le milieu est repris sporadiquement par les arbustes (sorbier des oiseleurs, érable sycomore, tremble). Restreint et perturbé, il n'offre pas de sensibilité floristique particulière.

A l'amont est, du côté de la résidence des Fermes du Beaufortain, un secteur en pente a été déboisé plus récemment. Il est recolonisé par une formation dense à base d'épilobe en épis, de framboisiers, ponctuée de jeunes arbustes (érables, trembles). Les troncs et branchages coupés sont entreposés en partie basse à hauteur du virage.



A l'aval, dominant la route et le parking, un ensemble boisé de pessière est préservé et compte de grands sujets âgés. Il s'étend en langue jusqu'à la route d'accès aux résidences, entourant une clairière où parmi des espèces herbacées communes de prairies, on compte une station d'orchidées de Fuchs et une dizaine de pieds d'arnica.

3.1 Flore

La liste des principales plantes notées lors des visites est présentée en Annexe.

La seule espèce notable est *Arnica montana*, dont quelques pieds sont observés dans la clairière à hauteur du virage d'accès au lotissement des Fermes du Beaufortain.

Les données de l'Observatoire de biodiversité de la Savoie (<http://www.biodiversite-savoie.org>) qui donne un état des connaissances floristique de la commune n'apportent pas d'éléments supplémentaires.

Les espèces patrimoniales citées¹⁰ ne sont pas associées aux habitats représentés dans l'aire d'étude.

⁹ Mégaphorbiaie montagnarde et subalpine Codes Corine : 37.8, EUNIS : E5 et Natura : 6430

¹⁰ Plus précisément : Ancolie des Alpes, Gymnadenie odorante, Orchis de Traunsteiner, Pédiculaire tronquée, Lycopode des tourbières

Figure 8 : Localisation des différentes formations végétales de la zone AU



3.2 Sensibilités

Aucun des habitats recensés et aucune des espèces végétales identifiées dans l'aire d'étude ne sont protégés ou rares, ni inscrits dans les annexes de la directive européenne Habitats-Faune-Flore qui a contribué à la désignation des sites Natura 2000.

L'espèce *Arnica montana* ne bénéficie d'aucun statut de protection ou d'alerte dans le Beaufortain.

4. FAUNE

L'expertise faunistique simplifiée est traitée par Stéphane Favre (H₂O Environnement). Elle vise à dégager les sensibilités environnementales et les enjeux et en conséquence à formuler des recommandations dans le cadre d'un éventuel développement du projet.

4.1 Méthodologie

■ Dates et conditions

L'expertise spécifique faune a été prescrite suite à une visite d'expertise généraliste réalisée début juin 2023. Ainsi, l'expertise faunistique n'a pu être déclenchée que fin juin 2023, qui correspond à la fin de période de nidification de l'avifaune notamment. 2 visites du site ont été réalisées ciblant la faune :

- Le 28 juin 2023 entre 7h et minuit avec plusieurs passages au cours de la journée. Le temps était ensoleillé. Les températures relevées sont de 10°C à 7h, 18°C à 9h30, 21°C à 11h30, 15°C à 17h30, 16°C à 20h30, 13°C à 22h20, 10°C à minuit.
- Le 7 août 2023 entre 7h30 et 17h avec plusieurs passages au cours de la journée. Le temps était ensoleillé avec une couverture nuageuse d'environ 30%, une légère brise parfois, et des températures plutôt basses pour la saison. Les températures relevées étaient de 6°C à 7h30, 13°C à 12h30, 16°C à 14h, 18°C à 17h.

■ Méthodologie faune

La méthode a consisté pour le naturaliste à parcourir à pied toute la zone d'étude et ses abords immédiats, à différentes heures de la journée, afin de favoriser l'observation des principaux groupes faunistiques lors des 2 campagnes de terrain.

Il était muni de jumelles format 10x42, d'un appareil photo numérique et d'un GPS afin de localiser les points remarquables.

Des points d'arrêt avec écoutes et observations ont été effectués sur l'ensemble de la zone d'étude.

Les observations ont porté sur l'ensemble de la faune présente ou potentiellement présente en journée, et le soir jusqu'au crépuscule fin juin : avifaune, amphibiens, reptiles, papillons de jour, libellules, mammifères terrestres.

Précisons qu'il ne s'agit pas ici d'un inventaire exhaustif, les temps de prospection et le nombre de passages étant insuffisant pour couvrir suffisamment tous les groupes étudiés sur une telle surface d'étude. Le lancement tardif de la première campagne (fin juin) ne permet pas toujours d'affirmer le statut nicheur des espèces d'oiseaux observées. L'étude permet cependant d'avoir un bon aperçu des principaux enjeux et des sensibilités.

4.2 Amphibiens

La zone d'étude et ses abords ne présentent aucun milieu aquatique ou humide, et aucun amphibien n'a été observé. La zone d'étude ne présente pas d'enjeux pour ce groupe qui nécessite la présence de milieux aquatiques.

4.3 Reptiles

Aucun reptile n'a pu être observé lors des prospections de terrain de fin juin et de début août avec des conditions un peu défavorable à l'observation du groupe début août (frais et brise). L'étude de ce groupe nécessite généralement la pose de pièges d'attraction. L'altitude apparaît limitante pour certaines espèces, néanmoins plusieurs espèces sont probablement présentes sur le secteur, telles le lézard des murailles, l'orvet fragile, éventuellement la vipère aspic voire la coronelle lisse en lisière pré/forêt de conifères au-dessus de la falaise à la faveur de quelques cavités et pierres.

Les secteurs apparaissant les plus favorables au groupe sont les zones pierreuses ensoleillées, avec à proximité des zones buissonnantes ou arbustives pour l'abri, et des zones herbacées pour la chasse. Il s'agit principalement de la butte avec petite falaise au sud-ouest et de l'affleurement rocheux au nord (cf. Figure 9).

4.4 Avifaune

La zone d'étude présente une très grande diversité d'habitats disposés en mosaïques, avec des zones ouvertes herbacées ou pierreuses, des zones de régénérescence de boisements composées de rejets d'arbres feuillus et résineux de différentes tailles entrecoupés de formations à herbes hautes. Elle est adjacente à des milieux naturels ou semi-naturels de type boisements d'épicéas à l'ouest avec une belle lisière et de grands prés de fauche au nord, et à une petite zone d'urbanisation lâche maintenant de larges surfaces végétales au sud et à l'est. La topographie variée crée des microclimats chauds et secs sur les 2 principales buttes, et localement un vallon frais au nord de la butte ouest (cf. Figure 9). Le secteur est globalement en pente orientée vers le sud. Tout ceci contribue à une très bonne attractivité pour l'avifaune qui y trouve des zones de nidification, d'alimentation et de repos très variées.

Le passage début juin 2023 par Agnès GUIGUE a permis de relever quelques espèces (6 espèces) dont la pie-grièche écorcheur et le bouvreuil pivoine, deux espèces patrimoniales particulièrement sensibles, classées « Vulnérables » sur la liste rouge nationale. Il ne s'agissait pas d'un inventaire et la liste est loin d'être complète. Les 2 campagnes de terrain suivantes ont permis de compléter les données.

Au total, 30 espèces ont été recensées sur la zone d'étude. 22 espèces ont été relevées le 28 juin, et 21 le 7 août 2023 (cf. Tableau 1).

Parmi elles, 10 espèces présentent un enjeu patrimonial fort. Nous écarterons l'aigle royal observé en survol assez haut dans le ciel le 7 août et qui n'est pas lié à la zone d'étude.

La **mésange boréale** a été observée uniquement début août, donc après la période de nidification, avec un seul individu. Son habitat typique correspond plutôt aux boisements marécageux de feuillus, auprès des cours d'eau et des étangs, qui n'est pas représenté sur la zone d'étude. Elle est probablement uniquement de passage sur la zone, en provenance d'un secteur plus favorable.

Le **serin cini** a été observé seulement fin juin avec un seul individu. Son statut de nidification apparaît très incertain sur la zone de projet, bien qu'il soit nicheur potentiel. Son enjeu est ainsi estimé faible, voire modéré, mais demanderait à être précisé. L'espèce apprécie les parcs, jardins, régions cultivées parsemées de bosquets et rangées d'arbres, avec en particulier des grands arbres, de préférence avec quelques conifères. La zone d'étude pourrait potentiellement lui correspondre localement.

Parmi les 7 espèces d'oiseaux remarquables restantes, liées à la zone d'étude, les enjeux sur la zone de projet sont estimés forts à modérés (cf. Tableau 1), selon que l'espèce est nicheuse certaine ou pas. Mais

le statut de nidification de certaines espèces étant incertain (linotte mélodieuse, bouvreuil pivoine, verdier d'Europe), l'enjeu peut devenir fort si l'espèce est nicheuse sur la zone de projet.

Le **chardonneret élégant** est le plus observé, lors des 2 passages, sur toute la zone, bénéficiant des zones ouvertes régulièrement présentes. 6 juvéniles de l'année ont été observés début août. La nidification est très probable sur la zone de projet. On estime la présence de l'ordre d'une dizaine d'individus en période de nidification.

La **pie-grièche écorcheur** est ensuite l'espèce la plus facilement observable, très active sur toute la zone, avec une présence régulière notamment sur la zone de friche dominée par le framboisier au nord-est, et chassant globalement sur l'ensemble de la zone d'étude. Un juvénile a été observé début août à l'est de la zone. La nidification sur la zone de projet apparaît hautement probable, avec 1 couple.

Juvénile de pie-grièche écorcheur à l'est de la zone d'étude (H₂O Environnement, 7 août 2023)



Pie-grièche écorcheur adulte sur la zone de projet à l'ouest dans les grandes herbes de la piste de ski (H₂O Environnement, 7 août 2023)



Le **bouvreuil pivoine** a été observé début juin sur l'aire du projet au sud de la butte. Il est nicheur probable sur le secteur mais son statut de nicheur sur la zone AU ne peut être confirmé faute de prospection spécifique à la bonne période (avril-juin). Il n'a pas pu être observé fin juin et début août.

Le **bruant jaune** est nicheur probable sur la zone, plusieurs adultes y ayant été observé fin juin en particulier sur le secteur est.

Bruant jaune de passage sur la zone urbanisée adjacente (H₂O Environnement, 28/06/2023)



Le **gobemouche noir** est nicheur potentiel sur la zone de projet, du fait qu'un seul adulte y ait été observé fin juin. 3 adultes (pas de juvéniles) ont été observés début août après la période de nidification, il peut donc s'agir d'individus erratiques. Le statut de l'espèce sur le secteur reste incertain.

La **linotte mélodieuse** a été observée fin juin près des petits immeubles adjacents à la zone de projet avec 3 adultes, et début août en bordure ouest avec 2 adultes. L'espèce apprécie les terrains ouverts parsemés de buissons, ce qui correspond bien à une partie significative des habitats du site. L'espèce y est nicheuse potentielle voire probable.

Le **verdier d'Europe** a été observé fin juin et début août au nord et à l'ouest, avec un seul individu à chaque fois. Son statut de nidification sur la zone est incertain et demanderait à être précisé. Il apprécie les habitats ouverts, zones agricoles entrecoupées d'arbres et de haies. L'aire du projet pourrait lui convenir. Il est ainsi considéré comme nicheur potentiel.

Parmi les autres espèces, on note de nombreuses espèces plutôt forestières, telles la mésange charbonnière très présente et nicheuse certaine avec plusieurs couples, le troglodyte mignon régulièrement observé notamment autour du petit vallon frais à l'ouest, la mésange noire liée aux épicéas représentée partout ; le roitelet huppé bien présent et nicheur (observation de juvéniles début août) et secondairement le roitelet triple-bandeau, tous deux sont également liés aux conifères ; le merle noir, la mésange longue-queue, le rouge-gorge familier, le pinson des arbres, la fauvette à tête noire, le pipit des arbres, le pouillot véloce, le pouillot de Bonelli, et l'accenteur mouchet.

L'hirondelle de rocher niche ponctuellement sur les petits immeubles résidentiels adjacents au sud et à l'est, et chasse aux alentours avec de faibles effectifs.

Enfin la bergeronnette grise et le rouge-queue noir sont régulièrement notés, nicheurs également sur la zone urbanisée et chassant autour sur la zone de projet, en particulier pour le rouge-queue.

A noter la présence d'un nid d'oiseau non déterminé qui semble avoir été occupé cette saison, dans une cavité sur la petite falaise ouest.

Nid d'oiseau non déterminé sur la petite falaise Ouest (H₂O Environnement, 28/06/2023)

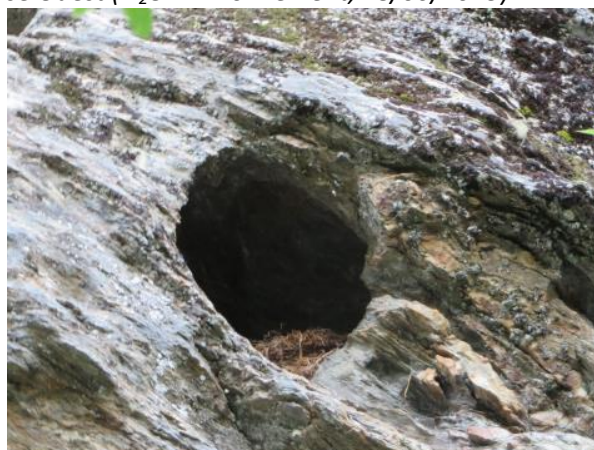


Tableau 1 : Liste des espèces de l'avifaune observées à Bisanne fin juin et début août 2023 (H₂O Environnement)

N°	Espèce	Protection	02/06/2023*	28/06/2023	07/08/2023	Statut	Remarque
1	Accenteur mouchet	B2, N			+	Nicheur potentiel	2 adultes centre Nord de la zone projet sur le talus végétalisé
2	Aigle royal	OI, B2, Bo2, N, VU			++	Survolt	n'est pas lié à la zone, survolt en altitude
3	Bergeronnette grise	B2, N		+	++	Passage	sur pistes, parkings et immeubles existants
4	Bouvreuil pivoine	B3, N, VU	+			Nicheur probable	Sud-Ouest de la zone de projet en dessous de la butte avec rocher
5	Bruant jaune	B2, N, VU		++		Nicheur probable	3 adultes sur secteur Est
6	Chardonneret élégant	B2, N, VU		++	+++	Nicheur probable	secteur grands arbres au Nord-Est, plusieurs rassemblements et 5-6 juvéniles début août
7	Fauvette à tête noire	B2, N	+	+	+	Nicheur certain	zone centrale
8	Geai des chênes	OII/2		+		Nicheur potentiel	
9	Gobemouche noir	B2, Bo2, N, VU		+	++	Nicheur potentiel	2 adultes bordure Ouest de la butte (zone projet Sud-Ouest) et 2 adultes lisière centre Ouest zone projet
10	Grive draine		+		+	Nicheur potentiel	1 adulte sur grand épicéa lisière Nord-Est
11	Hirondelle de rocher	B2, N	+	++		Passage	Chasse et repos sur et autour des immeubles existants sur lesquels certaines nichent
12	Linotte mélodieuse	B2, N, VU		++	+	Nicheur potentiel	3 adultes sur les espaces entre les immeubles existants juste au Sud du projet fin juin, 2 adultes bordure Ouest du projet début août
13	Merle noir	-		++	+++	Nicheur probable	
14	Mésange bleue	B2, N		++	+	Nicheur certain	centre Nord de la zone de projet notamment
15	Mésange boréale	B2, N, VU			+	Nicheur potentiel	1 adulte zone de projet Nord-Ouest sur mosaïque arborée sous la piste
16	Mésange charbonnière	B2, N		++	+++	Nicheur certain	
17	Mésange longue-queue	B3, N			++	Nicheur potentiel	Passage sur la zone projet Ouest
18	Mésange noire	B2, N, NT		++	++	Nicheur certain	grands épicéas sur la zone
19	Pie-grièche écorcheur	OI, B2, N	+	+	+	Nicheur certain	1 couple nicheur sur la zone de projet fin juin; 1 juvénile début août bordure Sud du projet et 1 adulte sur zone projet côté Ouest
20	Pinson des arbres	N	+	++		Nicheur probable	
21	Pipit des arbres	B2, N		+		Nicheur probable	secteur Sud-Ouest
22	Pouillot de Bonelli	B3, N		+	+	Nicheur potentiel	talus végétalisé avec arbres arbustes et herbes hautes partie Nord
23	Pouillot véloce	B2, N		+		Nicheur probable	secteur centre-Ouest
24	Roitelet huppé	B2, N		+	++	Nicheur certain	grands épicéas sur la zone, nicheur certain en bordure Nord-Ouest et à l'Ouest de la butte
25	Roitelet triple bandeau	B2, N			+	Nicheur probable	bordure Ouest de la butte (zone projet Sud-Ouest)
26	Rougegorge familier	B2, N		+		Nicheur probable	
27	Rougequeue noir	B2, Bo2, N		++	++	Nicheur potentiel	Plutôt lié aux résidences existantes pour la nidif, nourrissage autour également
28	Serín cini	B2, N, VU		+		Nicheur potentiel	Secteur Est zone projet
29	Troglodyte mignon	B2, N		++	++	Nicheur certain	Notamment plusieurs nicheurs au pied de la belle butte à rhododendrons à l'Ouest
30	Verdier d'Europe	B2, N, VU			+		1 adulte en lisière Ouest de la zone projet
Diversité			6	22	21		
				30			

* Noté en passant par la botaniste, pas d'inventaire avifaune ce jour là





Légende statut protection

OI : Annexe I de la Directive Oiseaux (79/409CEE) : Mesures de protection spéciales
 OII : Annexe II de la Directive Oiseaux (79/409CEE) : Mesures de protection spéciales
 B2 : Annexe II de la convention de Berne (1979) : strictement protégé
 B3 : Annexe III de la convention de Berne : protégé
 Bo2 : Annexe II de la convention de Bonn sur les espèces migratrices sauvages (état de conservation défavorable)
 A : Accord AEWA (1999) sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie
 N : Protection Nationale (Arrêté du 29/10/2009 - Actu 2015) : Totale
 CR : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : En danger critique
 VU : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : Vulnérable
 NA : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : Espèce occasionnelle/marginale

Légende densités

+ 1 ou 2 individus
 ++ 3 à 10 individus
 +++ 11 à 30 individus
 ++++ > 30 individus

Légende enjeux par rapport au projet

 Nul (espèce non sensible au projet ou sans enjeu patrimonial particulier)
 Faible (espèce peu sensible ou à enjeu patrimonial modéré)
 Modéré (espèce sensible)
 Fort (espèce très sensible et à enjeu patrimonial élevé)

4.5 Insectes

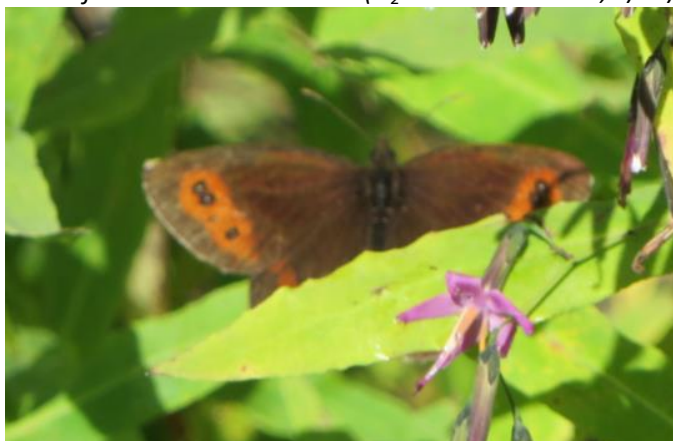
4.5.1 Papillons

Au total, 14 espèces ont pu être identifiées. 12 ont été observées le 28 juin, et 5 le 7 août 2023 (cf. Tableau 2).

Aucune de ces espèces n'est protégée ni ne présente de caractère patrimonial.

Le groupe bénéficie d'une bonne diversité des milieux et est bien représenté sur la zone d'étude.

Moiré blanc-fascié en bordure Ouest (H₂O Environnement, 7/08/2023)



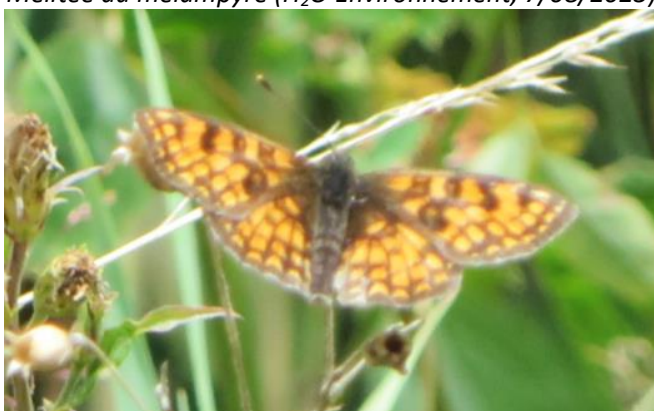
Demi-deuil régulièrement présent (H₂O Environnement, 7/08/2023)



Fadet commun régulièrement présent (H₂O Environnement, 7/08/2023)



Mélitée du mélampyre (H₂O Environnement, 7/08/2023)



Citron (H₂O Environnement, 28/06/2023)



Tableau 2 : Liste des papillons de jour identifiés sur la zone d'étude fin juin et début août 2023 (H₂O Environnement)

N°	Nom d'espèce	Nom commun	Protection / Liste rouge	Date		Remarques
				28/06/2023	07/08/2023	
Papillons de jour						
Famille Hesperidae						
1	Thymelicus sylvestris	Hespérie de la houque	-	+		
Famille Pieridae						
2	Gonepteryx rhamni	Citron	-	+		
Famille Lycaenidae						
3	Polyommatus icarus	Argus bleu	-	+		
Famille Nymphalidae						
4	Argynnis aglaja	Grand nacré	-	+		
5	Clossiana dia	Petite violette	-	+		
6	Clossiana euphrosyne	Grand Collier argenté	-	+		
7	Coenonympha pamphilus	Fadet commun	-		++	Régulier notamment en lisière Nord
8	Erebia epiphron	Moiré de la canche	-	+		163?
9	Erebia ligea	Moiré blanc-fascié	-	++	++	Bordure Ouest
10	Erebia pluto	Moiré velouté		++		Bords de piste caillouteuse notamment
11	Lasiommata megera	Mégère (femelle) / Satyre (mâle)	-	+		sur zones rocheuses
12	Melanargia galathea	Demi-deuil	-		+++	Régulier sur toute la zone d'étude
13	Melicta athalia	Mélitée du mélampyre	-	+	+	Secteur Nord
Famille Sphingidae						
14	Macroglossum stellatarum	Sphinx colibri	-	+	+	Ponctuel
Diversité				12	5	
				14		

Légende statut protection

- DH1 : Annexe I de la Directive Habitats
 DH4 : Annexe 4 de la Directive Habitats
 Wash : Annexe A de la convention de Washington (CITES)
 B2 : Annexe II de la convention de Berne (1979) : strictement protégé
 B3 : Annexe III de la convention de Berne : protégé
 N : Insecte protégé en France (Arrêté du 23/04/2007, Art. 2)
 Nr : Protection Nationale (Arrêté du 29/10/2009 - Actu 2015) : Partielle
 Mo VU : Liste Rouge mondiale UICN (évaluation 1996) : Vulnérable
 Fr EN : Liste Rouge rhopalocères France (2012) : En danger

 Fr CR : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : En danger critique
 Fr VU : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : Vulnérable
 Fr NT : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : Quasi menacée
 Fr NA : Liste Rouge Nationale (UICN France, 2016) : Espèce occasionnelle/marginale

Légende densités

- + 1 ou 2 individus
 ++ 3 à 10 individus
 +++ 11 à 30 individus
 ++++ > 30 individus

4.5.2 Libellules

Ce groupe n'apparaît pas représenté sur la zone d'étude et de projet, en l'absence de milieux aquatiques ou de zones humides. Aucune libellule n'a été observée.

4.5.3 Autres insectes

Signalons la forte présence notamment d'abeilles et de bourdons sur l'ensemble de la zone. Les orthoptères (non identifiés) sont également bien représentés.

4.6 Mammifères

4.6.1 Potentialités et continuité écologique

La zone d'étude se situe sur une vaste zone naturelle dominée par les boisements d'épicéas, largement présents à l'ouest et au sud, sur le bois des Molliassières en versant exposé sud. Elle s'étend largement presque depuis la plaine du Doron à 640m d'altitude, jusqu'au sommet à plus de 1 800 m. Cet ensemble est largement approprié à différentes espèces de mammifères sauvages de moyenne montagne.

Il existe par ailleurs peu d'entraves aux déplacements de cette faune. La station de Bisanne 1 500 reste pour l'instant peu étendue à l'est, avec une urbanisation relativement lâche sur le secteur d'étude, et perméable aux déplacements.

La prairie au nord est favorable à l'alimentation des grands herbivores tels que le cerf.

4.6.2 Observations

Plusieurs observations notables ont été réalisées, en particulier fin juin un jeune cerf de l'année, en lisière, pénétrant dans la zone de projet depuis la prairie nord. 2 autres cerfs ont été observés début août dont un relativement jeune, en lisière ouest.

Un lièvre d'Europe a également été noté pénétrant dans la zone AU depuis la lisière nord, et descendant la piste carrossable.

Quelques excréments de renards ont été relevés ponctuellement sur la zone.

Une vaste zone retournée par les sangliers est relevée en lisière nord.

Enfin un terrier supposé de blaireau a été relevé au nord, et un terrier non déterminé a également été relevé à l'ouest en aval de la petite falaise.

Figure 9 : Localisation des principaux points d'observation de l'avifaune remarquable, des mammifères et habitats particuliers pour la faune (H₂O Environnement)



5. SENSIBILITES ET ENJEUX – IMPACTS POTENTIELS – MESURES

5.1 Synthèse des principales sensibilités

Le projet d'évolution de la zone AU s'inscrit dans un secteur déjà perturbé par les aménagements touristiques antérieurs. En termes d'habitats naturels, le site ne compte pas de milieux exceptionnels.

Pour la flore l'espèce qui, sans bénéficier de protection dans le Beaufortain, mérite attention en raison d'un risque de sur-cueillette, est l'Arnica des montagnes (*Arnica montana*) recherchée pour ses qualités thérapeutiques.

En termes d'habitats naturels :

- Dans la partie ouest, la présence d'un imposant bloc rocheux dont les abords sont également diversifiés méritent attention. Les habitats naturels ne sont toutefois pas considérés comme patrimoniaux, et la flore est relativement commune à cette altitude dans le Beaufortain. Sans être exceptionnel, l'ensemble reste notable.

- Dans la partie nord-est : bien que la zone ait été en partie déboisée et entrecoupée de chemins, les différentes formations en présence constituent un ensemble diversifié. La recolonisation arbustive et arborée associée à la lande à rhododendron et myrtille crée des milieux favorables à l'avifaune. Des blocs rocheux sont encore présents et les souches pourrissantes constituent de bons milieux pour l'entomofaune en particulier.

Concernant la faune, la sensibilité est la conséquence de la grande diversité des habitats et de la proximité immédiate de vastes espaces naturels. L'avifaune en particulier est d'une grande richesse avec la présence de 7 espèces patrimoniales particulièrement vulnérables qui utilisent la zone (pie-grièche écorcheur, chardonneret élégant, bruant jaune, gobe-mouche noir, linotte mélodieuse, bouvreuil pivoine, verdier d'Europe). Le site présente également une bonne diversité d'insectes avec 14 espèces de papillons relevées (non exhaustif), et une bonne densité d'hyménoptères.

Enfin la zone d'étude est un espace de transit pour plusieurs espèces de mammifères sauvages qui ont pu être observées, notamment le cerf et le lièvre d'Europe.

5.2 Incidences de la modification du PLU et des aménagements qu'il va autoriser

La zone concernée par le dossier a déjà une vocation à être urbanisée ; la modification vise à autoriser une plus forte densité. Les incidences sur les milieux naturels de la modification du PLU seront fonction des caractéristiques du projet qui sera mis en œuvre.

L'impact principal, inévitable et peu réductible, tient à l'artificialisation et l'imperméabilisation quasi-complète d'un espace naturel de montagne, herbacé, arbustif et arboré. L'augmentation de densité risque d'augmenter les besoins superficiels.

Les incidences correspondent :

- au défrichement (donc l'arrachage de souches) de la zone nord, certes déjà en partie déboisée et marquée de chemins, mais qui garde de beaux arbres adultes et également de nombreuses souches favorables notamment à l'entomofaune ;
- au remodelage de la partie ouest qui va provoquer la suppression d'un bloc rocheux, des milieux qu'il héberge et de ses abords diversifiés ;
- à la destruction d'habitats d'espèces sauvages dont certaines patrimoniales ou protégées : pie-grièche écorcheur, chardonneret élégant, bruant jaune, gobe-mouche noir, linotte mélodieuse, bouvreuil pivoine, verdier d'Europe ;
- au risque de destruction directe d'individus d'espèces sauvages dont certaines patrimoniales ou protégées (la plupart des espèces d'oiseaux observées dont la majorité est jugée nicheuse sur le site, les papillons et autres insectes, ...) ;
- à la perturbation de la faune sur le secteur alentours durant la phase de travaux en raison des mouvements d'engins, de l'émission de poussières, etc.

5.3 Orientation des mesures

Les mesures d'évitement et de réduction possibles restent limitées puisque l'urbanisation implique des terrassements et des nivellements, et la suppression de la quasi-totalité des formations végétales existantes, notamment la suppression des arbres âgés encore présents.

Conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage doit mettre en place des mesures pour éviter, réduire, compenser et accompagner les impacts que pourra générer le projet que va autoriser la modification du PLU.

La séquence dite ERCA (éviter, réduire, compenser, accompagner) doit être envisagée dès les premières réflexions et la conception d'un projet. Elle dépend grandement de l'extension des zones qui seront affectées par les constructions et les aménagements annexes de voiries, stationnement, etc.

Mesures d'évitement

Seront évités autant que possible le secteur ouest où se trouvent l'imposant bloc rocheux et la butte pierreuse au nord, et la partie orientale où demeure une belle formation boisée ainsi que sa clairière qui héberge les pieds d'arnica des montagnes.

Mesures de réduction

Elles seront à définir plus précisément une fois que le projet, son envergure, ses caractéristiques et son phasage, seront connus. Elles concerneront plus spécialement :

- une limitation des emprises de travaux au strict minimum, en particulier à travers une définition rigoureuse des zones d'intervention et un balisage pour éviter toutes divagations d'engins hors du périmètre ;
- un calendrier des travaux et un phasage adaptés afin de limiter les impacts sur la faune, en évitant les interventions durant les périodes de reproduction et d'élevage des jeunes (nidification de l'avifaune - hors période avril-août) ;
- un programme laissant une place significative à des trames végétales en espèces variées et locales pour permettre le maintien des oiseaux dans le secteur, ainsi que le maintien de corridors verts ouverts capables de préserver le rôle fonctionnel du site pour le transit des mammifères sauvages ;

- les espèces végétales plantées seront choisies parmi des plantes locales de souche, de même pour les engazonnements à faire à partir de litières prélevées sur place.

Mesures de compensation

Des mesures pourront être mises en œuvre pour compenser les impacts résiduels après évitements et réductions, si nécessaire.

5.4 Contraintes réglementaires

5.4.1 Demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées

La destruction d'espèces protégées au titre de réglementations, internationale, française, régionale ou départementale, n'est pas autorisée (Article L411-1 du Code de l'environnement).

L'article L.411-2 instaure néanmoins une possibilité de déroger à cette interdiction d'atteinte aux espèces protégées.

La demande doit impérativement justifier que le projet présente un caractère d'intérêt public majeur et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

Des mesures significatives de réduction et compensation ou accompagnement doivent être recherchées et exposées.

Les articles R.411-1 à R.411-14 du Code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 19 février 2007 précisent les conditions de demande de dérogation et d'instruction du dossier.

■ En matière de flore

Le site n'héberge pas d'espèce protégée.

■ En matière de faune

Le projet va porter atteinte directement ou indirectement à des espèces protégées ou à leurs habitats¹¹. La plupart des oiseaux représentés ici sont protégés, avec des niveaux de sensibilité variables qui pourront exiger des analyses complémentaires.

Certaines espèces pourront trouver à proximité des milieux similaires ou revenir s'installer après les aménagements. D'autres risquent de disparaître du secteur. Le statut de nidification de certaines espèces citées reste incertain compte tenu des périodes tardives d'investigation.

5.4.2 Dossier demande de défrichement

Toute opération volontaire entraînant la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière est considérée comme un défrichement et nécessite une autorisation préalable, sauf si elle est la conséquence indirecte d'opérations entreprises en application d'une servitude d'utilité publique.

Le principe s'applique à la fois pour les bois et forêts des particuliers (article L341-3 du code forestier) et pour ceux des collectivités.

Selon les superficies déboisées, les démarches varient, de la simple dépose d'un dossier de demande, à une saisine de l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas voire à une étude d'impact.

¹¹ Demande de dérogation pour la capture, l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ([Formulaire Cerfa 13616*01](#) - Ministère chargé de l'environnement).

L'autorisation est à demander auprès de la direction départementale des territoires (DDT).¹²

Les bucheronnages qui ont été opérés dans le site relèvent pour l'instant d'un déboisement non d'un défrichement les souches ayant été maintenues, et le statut forestier reste valide.

5.4.3 Evaluation des incidences site Natura 2000

La zone AU étudiée ne s'inscrit pas dans un site reconnu au titre des directives européennes Habitats et Oiseaux.

La commune de Villard-sur-Doron ne compte pas de sites Natura 2000.

Les communes périphériques de Cohennoz, Hauteluce et Queige hébergent la « *Tourbière et lac des Saisies* » qui est un remarquable ensemble humide, mais il est sans interférence hydrologique ou écologique avec l'aire d'étude qui ne compte pas de milieu hydromorphe.

Le site concerné par la modification du PLU ne présente pas d'habitats naturels en bon état de conservation qui puissent être considérés comme relevant des annexes de la directive Habitat.

Il ne compte pas d'espèces végétales inscrites aux mêmes annexes.

Un oiseau, la pie grièche écorcheur, est inscrit aux annexes de la directive Oiseaux. L'espèce est nicheuse sur la zone, les secteurs de friches étant particulièrement attractifs. On la note également autour des constructions existantes. Les incidences du projet sur l'espèce peuvent être modérées par la préservation d'un réseau de haies diversifiées comptant des perchoirs.

¹² Formulaire Cerfa N° 13632*07

Annexe : Liste de plantes

Principales plantes observées Visite des 02 et 21 juin 2023 - A. Guigue

Lieux d'observations

1 Prairie piste réengazonnée 2 Zone en partie déboisée 3 Rocher et abords ouest

Nom latin	Nom vernaculaire	Famille	Lieu	Remarques
Acer pseudoplatanoides	Erable sycomore	Aceraceae	1,2	
Achillea millefolium	Achillée millefeuille	Asteraceae	1	
Actaea spicata	Barbe de bouc	Renonculaceae	3	
Adenostyles alliariae	Adénostyle à feuilles d'alliaire	Asteraceae	2	
Agrostis rupestris	Agrostis des rochers	Poaceae	3	
Vaccinium vitis-idaea	Airelle rouge	Ericaceae	2,3	
Ajuga reptans	Bugle rampant	Labiaceae	1	
Alchemilla xanthochlora	Alchémille commune	Rosaceae	1	
Anthoxanthum odoratum	Flouve odorante	Poaceae	3	
Anthriscus sylvestris	Cerfeuil des prés	Apiaceae	1,3	
Anthyllis vulneraria	Anthyllis vulnéraire	Fabaceae	3	Sur rocher
Anthyrium filix-femina	Fougère femelle	Polypodiaceae	3	Secteur rocher
Arnica montana	Arnica des montagnes	Asteraceae	2	Quelques pieds à l'est
Artemisia vulgaris	Armoise vulgaire	Asteraceae	1	
Aruncus dioicus	Barbe de bouc	Rosaceae	1	
Atocion rupestre	Silène des rochers	Caryophyllaceae	3	
Barbarea vulgaris	Herbe de Sainte Barbe	Brassicaceae	1	
Betula pendula	Bouleau verruqueux	Betulaceae	1,2	
Blechnum spicant	Blechnum en épis	Blechnaceae	3	Petit vallon ouest
Campanula barbata	Campanule barbue	Campanulaceae	1	
Campanula persicifolia	Campanule à feuille de pêcher	Campanulaceae	1	
Capsula bursa pastoris	Bourse à pasteur	Brassicaceae	1	
Centaurea jacea	Centaurée jacée	Asteraceae	1	
Cerastium arvense	Céraiste des champs	Caryophyllaceae	2,3	
Chaerophyllum hirsutum	Cerfeuil hérissé	Apiaceae	1	
Chenopodium bon henricus	Chénopode bon-Henri	Chenopodiaceae	1	
Cicerbita alpina	Laitue des Alpes	Asteraceae	3	
Cruciata laevipes	Gaillet croissette	Rubiaceae	1,3	
Cystopteris fragilis	Cystoteris fragile	Polypodiaceae	3	Anfractuosité rocher
Dactylis glomerata	Dactyle aggloméré	Poaceae	1	
Dactylorhiza maculata	Orchis tacheté	Orchidaceae	1,3	
Deschampsia flexuosa	Canche flexueuse	Poaceae	3	

<i>Dryopteris dilatata</i>	Dryoptéris dilaté	Polypodiaceae	3	
<i>Dryopteris filix-mas</i>	Fougère mâle	Polypodiaceae	3	
<i>Epilobium angustifolium</i>	Laurier de St Antoine	Onagracées	1,2	
<i>Euphorbia amygdaloides</i>	Euphorbe des bois	Euphorbiaceae	3	
<i>Fagus sylvatica</i>	Hêtre	Fagaceae	3	
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge	Poaceae	1,3	
<i>Fragaria vesca</i>	Fraisier	Rosaceae	2	
<i>Galium album</i>	Gaillet blanc	Rubiaceae	1	
<i>Gentiana acaulis</i>	Gentiane de Koch	Gentianaceae		Prairie hors site
<i>Geranium mollis</i>	Géranium à feuille molle	Geraniaceae	1	
<i>Geranium sylvaticum</i>	Géranium des bois	Geraniaceae	1	
<i>Heracleum sphondylium</i>	Grande berce	Apiaceae	1	
<i>Hypericum perforatum</i>	Millepertuis perforé	Hypericaceae	1	
<i>Juniperus communis</i> ssp <i>nana</i>	Genévrier nain	Cupressaceae	2,3	
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Marguerite	Asteraceae	1	
<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé	Fabaceae	1,3	
<i>Luzula nivea</i>	Luzule blanche	Poaceae	2,3	
<i>Luzula sylvatica</i>	Luzule des bois	Poaceae	2,3	
<i>Lysimachia nemorum</i>	Lysimachie des bois	Primulaceae	3	
<i>Maianthemum bifolium</i>	Maianthème à 2 feuilles	Liliaceae	2,3	
<i>Medicago lupulina</i>	Luzerne lupuline	Fabaceae	1	
<i>Melampyrum sylvaticum</i>	Melampyre des forêts	Orobanchaceae	3	
<i>Meum athamanticum</i>	Fenouil des Alpes	Apiaceae	1	
<i>Myosotis alpestris</i>	Myosotis des Alpes	Boraginaceae	3	
<i>Petasites hybridus</i>	Pétasite hybride	Asteraceae	2	
<i>Rumex acetosella</i>	Petite oseille	Polygonaceae	1	
<i>Phleum alpinum</i>	Fléole des Alpes	Poaceae	3	
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés	Poaceae	1	
<i>Phyteuma spicatum</i>	Raiponce en épi	Campanulaceae	3	
<i>Picea abies</i>	Épicéa	Pinaceae	2,3	
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lanceolé	Plantaginaceae	1,2	
<i>Plantago major</i>	Grand plantain	Plantaginaceae	1	
<i>Poa alpina</i>	Pâturin des Alpes	Poaceae	1,2,3	
<i>Poa</i> sp	Pâturin sp	Poaceae	1,2,3	
<i>Polygala chamaebuxus</i>	Polygale petit buis	Polygalaceae	2	
<i>Polygala serpyllifolia</i>	Polygala à feuilles de serpolet	Polygalaceae	1	Talus est
<i>Polypodium vulgare</i>	Polypode vulgaire	Polypodiaceae	3	Anfractuosité rocher
<i>Populus tremula</i>	Peuplier tremble	Salicaceae	2,3	
<i>Potentilla erecta</i>	Potentille tormentille	Rosaceae	3	
<i>Potentilla reptans</i>	Tormentille rampante	Rosaceae	1,2	
<i>Prenanthes purpurea</i>	Prenante pourpre	Asteraceae	3	
<i>Prunus avium</i>	Merisier	Rosaceae	3,2	
<i>Quercus petraea</i>	Chêne sessile	Fagaceae	1,3	Rare

Ranunculus acris subsp acris	Renoncule âcre	Ranunculaceae	1	
Ranunculus repens	Renoncule rampante	Ranunculaceae	1	
Rhinanthe crête coq	Rhinanthus alectorolophus	Orobanchaceae	1,3	
Rhododendron ferrugineux	Rhododendron ferrugineum	Ericaceae	2,3	
Rosa rubiginosa	Rosier églantier	Rosaceae	2	
Rubus idaeus	Framboisier	Rosaceae	1,2,3	
Rubus sp	Ronce	Rosaceae	2	
Rumex acetosella	Petite oseille	Polygonaceae	1	
Rumex alpinus	Rhubarbe des moines	Polygonaceae	1	
Salix capraea	Saule marsault	Salicaceae	2,3	
Sambucus racemosa	Sureau à grappes	Caprifoliaceae	2,3	
Silene dioica	Compagnon rose	Caryophyllaceae	1	
Silene vulgaris	Silène enflé	Caryophyllaceae	1	
Sonchus sp	Laiteron sp	Rosaceae	1	
Sorbus aria	Alisier blanc	Rosaceae	2	
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs	Rosaceae	2,3	
Taraxacum officinale aggr.	Pissenlit officinal	Asteraceae	1,2	
Trifolium pratense	Trèfle des prés	Fabaceae	1	
Trifolium repens	Trèfle rampant	Fabaceae	1	
Tussilago farfara	Tussilage	Asteraceae	1,2,3	
Vaccinium myrtillus	Myrtille	Ericaceae	2,3	
Vaccinium vitis idaeae	Airelle rouge	Ericaceae	3,2	Zone rocheuse
Veronica chamaedrys	Véronique petit chêne	Scrophulariaceae	1,3	
Veronica officinalis	Véronique officinale	Scrophulariaceae	1	
Viola calcarata	Pensée des Alpes	Violaceae	1	
Viola riviniana	Violette de Rivin	Violaceae	2	